

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

LA RÉFORME DE L'EXPERTISE MÉDICO-LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Caen,
le Mardi 25 Novembre 1902, à trois heures et demie*

PAR

LOUIS LENGART

JURY D'EXAMEN :

M. EDMOND VILLEY, Professeur-Doyen, Président de la Thèse ;
M. LAISNÉ DES HAYES, Professeur ;
M. DEGOIS, Agrégé.

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1902

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

LA RÉFORME DE L'EXPERTISE MÉDICO-LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT (SCIENCES JURIDIQUES)

*Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Caen,
le Mardi 25 Novembre 1902, à trois heures et demie*

PAR

LOUIS LENGART

JURY D'EXAMEN :

M. EDMOND VILLEY, Professeur-Doyen, Président de la Thèse ;
M. LAISNÉ DES HAYES, Professeur ;
M. DEGOIS, Agrégé.



LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1902

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1902-1903

DOYEN

M. Edmond VILLEY (*, I. *), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS

MM. DANJON (I. *), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. *), professeur d'*Économie politique*, chargé des cours de *Droit constitutionnel comparé* et de *Législation financière*.

LAISNÉ DES HAYES, Méd. milit^{re} (A. *), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. O, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*.

LEBRET (I. O), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice.

CABOUAT (I. O), professeur de *Droit international public et privé*, et de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. O), professeur de *Procédure civile*, et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY, professeur de *Droit romain* et chargé des cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

AGRÉGÉS

MM. ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit romain*.

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel* et du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

Edgard ALLIX, chargé d'un cours d'*Économie politique* et d'*Histoire des Doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE

M. GILLET (I. O), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

I. — Utilité de l'expertise médico-légale.

Ses applications.

Il se pose souvent, au cours d'un procès, des problèmes que le juge ne peut résoudre, parce qu'ils exigent des connaissances spéciales ; le juge est alors obligé de recourir à des personnes qui, par leur science ou leur profession, peuvent l'aider dans la recherche de la vérité. Ces personnes chargées d'éclairer la Justice s'appellent : les experts.

En droit français, on trouve des expertises de différentes sortes ; elles sont régies par diverses lois : il y en a en matière civile, en matière criminelle, commerciale, administrative, en matière d'enregistrement.

Parmi les expertises criminelles, l'expertise médico-légale tient le premier rang. On peut la définir : l'application des connaissances médicales à la constatation des infractions à la loi pénale par un médecin, que nomment certains officiers de police judiciaire ou les juridictions de répression.

Cette expertise est d'une utilité incontestable, c'est un moyen d'instruction judiciaire dont on ne peut se passer dans bien des affaires pénales.

« Dans les procès criminels, dit M. Desmaze, (1) toujours le médecin est l'auxiliaire de la justice : c'est le médecin seul, en effet, qui peut, dans les affaires où il s'agit d'assassinats, d'infanticides, d'empoisonnements, contrôler la véracité des allégations de l'accusé et décider si la mort a été le résultat d'un accident ou d'un crime. »

Il suffit, en effet, d'ouvrir le Code pénal pour comprendre immédiatement toute l'importance de l'expertise médico-légale. Les plus nombreux attentats sont les attentats à la vie, à la santé, à la pudeur. A chaque instant, les magistrats, aussi bien ceux du parquet que les magistrats instructeurs ou les juridictions de jugements sont arrêtés par des questions de médecine, qu'ils ne peuvent résoudre. Presque toujours, dans ces genres d'infractions, il y a lieu à un examen médical de la victime ou de l'inculpé, pour permettre de reconstituer le délit et d'en connaître la gravité.

En cas de mort suspecte, par exemple, il est impossible au juge, qui n'a aucune connaissance médicale, de savoir s'il y a crime ou mort naturelle. Le médecin seul peut, par l'examen de la victime, déclarer que la mort a été causée par la maladie, par un poison, par une blessure. De même, si quelque personne se plaint d'avoir été victime d'un viol ; c'est presque toujours le médecin seul, qui pourra déterminer si le crime a été perpétré ou si l'on est en présence d'une accusation calomnieuse : notamment, il pourra dire s'il y a eu défloration ou non, quand la victime est une jeune fille.

Souvent aussi le médecin doit visiter l'inculpé : tantôt il

(1) DESMAZE. *Histoire de la médecine légale*, page 8.

examine son état mental, et mesure sa responsabilité dans la faute commise ; tantôt il étudie les blessures ou les traces diverses que la perpétration du délit a pu laisser sur l'inculpé ou sur ses vêtements, et déclare si l'individu est coupable et de quelle façon il a accompli son méfait.

Aussi l'expertise a-t-elle une grande influence sur les diverses phases de l'action publique : sur la poursuite, sur l'instruction, sur le jugement.

Le bruit court-il qu'une personne a été empoisonnée, le Procureur de la République se fera accompagner d'un médecin, celui-ci examinera le malade et appréciera s'il y a eu réellement empoisonnement, si la maladie est due à la négligence de la victime ou à des manœuvres criminelles ; et le magistrat, éclairé par l'avis de l'expert, exercera ou non les poursuites.

Dans un cas particulier, celui de l'article 44 du Code d'instruction criminelle, s'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue ou suspecte, le médecin expert a des attributions importantes que les autres experts ne partagent pas : son intervention est exigée par la loi, et le Procureur de la République peut le déléguer pour faire seul les constatations ; il dira s'il y a crime ou mort naturelle ; et presque toujours, le magistrat conformera ses actes à la réponse du médecin.

Une personne meurt subitement, dans des conditions qui paraissent mystérieuses ; l'expert est chargé d'examiner les causes de la mort ; il pratique l'autopsie et conclut soit à un empoisonnement, soit à une mort naturelle par rupture d'anévrisme ou par toute autre maladie.

L'expertise rend aussi des services importants à l'instruction préalable. S'il n'y a pas eu de premier rapport ou si le juge estime qu'il est insuffisant, il nomme un expert et cet examen médical est souvent la meilleure ou la seule preuve que possède le juge d'instruction. En cas de viol, par exemple, il arrive très fréquemment que l'examen de la victime et de l'inculpé forment l'unique base de l'action pénale.

Le médecin renseigne donc souvent le juge sur l'existence de l'infraction et sur la culpabilité du prévenu ; il lui permet ainsi de rendre une ordonnance de non-lieu ou une ordonnance de renvoi devant les juridictions de répression.

D'autres fois, l'expertise indique au juge s'il est en présence d'un crime ou d'un délit, de telle ou telle catégorie de crimes ou de délits.

Supposons, en effet, qu'un individu ait donné des coups à une personne ; le fait est avéré ; la victime meurt ; le médecin sera commis pour examiner si les coups ont ou non occasionné la mort ; par conséquent, son rapport apprend au juge s'il y a crime ou délit. Et dans ce dernier cas, c'est-à-dire lorsque les coups n'ont pas occasionné la mort, le rapport du médecin vient encore à l'aide du magistrat et lui fait savoir s'il y a incapacité de travail de plus ou moins de vingt jours ; car, dans ces deux cas, le délit et la peine sont différents.

Renseigné par l'expert, le juge pourra, s'il y a crime, ordonner que les pièces de l'instruction soient remises au Procureur général par l'intermédiaire du Procureur de la République, afin que l'affaire soit soumise à la Chambre des

mises en accusation ; s'il y a délit, il ordonnera le renvoi devant le Tribunal correctionnel pour coups et blessures ayant occasionné une incapacité de travail de plus de vingt jours, ou simplement pour coups et blessures, selon que l'existence de l'un ou l'autre délit est démontrée.

Comme le juge d'instruction, les juridictions de jugement recourent à l'expertise et l'ordonnent, s'il y a lieu, pour l'instruction définitive. Le rapport du médecin leur prouve si la culpabilité et la responsabilité existent ou non. D'autre part, les circonstances de l'infraction, relevées dans l'expertise, les aident à apprécier le degré de pénalité qu'il faut appliquer entre le maximum et le minimum ; elles leur font connaître s'il y a lieu d'accorder le bénéfice des circonstances atténuantes à l'inculpé. Enfin le médecin expert assiste aux débats ; il rend compte de son examen et donne au tribunal tous les éclaircissements nécessaires.

Nous croyons avoir suffisamment fait ressortir l'importance et la nécessité de l'expertise médico-légale. Mais l'expertise n'est pas seulement un moyen d'éclairer la Justice pénale, de l'aider à découvrir et à punir les infractions, enfin de faire éviter aux innocents des peines imméritées, dont il est souvent impossible de réparer le préjudice une fois causé ; elle a obtenu par ses progrès un autre résultat remarquable : elle a empêché bien des crimes de se commettre.

Pratiquée suivant les règles d'une méthode scientifique pendant le courant du siècle dernier par Fodéré, Orfila, Tardieu, Bergeron, Brouardel, Lacassagne, elle est devenue un épouvantail pour les criminels ; son influence s'est particulièrement fait sentir dans les affaires d'empoisonne-

ments : ces crimes étaient très fréquents autrefois ; la science étant moins avancée, les coupables escomptaient l'impunité ; maintenant, grâce aux habiles expertises des poisons, ils sont très souvent découverts. (1) « Enfin, et nous ne pouvons pas faire un plus bel éloge de la médecine légale, dit M. Desmaze, à mesure qu'elle progresse, les criminels sont moins nombreux. Le nombre des crimes d'empoisonnement va en diminuant ; que dirions-nous de plus pour prouver l'utilité et la nécessité de la médecine légale ? » (2)

II. — Intérêt d'une bonne organisation.

En raison même du service rendu à la Justice par les hommes de science, les juges, bien que légalement ils ne soient pas liés par les conclusions des experts, sont très portés à accepter sans les discuter leurs affirmations, fussent-elles erronées. Souvent d'ailleurs, faute des connaissances nécessaires, tout contrôle leur sera impossible. Aussi, la moindre erreur dans les conclusions de l'expert peut-elle produire des effets désastreux dans le

(1) D'après le dernier rapport sur l'administration de la Justice criminelle en France et en Algérie. (*Journal Officiel*, 20 septembre 1902, p. 6266), le total des accusations d'empoisonnement portées devant les cours d'assises pendant les vingt dernières années a été de 181. La moyenne annuelle de ces accusations est donc inférieure à 10. Qu'on compare ce chiffre à celui des crimes d'empoisonnement si nombreux sous l'ancien régime. Voir par exemple le récent ouvrage si bien documenté et si intéressant de M. Funck-Brentano, *Le drame des poisons*.

(2) DEMAZE, *op. cit.*, page 30.

jugement. L'expertise peut devenir ainsi un danger d'autant plus à craindre que les intérêts engagés dans l'expertise sont plus graves et méritent davantage d'être respectés.

Il faut donc que l'organisation de l'expertise soit des plus parfaites pour sauvegarder au mieux tous les intérêts, dont nous allons faire ressortir l'importance.

Les intérêts engagés dans l'expertise et dont l'organisation de celle-ci doit tenir compte, sont ceux des parties en présence : les intérêts de l'inculpé, d'une part ; ceux de la société et de la partie civile, d'autre part.

Enfin, l'expert a des intérêts dans l'organisation de l'expertise et il faut en tenir compte également.

La société a droit à la répression des crimes et des délits commis contre elle ou contre ses membres ; elle est représentée dans l'exercice de cette mission par les officiers de police judiciaire, qui forment l'accusation et qui sont chargés de découvrir les infractions à la loi pénale et de les poursuivre devant les tribunaux répressifs.

La tranquillité et l'existence même d'un État exigent l'observation des lois par lui posées.

L'intérêt de la société est donc gravement engagé dans la poursuite et la répression des infractions et par conséquent dans la bonne organisation de tous les modes d'information qui doivent éclairer les juges sur l'existence d'un méfait.

Or, nous avons vu que l'expertise est un des moyens d'instruction les plus utiles et les plus fréquemment employés.

Si, par suite d'un défaut d'organisation de l'expertise, un coupable reste impuni, il y a un dommage causé à la

société. Outre que la punition méritée n'est pas infligée, l'exemple, qui prévient bien des fautes, n'est pas donné, et le coupable, en liberté, peut continuer à troubler l'ordre social.

Le droit d'agir, qui appartient à la société, fait l'objet de l'action publique. Mais le délit peut engendrer un autre droit au profit des particuliers. En effet, l'individu lésé par une infraction peut obtenir réparation du préjudice dont il a souffert. Pour exercer ce droit, il a l'action civile.

La partie civile a, elle aussi, de graves intérêts engagés dans la procédure de l'expertise : elle peut avoir à réclamer au coupable des dommages-intérêts considérables. Il est vrai qu'il y a le plus souvent communauté d'intérêt entre l'accusation et la partie civile, mais il arrive quelquefois que cette dernière ait un intérêt distinct. C'est ce qui se présente, par exemple, lorsque certains éléments du fait délictueux aggravent la responsabilité civile, sans augmenter la responsabilité pénale : ou si, par suite du décès de l'inculpé, de l'amnistie, d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu, l'action publique est éteinte.

Bien que l'intérêt de la partie civile soit secondaire, en droit pénal, il ne faut cependant pas le négliger. Aussi les experts et les magistrats ont-ils le devoir d'en tenir compte. D'autant plus que, bien souvent, la partie civile ne se sera pas assurée la preuve du fait dommageable, tantôt parce qu'elle se sera confiée en l'expertise ordonnée : tantôt parce que cette expertise en aura rendu une autre impossible.

En présence de l'intérêt de la société et de la partie civile,

se trouve celui de l'inculpé : si l'État et le particulier peuvent lui demander réparation devant les tribunaux, encore faut-il que la preuve soit bien administrée. Il a le droit de se défendre, de prouver son innocence ou de démontrer que l'infraction qu'il a commise est moins grave que celle dont on l'accuse. Pour l'inculpé il y va de la vie, de la liberté ou de l'honneur.

En bonne justice, il faut laisser une place égale à l'accusation et à la défense. Cette règle d'équité a fait de grands progrès grâce à la loi du 8 décembre 1897. Si l'on admettait auparavant, devant les juridictions de jugement, l'instruction avec débat oral, public et contradictoire, c'est-à-dire : le système accusatoire avec liberté de la défense, l'instruction préalable était restée secrète, sur pièces écrites, sans débats et sans défense contradictoire ; on avait conservé le système inquisitoire de notre ancien droit dans la procédure de l'instruction préparatoire. Cette façon d'agir laissait l'inculpé dans un état de grande infériorité vis-à-vis de l'accusation.

Les théories nouvelles s'inspirant du respect de la liberté individuelle, l'exemple donné par l'Angleterre et les États-Unis, ont déterminé le législateur à réformer les abus de l'instruction secrète et la loi du 8 décembre 1897 est venue mettre un terme à la prépondérance dangereuse de l'accusation sur la défense. Malheureusement, la loi nouvelle n'a point modifié le régime de l'expertise, laquelle reste, comme auparavant, soustraite à tout contrôle de la part de l'inculpé.

Cependant les mêmes raisons qui ont fait admettre le

principe de l'instruction contradictoire militent en faveur d'une procédure d'expertise laissant une place égale aux parties en présence; l'expertise a des conséquences aussi graves que celles de l'instruction préparatoire tout entière et les questions scientifiques que l'expert est appelé à trancher sont presque toujours très délicates.

Il faut donc que l'organisation de l'expertise permette à l'accusation et à la défense d'exercer leurs droits avec une égale facilité, de sorte que les intérêts d'aucun ne soient lésés.

Si la loi doit sauvegarder les droits des parties, il faut aussi qu'elle tienne compte des intérêts de l'expert et qu'elle ne les sacrifie pas à ceux des parties. L'expert rend des services à chacune d'elles; il est juste que le législateur n'ait pas à son égard des exigences trop rigoureuses, et qu'il ne lui refuse pas une juste rémunération.

III. — Principes et plan.

Pour que l'expertise ne lèse pas les divers intérêts des parties en présence, la loi doit organiser l'expertise de façon à lui faire découvrir la vérité et à lui faire éviter l'erreur. Pour atteindre ce résultat, l'expertise doit réunir certaines qualités essentielles.

De l'avis de tous, ces qualités sont les suivantes : la capacité des experts, leur impartialité et l'impartialité de l'expertise.

Les deux premières sont évidemment indispensables.

mais il est utile que nous expliquions la troisième. L'expertise doit être elle impartiale même en ce sens qu'elle doit concilier les intérêts des parties en présence, de sorte qu'aucun d'eux ne soit sacrifié. Pour qu'il en soit ainsi, elle doit réunir en elle plusieurs autres qualités :

Il faut : 1° que dans l'expertise les parties puissent faire valoir leurs droits ;

2° Que les experts soient placés dans de bonnes conditions d'opération, pour qu'ils puissent donner la mesure de leur capacité ;

3° Que les investigations des experts soient sérieusement faites et qu'elles soient complètes ;

4° Que le rapport soit fait selon les règles de la médecine légale, ceci afin d'en permettre une facile interprétation ;

5° Que les constatations des experts puissent toujours être contrôlées dans la suite, au cas où elles viendraient à être contestées.

Voilà les qualités que l'organisation de l'expertise doit lui donner pour lui permettre d'atteindre son but.

Cette organisation comprend deux parties, le choix des experts et la procédure. Du choix des experts dépend la capacité médico-légale des médecins chargés de l'expertise. La procédure doit assurer l'impartialité de l'expert et de l'expertise.

Après avoir vu l'utilité de l'expertise et tout l'intérêt d'une bonne organisation, nous venons de poser, dès maintenant, les principes d'une bonne expertise. Ils sont admis par tous et ils vont nous guider pendant tout le cours de notre étude.

Dans un premier chapitre, nous ferons l'historique de

l'expertise médico-légale ; le chapitre second sera consacré à l'étude de la législation actuelle. Nous verrons, dans chacun d'eux, comment ont été observés les principes qui doivent régir une bonne expertise médico-légale.

Dans un troisième chapitre, nous déduirons des principes une organisation rationnelle, en évitant les défauts des législations précédentes.

Nous verrons, dans un quatrième chapitre comment les principes ont été appliqués dans divers projets de loi, les uns d'initiative parlementaire, les autres d'initiative privée ; et nous prendrons dans chacun d'eux les dispositions qui nous paraîtront devoir réaliser le mieux notre idéal d'organisation.

Nous pourrons enfin rédiger nos conclusions sous forme d'un projet de loi qui réponde à tous les besoins de l'expertise.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

De tout temps les juges ont senti le besoin de s'entourer de gens compétents qui puissent les éclairer dans la recherche de la vérité. Ils ont fait appel d'autant plus volontiers aux hommes de science, que cette science était plus avancée et pouvait leur fournir des renseignements plus précis.

Il en a été ainsi notamment pour l'expertise médico-légale; tant que la médecine est restée imparfaite, nous verrons qu'on a eu très peu recours à l'expertise; mais avec les progrès de la science, l'expertise médico-légale est devenue plus fréquente et son organisation plus parfaite.

Nous diviserons notre étude historique en trois parties principales. Dans une première section nous étudierons l'origine de l'expertise chez les peuples anciens. Dans une deuxième section, nous verrons son développement au moyen-âge et dans la période du droit canon. Notre troisième section sera consacrée à l'étude de l'expertise devenue scientifique et réglementée par la Caroline en 1532, par l'Ordonnance de 1670 et par le droit intermédiaire.

Nous connaissons ainsi la valeur des moyens employés autrefois, pour réaliser les qualités d'une bonne expertise.

SECTION I

PÉRIODE ANCIENNE ET ROMAINE

Les premières traces de la médecine légale se retrouvent chez les Hébreux ; leurs lois s'occupent de l'avortement (1), des signes de la virginité (2), du viol (3), des crimes contre nature (4), de la grossesse et de l'accouchement (5), des blessures et du meurtre (6), des supplices (7), des maladies contagieuses (8).

Les prêtres seuls avaient des connaissances médicales et les questions de médecine leur étaient soumises ; le Deutéronome le constate expressément. (9) Médecins et ministres de la loi en même temps que du culte, ils réunissaient sans doute en eux le double caractère de juge et d'expert.

En Égypte, il semble que l'on constatait, après le décès, si la mort était ou non due à la violence ; mais il est probable que, seule, la pratique de l'embaumement amenait cette vérification. (10) Les lois de Ménès retardaient les

(1) Exode, c. XXI, v. 22, 23.

(2) Deutéronome, c. XXII, v. 13 à 21.

(3) Lévitique, c. XIX, v. 20.

(4) Exode, c. XXII, v. 19. Lévitique, c. XVIII, v. 22, 23, et c. XX, v. 13, 15, 16.

(5) Genèse, c. XXV, v. 22, 25 ; c. XXXV, v. 17 ; c. XXXVIII, v. 24.

(6) Exode, c. XXI, v. 12 à 15, 18 à 27.

(7) Lévitique, c. XX, v. 14 ; c. XXI, v. 9 ; c. XXIV, v. 14.

(8) Lévitique, c. XIII ; c. XV, v. 2 à 8.

(9) Deutéronome, c. XVII, v. 8 à 10.

(10) TOURDES et METZQUER. *Traité de médecine légale*, p. 16.

supplices des femmes enceintes, et Plutarque prétend qu'elles étaient exemptes de toute peine afflictive. Mais nous ne pouvons savoir si les matrones ou les prêtres médecins pratiquaient en ce cas l'expertise. (1)

De la Grèce, nous avons très peu de chose à dire : les cadavres étaient sacrés, toute recherche anatomique était donc impossible. Cependant, Diodore de Sicile rapporte qu'à l'armée d'Eumène, successeur d'Alexandre, deux femmes indiennes, ayant voulu se brûler après la mort de leurs maris, furent visitées par des matrones, et que l'une d'elles, trouvée enceinte, fut condamnée à vivre. (2)

Hippocrate et Aristote parlent des naissances précoces ou tardives ; ce dernier fixe au quarantième jour l'animation du fœtus. (3)

A Rome, jusqu'à Justinien, la médecine est peu en honneur : elle n'est exercée pendant longtemps que par les esclaves et les étrangers. Les cadavres de ceux qui avaient succombé à une mort violente étaient exposés publiquement, et chacun donnait son avis sur les causes de la mort ; bien qu'il y ait des experts pour examiner certaines questions, on ne trouve pas de trace d'expertise médico-légale.

Sous Justinien, on finit cependant par reconnaître les services que la médecine peut rendre à la justice. On trouve, en effet, au Digeste : *Medici non sunt testes ; sed magis est judicium quam testimonium*. (4)

(1) TOURDES et METZQUER. *Traité de médecine légale*, p. 16.

(2) TOURDES et METZQUER, p. 16. — RAVARY. *Les expertises médico-légales, leur réforme* ; Thèse de Médecine de Paris, 1901 ; historique.

(3) *Ibid.* — *Ibid.*

(4) *Ibid.* — *Ibid.*

Si le principe de l'expertise n'est pas consacré pour les médecins, il l'est cependant pour les matrones, qui doivent examiner les cas de grossesse douteuse. (1) D'ailleurs Justinien, par des dispositions sur le mariage, l'impuissance, l'accouchement, la viabilité, la suppression de part, la simulation des maladies, la séparation de corps, fait faire un pas à l'idée d'expertise médico-légale. (2)

A part l'expertise des femmes enceintes par les matrones que l'on peut considérer comme des médecins, il n'y a pas à proprement parler d'expertise médico-légale pendant toute cette période. On ne peut considérer comme telle les recherches des juges chez les Hébreux, car les juges ont des connaissances médicales qui leur permettent de n'avoir pas recours aux experts : ils jugent, ils n'expertisent pas.

A Rome, l'exposition des cadavres, qui est une sorte d'expertise primitive, confiée au peuple tout entier, n'est pas non plus une expertise médico-légale.

Cependant à la fin de l'Empire, si Justinien n'a pas organisé lui-même l'expertise, ses dispositions sur des sujets, où les médecins sont seuls compétents, ont dû vraisemblablement donner naissance à l'expertise : il est évident que les juges ont dû nécessairement recourir aux médecins pour trancher des difficultés de ce genre.

(1) Digeste ; lib. XXV, t. IV. *De inspiciendo ventre custodiendo que partu.*

(2) TOURDES et METZQUER, *op. cit.*, p. 18.

SECTION II

PÉRIODE DU MOYEN-AGE ET DU DROIT CANON

Pour trouver la première législation de l'expertise, il faut aller jusqu'au règne de Charlemagne.

Dans un court paragraphe, nous dirons quelle fut l'organisation de l'expertise sous le grand empereur ; puis, dans un second paragraphe nous verrons l'expertise, un moment délaissée, renaître bientôt et progresser sous l'influence du droit canon.

§ I. — L'EXPERTISE SOUS CHARLEMAGNE

L'organisation de l'expertise est contenue dans quelques mots des Capitulaires : L'empereur « ordonne que les juges aient à s'appuyer sur l'avis des médecins et que les visites, ainsi que les rapports, soient faits par des hommes reconnus maîtres et non suspects et par des jurés savants et connaisseurs de pareilles choses. » Charlemagne rend donc l'expertise obligatoire ; il reconnaît que les juges sont incompétents et ne peuvent statuer seuls, lorsque la nature de l'affaire exige des connaissances médicales. (1)

Il a compris que deux grandes qualités de l'expertise

(1) RAVARY. *Les expertises médico-légales, leur réforme* ; Thèse de Médecine de Paris, 1901.

sont la capacité et l'impartialité, aussi veut-il que les experts soient d'une part, « des hommes reconnus maîtres » ; qu'ils soient savants et qu'ils aient « les connaissances de pareilles choses » ; d'autre part, qu'ils ne soient pas suspects et qu'ils soient jurés. Enfin il prononce pour la première fois le mot de rapport d'expert.

On voit que dès cette époque, si la science de la médecine légale est nulle, ainsi que la pratique, la législation de l'expertise est presque aussi complète que celle du Code d'instruction criminelle, laquelle est des plus sommaires.

§ II. — L'EXPERTISE DU XI^e SIÈCLE JUSQU'A LA CAROLINE (1532)

Après Charlemagne, l'expertise est de nouveau délaissée ; les modes de preuves consistent surtout en des usages barbares : l'épreuve du feu, de l'eau, le combat judiciaire, la cruentation des cadavres. On néglige les preuves rationnelles et l'expertise. Malgré cela, le principe avait été posé et l'expertise reparaît bientôt.

Au XI^e siècle, d'après Tourdes et Metzquer, il y a des experts dans les juridictions de Paris.

Puis, on retrouve des traces d'expertise dans les vieux Établissements de Normandie, publiés par Marnier en 1839 d'après un vieux manuscrit datant de 1207 à 1245 (1).

On y constate qu'il y a lieu à une expertise lorsqu'une personne appelée en justice invoque une exoine (sorte d'excuse), tirée d'une maladie de langueur, par exemple :

(1) ORTOLAN. *Débuts de la médecine légale en Europe. Revue de législation*, 1872, p. 71.

« celle langor sera veue par léaus hommes, savoir mon (afin de savoir), se cil qui gist en son lit, se faint que il soit malades. » (1)

On y parle de l'expertise en cas de viol : « la justice fera veoir la meschine et sa bleccure par preudes fames et léaus qui sachent quenoistre se elle a esté prise à force. » (2)

On y lit encore cette notice d'un jugement de l'Echiquier, tenu à Falaise en 1217 : « Il fut jugié que la contesse d'Alençon qui étoit grosse d'enfant devoit être veue e que li roy la devoit fere garder par persones convenables. » (3)

Dans le grand coutumier de Normandie, qui est à peu près de la même époque, il est dit qu'il y avait diverses sortes de veues : « veue d'hommes en langueur, veue de mesfaits, veue d'homme occis, veue de femme despucelée. » (4)

Les assises et les bons usages de Jérusalem, qui ont été tirés des coutumes établies en Europe, et surtout en France, nous rapportent également que l'exoine (excuse tirée d'une blessure ou d'une maladie pour ne pas comparaître devant un tribunal), devait être vérifiée par des hommes de l'art. Le seigneur doit envoyer des hommes pour le représenter et, en outre, un « fisicien » ou « miège » (médecin) et un « sérorgien » ; le médecin examinera la maladie, le chirurgien la blessure ; ils doivent donner leur avis sous la foi du serment. S'ils ont jugé l'excuse valable, l'homme

(1) ORTOLAN, *op. cit.*

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

pourra demeurer chez lui et ne pas se présenter en justice. (1)

La chose avait une grande importance, car il s'agissait le plus souvent d'un jugement par le combat qu'il fallait être à même de soutenir; refuser la bataille sans excuse, c'eût été se déshonorer et perdre son procès. (2)

On peut remarquer que dès le début on a apporté, comme garantie d'impartialité, le serment.

Peu à peu le principe de l'expertise fait de nouveaux progrès : il y a des chirurgiens assermentés soit envers le roi, soit envers le maire et les citoyens d'une ville, ainsi qu'on le trouve dans des lettres patentes de Philippe-le-Hardi en 1278 : *Per dictum chirurgicorum ad hoc nobis et dictis majori et civibus juratorum*. Il s'agit de la ville de Rouen. (3) Philippe-le-Bel, dans une ordonnance du mois de novembre 1311, parle de Jehan Pitardi, chirurgien assermenté devant le Châtelet de Paris. (4)

Jean II, dans une ordonnance de 1353, cite les noms de maître Pierre Fromondi et maître Robert de Lingonis (ses bien aimés chirurgiens en son Châtelet de Paris.) (5)

Les chirurgiens du Châtelet avaient autorité sur les chirurgiens des autres juridictions de Paris. Dans la plupart des juridictions, il y a des médecins, des chirurgiens, des matrones et même des herbiers jurés.

(1) ORTOLAN, *op. cit.*

(2) *Ibid.*

(3) Lettres de Philippe-le-Hardi du mois de mai 1278 : *Ordonnances royales*, édition du Louvre, tome II, pages 415 et 416.

(4) *Idem*, tome II, p. 490.

(5) *Idem*, tome II, p. 497.

M. Desmaze cite des rapports du temps sur des blessures, des grossesses, des viols, des morts suspectes : « Le 26 juillet 1333. Maistre Henri Ostran visite dans un cellier, où elle fut trouvée morte, rue aux Graveliers, Jeanne Lestuveresse, barengère. Le substitut de M^r Jehan de Wailly déclare, après examen, qu'elle a succombé à un érisipèle ou feu Notre-Dame. Le cadavre fut inhumé par le conseil dudit mire juré pour doute qu'elle ne crevast pour ce qu'elle était trop enflée. » (1)

Le 11 mai 1340, Angelo Borde, est acquitté sur rapport d'Emmeline la duchesse, matrone jurée, qui « après examen, déclare avoir vu et visité diligemment Ennesot la brissette, laquelle prétendant avoir été despuclée le 10 mars précédent par Angelo Borde, lombard, alors que sa nature était trouvée saine et entière, sans qu'on y eut fait aucun efforcement. » (2)

Pendant ce temps, le droit canonique fait progresser la médecine légale, en étendant ses applications. Partout la loi religieuse est suivie par la société civile ; ce sont les Décrétales des papes qui renferment les principes du droit canonique ; les principales sont celles d'Innocent III en 1208, de Grégoire IX en 1234, et de Grégoire XIII en 1572. (3)

Elles traitent du mariage, des maléfices, de l'impuissance, de l'accouchement, de l'opération césarienne, de la légitimité, des naissances, des attentats à la pudeur, des

(1) DESMAZES, *op. cit.*, p. 13.

(2) *Ibid.*, p. 17.

(3) TOURDES et METZQUER, *op. cit.*, p. 19.

crimes contre les personnes ; la célération de grossesse, l'infanticide y sont considérés comme des crimes.

La preuve directe contre l'accusé est exigée pour qu'il puisse être condamné. Le principe de l'expertise y est nettement posé. Un jurisconsulte italien, vers 1287, dit : *Medico credetur in una medicina* ; et Balde d'Ubaldis, au XIV^e siècle, dit : *recurritur ad iudicium medicorum peritorum in his quæ ad artem medicorum pertinent*. (1)

Malheureusement le droit canonique introduisait devant les tribunaux ecclésiastiques la procédure inquisitoire tendant à l'aveu de l'accusé ; et pour obtenir cet aveu on soumettait l'inculpé à la question préparatoire ; bientôt toutes les juridictions imitent les tribunaux ecclésiastiques, et on a surtout recours à la médecine pour indiquer le moment précis où doivent être interrompues les tortures. (2)

Si l'on examine les documents fournis par la période que nous venons de parcourir, et qui va du onzième au seizième siècle, on trouve que les progrès faits à partir du treizième siècle sont assez importants.

Au début, les expertises n'ont lieu que dans très peu de cas ; et tout d'abord, l'expertise ne semble exister que pour l'exoine, c'est à dire : l'excuse de ne pouvoir se présenter en justice ; puis on appelle des matrones, des médecins et des chirurgiens, pour procéder à un certain nombre de vues ou visites.

Mais Louis XI supprime, en 1260, les épreuves du feu et le duel judiciaire, et remplace ces pratiques par l'examen

(1) TOURDES et METZQUER, *op. cit.*, p. 19. RAVARY, *op. cit.*, p. 27.

(2) *Ibid.* — *Ibid.*

(3) *Ibid.* — *Ibid.*

des preuves testimoniales ; comme on ne peut plus s'en rapporter au hasard, on consulte plus fréquemment les médecins, pour éclairer la Justice. Les Décrétales sont une autre cause de progrès : elles augmentent le champ de l'expertise par des applications nouvelles ; et comme les juridictions civiles empruntent la législation canonique, les experts interviennent plus souvent.

Aussi, bientôt, les expertises sont devenues si fréquentes que, sous Philippe-le-Hardi et ses successeurs, des experts assermentés fonctionnent dans presque tous les tribunaux. Puis, vers la fin du XIV^e siècle et pendant le XV^e, l'abus de la question préparatoire et l'arbitraire des juges arrêtent l'essor de la médecine légale.

Les experts, à l'époque que nous venons de parcourir, offrent déjà certaines garanties de capacité et d'impartialité. Les médecins, plus instruits que les chirurgiens, sont appelés pour les questions de leur compétence ; tandis qu'un peu plus tard, la médecine légale sera monopolisée par les chirurgiens. Les experts prêtent serment et pratiquent d'une façon habituelle, car ils sont attachés à un tribunal ; leurs rapports donnent déjà des indications précieuses aux juges, qui, toutefois, ne sont pas tenus de s'y conformer.

D'après les jugements du Châtelet, on voit que les rapports étaient remis ordinairement dans les trois jours ou dans la quinzaine, au plus tard, quand il le fallait. Sur ce point-là, au moins, la procédure de l'expertise à cette époque était en avance sur la nôtre, dans laquelle, nous le verrons plus loin, les rapports sont toujours remis très tardivement. (1)

(1) RAVARY, *op. cit.*, p. 26.

D'ailleurs, l'organisation et la pratique de l'expertise offrent encore bien des défauts.

Les connaissances de l'expert ne sont pas très étendues ; bien que l'on puisse consulter des médecins, l'expertise est presque toujours confiée à des chirurgiens ignorants ; l'examen des femmes semble bien être réservé aux matrones, qui ne savent pas grand chose. La médecine elle-même est très peu avancée et son enseignement fourmille d'erreurs. La médecine légale n'existe pas comme science ; aucun livre, aucune étude des cas médico-légaux ne guide l'expert dans ses recherches.

Les qualités de l'expertise ne sont pas mieux assurées.

Le juge est libre d'ordonner ou non l'expertise. Il ne l'emploie pas toujours, même quand elle serait nécessaire ; il n'y attache pas une importance suffisante ; trop souvent, il la délaisse pour recourir aux autres informations, notamment à la question préparatoire. En général, un seul expert est nommé, subissant plus encore que maintenant, les tendances du juge.

L'accusé, privé de défenseur, est sans garantie vis-à-vis de l'accusation. De plus, il ne paraît pas qu'il y eût alors de contre-expertise. Enfin, on ne se préoccupe guère des conditions d'opération.

Il est certain qu'avec une telle organisation, bien des erreurs ont dû se produire.

Mais cette organisation va bientôt préoccuper l'esprit du législateur, tandis que la médecine légale, plus avancée, pourra donner de meilleurs renseignements à la Justice.

SECTION III

PÉRIODE SCIENTIFIQUE

A partir du milieu du XVI^e siècle, la médecine légale entre dans la voie scientifique. Aussi l'expertise, pratiquée davantage, rend-elle de plus grands services aux tribunaux.

L'Allemagne et l'Italie sont tour à tour avec la France à la tête de ce mouvement; comme les progrès de la médecine légale sont liés dans ces divers pays, il nous a paru utile de retracer d'abord l'histoire de la médecine légale en Allemagne et en Italie. Nous verrons ensuite la période scientifique en France, avant l'Ordonnance de 1670, sous le régime de cette Ordonnance et dans le droit intermédiaire.

§ I. — LA PÉRIODE SCIENTIFIQUE EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE

En Allemagne, la constitution criminelle de Charles-Quint, la Caroline (1) est le point de départ de la période

(1) La Caroline fut votée dans la diète de Ratisbonne en 1532. Ce fut le premier code commun à tous les Etats d'Allemagne. Voici les articles qui concernent l'expertise médico-légale :

Art. 35. — « Si une fille est soupçonnée d'être clandestinement accouchée d'un enfant et de l'avoir tué, on doit avant tout, s'informer si elle a été vue dans un état très apparent de grossesse, et si ensuite, cette grossesse ayant diminué, elle est devenue pâle et faible. Si ces sortes de signes et indices se rencontrent, et que la personne soit telle qu'on la puisse soupçonner, il convient d'aller plus loin et de la faire visiter en particulier, secrètement, par d'honnêtes matrones expérimentées. Si cette visite confirme la suspicion, et que néanmoins elle ne veuille avouer le délit, on pourra la soumettre à la question par torture. »

Art. 36. — « Mais lorsque, l'enfant ayant été tué depuis peu de

scientifique (1532). Elle exige l'intervention du médecin dans de nombreux cas. La Caroline a été considérée autrefois comme ayant créé en Allemagne la médecine légale. En réalité, elle ne faisait que se conformer aux vieilles coutumes, suivies depuis longtemps. — Cependant comme la constitution criminelle de Charles-Quint apportait une base solide à la médecine légale, en forçant le juge à recourir à l'expertise dans certains cas prévus, elle marque certainement une date mémorable en médecine légale ;

temps, la mère n'aura point encore perdu son lait, on pourra traire le lait de la mamelle, et s'il est bon et parfait, ce sera une forte et évidente présomption pour passer à la torture. Cependant, comme certains médecins enseignent qu'il peut arriver quelquefois que le lait, par des causes naturelles, survienne à une fille qui n'a jamais été enceinte, si un pareil fait est invoqué comme moyen de défense, il faudra en faire faire par les sages-femmes une plus ample vérification. »

Art. 147. — « Si quelqu'un ayant été frappé ou blessé, meurt au bout de quelque temps, de manière qu'il soit douteux si ce sont ou non les coups ou blessures, objet de l'accusation, qui ont occasionné cette mort, chaque partie, suivant ce qui a été dit au sujet des preuves, sera admise à fournir des témoignages pertinents et concluants : mais surtout, qu'on y entende des chirurgiens expérimentés en ces sortes de choses, et les personnes qui sauront comment le mort s'était comporté postérieurement aux coups ou blessures reçus, en indiquant combien de temps il a survécu. Les juges, pour ces sortes de jugements, doivent requérir et prendre l'avis des jurisconsultes, en la forme indiquée à la fin de cette constitution ».

Art. 149. — « Afin que dans les cas susdits on ait moins à recourir, une fois l'inhumation faite, à l'examen et à l'appréciation de ces lésions et de la cause des blessures, le juge, accompagné de deux assesseurs, du greffier, et d'un ou plusieurs chirurgiens, si on peut les avoir, lesquels prêteront préalablement serment à cet effet, devra procéder diligemment à l'inspection du cadavre avant qu'il soit enterré, et faire noter et consigner très exactement toutes les blessures, coups, marques de traits ou contusions qui s'y trouveront, chacun suivant ce qu'on en pourra connaître ».

grâce à elle, le concours des médecins devient indispensable à la Justice.

Néanmoins, l'Allemagne se confine surtout dans la pratique, et le mouvement scientifique y est moins intense qu'en France et qu'en Italie. Mais, vers la fin du XVII^e siècle, les ouvrages de médecine légale deviennent nombreux sur les questions particulières, puis des traités généraux paraissent ; enfin, on réunit des collections de rapports. Vers la fin du XVIII^e siècle, des recueils périodiques sont publiés ; d'ailleurs l'enseignement de la médecine légale est donné dans les universités depuis 1722 au moins, car on en trouve la preuve dans un livre de Teichemeyer publié à cette époque. (1)

Pendant tout le cours du XVIII^e siècle, c'est bien l'Allemagne qui tient la tête du mouvement scientifique. Elle a réuni, dès lors, tout ce qui peut contribuer à donner à l'expertise une grande utilité : législation, science avancée, enseignement, publications périodiques, notant tous les progrès et les cas intéressants.

Au XIX^e siècle, l'étude de la médecine légale est toujours en honneur en Allemagne et sa législation de l'expertise est une des meilleures ; nous lui emprunterons même le principe de quelques réformes à proposer en France.

C'est en Italie que la science médico-légale fut d'abord étudiée ; l'influence du droit canonique y avait été plus grande que partout ailleurs, grâce aux nombreuses questions discutées devant les juridictions de la papauté. D'ailleurs,

(1) RAVARY ; *op. cit.*, historique. — TOURDES et METZQUER ; *op. cit.*, historique.

un édit du vice-roi de Naples avait posé, en 1525, le principe de l'expertise en législation. (1)

En 1563, Cardanus écrit sur les poisons ; Crodronchus en 1597, publie une méthode de donner témoignage en justice dans certains cas déférés aux médecins ; Fortunatus Fidelis écrit un traité sur les rapports médicaux, qui a eu une très grande vogue en Italie. (2)

Paul Zacchias fait paraître de 1621 à 1658 les dix livres de ses questions médico-légales : c'est l'ouvrage le plus important qui ait été écrit jusque-là sur la médecine légale, et les principes exposés par lui (3) furent suivis en Italie, en France et en Allemagne.

Après avoir brillé pendant tout le cours du XVII^e siècle, l'Italie laisse ensuite le premier rang à l'Allemagne : elle n'a pourtant pas cessé jusqu'à nos jours de s'occuper d'une façon très active des questions de médecine légale. (4)

§ II. — PÉRIODE SCIENTIFIQUE EN FRANCE JUSQU'À L'ORDONNANCE DE 1670.

En France, c'est, comme en Italie, vers le milieu du XVI^e siècle que la période scientifique commence. Il semble que la publication de la Caroline y ait eu une influence, car, d'après Fodéré, c'est surtout à partir de François I^{er} que l'exercice de la médecine légale intervient utilement dans le cours de la justice. (5)

(1) ORTOLAN, *op. cit.*, p. 71, en note.

(2) RAVARY, ORTOLAN, TOURDES et METZQUER.

(3) *Ibid.* — *Ibid.*

(4) *Ibid.* — *Ibid.*

(5) *Ibid.* — *Ibid.*

Déjà, en 1374, la Faculté de Montpellier avait obtenu la permission d'ouvrir les cadavres ; en 1475, Arnaud de Villeneuve étudie les poisons ; cette étude est reprise par Santis en 1492, par Cardanus en 1563, dont nous avons déjà parlé. On avait déjà publié des traités spéciaux sur la grossesse, l'accouchement, la virginité. (1)

L'anatomie se développe et rend de grands services à la médecine légale par les travaux de Vésale (1542), d'Eustache (1563), de Fallope (1561) ; en 1575, Ambroise Paré publie le premier ouvrage général, traitant de la médecine légale : *Des rapports et des moyens d'embaumer les corps*. (2)

A partir de ce moment, la science de la médecine légale et la pratique font de grands progrès : les experts ont trouvé un guide ; les autopsies sont autorisées vers la fin du seizième siècle ou le commencement du dix-septième ; elles deviennent une source féconde d'observations nouvelles pour les experts et les savants, et une garantie pour les recherches sur les cadavres. En 1598, Pineau fait une étude des signes de la virginité ; Riolan étudie les monstres en 1605 ; Tagereau s'occupe de l'impuissance ; Duval traite de l'hermaphroditisme ; Sebitz, à Strasbourg, publie en 1630 et 1638, de nouvelles recherches sur la virginité et sur la conformation de l'hymen. (3)

L'œuvre de Zacchias, répandue en France, contribue au développement de la médecine légale pendant le cours du XVII^e siècle.

(1) RAVARY, ORTOLAN, TOURDES et METZQUER.

(2) *Ibid.* — *Ibid.*

(3) *Ibid.* — *Ibid.*

Enfin, au point de vue de la législation, Henri IV, par ses Ordonnances de 1605 et 1606, veut remédier au mauvais choix des experts et il donne à son premier médecin le droit d'établir, dans toutes les localités un ou deux chirurgiens jurés. Les rapports en justice devaient être faits par eux, sous peine de nullité. (1)

Pendant cette période, la médecine légale a fait des progrès qui profitent aux experts. On consulte régulièrement les médecins dans les affaires d'empoisonnements, d'attentats à la pudeur, dans les homicides et les accusations de sorcellerie. La nomination des experts par le médecin du roi les place dans une indépendance plus grande vis-à-vis des juges et augmente, par conséquent, l'impartialité de l'expertise. Devenue scientifique, celle-ci rend de réels services à la justice et empêche bien des erreurs judiciaires.

Pigray, chirurgien d'Henri III, rapporte comment quatorze prétendus sorciers, après avoir été condamnés sur le rapport des premiers experts, virent réformer le jugement en appel sur le rapport des médecins du roi et de Pigray lui-même. (2)

Malheureusement, après les savants, dont nous avons parlé, la médecine légale s'arrête dans son essor ; l'expertise, pendant le cours du XVII^e siècle, est le plus souvent pratiquée par des ignorants. Les ordonnances d'Henri IV auraient dû assurer une certaine capacité chez les experts : en effet, elles confiaient leur choix à une autorité plus compétente que celle des juges. En réalité, l'expertise y a plutôt perdu, car les ordonnances conféraient le monopole

(1) RAVARY, ORTOLAN, TOURDES et METZQUER.

(2) FODÉRE. *Médecine légale*. Introduction, p. XXXI.

de l'expertise aux chirurgiens illettrés ; elles écartaient d'une façon habituelle les médecins dont les connaissances étaient supérieures. Or, les chirurgiens, qui le plus souvent exerçaient la profession de barbier, offraient des garanties moindres de capacité et d'impartialité. Cet inconvénient va bientôt disparaître avec la législation de l'Ordonnance criminelle.

§ III. — ORGANISATION DE L'EXPERTISE DANS L'ORDONNANCE DE 1670.

L'Ordonnance du mois d'août 1670 organise enfin l'expertise médico-légale dans le titre V, intitulé : des rapports des médecins et chirurgiens, et qui comprend les trois articles suivants :

« Art. 1. — Les personnes blessées pourront se faire visiter par Médecins et Chirurgiens, qui affirmeront leur rapport véritable : ce qui aura lieu à l'égard des personnes qui agiront pour ceux qui sont décédés ; et sera le rapport joint au procès.

» Art. 2. — Pourront neantmoins les Juges ordonner une seconde visite par Médecins ou Chirurgiens nommés d'office, lesquels prêteront le serment, dont sera expédié acte, et après leur visite, en dresseront et signeront sur-le-champ le rapport pour être remis au Greffe et joint au procès.

» Art. 3. — Voulons qu'à tous les rapports qui seront ordonnés en Justice, assiste au moins un des Chirurgiens commis de notre premier Médecin, es lieux où il y en a, à peine de nullité des rapports. »

L'ordonnance règle aussi l'expertise en cas d'exoines ou excuses des accusés, au titre XI, art. 2 : « La procuration (donnée par l'accusé pour faire présenter à justice son excuse de ne pouvoir comparaître à cause de sa maladie) ne sera point reçue sans rapport d'un Médecin de faculté approuvée, qui déclarera la qualité et les accidents de la maladie ou blessure, et que l'accusé ne peut se mettre en chemin sans péril de sa vie, dont la vérité sera attestée par serment du Médecin, par devant le Juge du lieu, dont sera dressé procès-verbal, qui sera aussi joint à la procuration. »

Le titre XIII, Des Prisons, etc., art. 21, s'occupe de la visite des médecins et chirurgiens auprès des malades pour les transférer dans des chambres spéciales pendant leur maladie : « Enjoignons aux geoliers et guichetiers de visiter les prisonniers enfermés dans les cachots, au moins une fois chaque jour, et de donner avis à nos procureurs et à ceux des Seigneurs, de ceux qui seront malades, pour être visités par les Médecins et Chirurgiens ordinaires des prisons, s'il y en a, si non par ceux qui seront nommés par le Juge, pour estre, s'il est besoin, transférés dans les chambres : et après leur convalescence seront renfermés dans les cachots. »

Le titre XXV, Des Sentences, jugements et arrêts, art. 23, ordonne l'expertise des femmes enceintes, condamnées à mort, et décide que leur exécution sera différée : « Si quelque femme, devant ou après avoir esté condamnée à mort paroist ou déclare être enceinte, les juges ordonneront qu'elle sera visitée par matrones, qui seront nommées d'office, et qui feront leur rapport dans la forme prescrite,

au titre des experts, par notre Ordonnance de 1667. Et si elle se trouve enceinte, l'exécution sera différée jusqu'après l'accouchement. »

Ces prescriptions, complétées par l'usage des juridictions criminelles, forment une réglementation assez complète, qui a régi l'expertise jusqu'à la Révolution. Nous diviserons notre étude critique de l'Ordonnance en deux parties : le choix des experts et la procédure de l'expertise.

I. — Choix des experts.

Le choix des experts n'a pas toujours été soumis à l'ordonnance : on peut même dire qu'il a varié suivant le temps et le lieu.

Louis XIV conserve d'abord à cet égard la disposition édictée par Henri IV, avec cette modification assez importante : qu'il appelle les médecins à procéder comme les chirurgiens, pourvu qu'ils soient assistés d'un chirurgien commis par le premier médecin du roi ; alors qu'il semble bien qu'Henri IV avait donné aux seconds le droit exclusif aux rapports. (1)

(1) Rappelant l'édit de janvier 1606, qui est introuvable, l'Ordonnance de 1692 déclare que le roi Henri IV « ordonna... que par le sieur Rivière, lors son premier médecin, il serait commis dans toutes les villes, bourgs et lieux de notre royaume un ou deux chirurgiens pour assister aux visites et rapports qui se feraient par ordonnance de justice ou autrement, avec défense aux autres chirurgiens de faire aucun rapport sans y appeler ceux commis par le premier médecin,... et par le même édit il accorda aux chirurgiens ainsi commis, les mêmes honneurs, fonctions, privilèges et émoluments que ceux dont

Mais un édit de février 1692 crée la vénalité des offices de médecins du roi ; dans chaque localité un médecin et deux chirurgiens-jurés du roi sont établis et, entre autres privilèges, on leur confère le droit d'être appelés à toutes les expertises : une amende frappe les juges qui ne se conforment pas à cette prescription.

Certaines villes comprirent les inconvénients d'un tel système ; elles craignirent de laisser l'expertise entre les mains de ceux qui avaient assez d'argent pour acheter une charge. Aussi, comme l'édit n'avait d'autres raisons d'être que les besoins du trésor, elles demandèrent et obtinrent la permission de racheter les offices de médecins et de chirurgiens-jurés. Les juges, dans le ressort de ces cités, purent nommer ceux qu'ils trouvaient les plus dignes d'éclairer la justice.

Les communautés de médecins et de chirurgiens rachetèrent elles-mêmes, dans certaines villes, les offices de médecins et chirurgiens-jurés ; elles firent occuper ces places à tour de rôle par quelques-uns d'entre eux. Ce rachat était d'ailleurs prévu par l'édit de 1692 : « Nous permettons, dit-il, aux dites communautés qui voudront réunir les dits Offices à leurs communautés de le faire, et d'élire entre eux des gens capables de les exercer pour y être, par Nous, pourvu sur leur nomination ».

Enfin, « plusieurs villes, dit Chaussier, paraissaient indifférentes sur cet objet ; ces offices ont été achetés par jouissent les chirurgiens jurés de notre bonne ville de Paris... » Il semble bien que Henri IV exclut de l'expertise les médecins dont il ne dit pas un mot ; qu'en tous cas, les médecins ne procèdent guère aux expertises à cette époque.

différents particuliers. Ils passaient de mains en mains comme une propriété foncière, indifférente pour l'ordre social..... » (1)

Quoiqu'il en soit, les commentateurs de l'Ordonnance de 1670 s'entendent pour dire que les juges pouvaient commettre d'autres experts, pourvu que l'expert du roi ait été nommé en même temps, avant ou après dans l'affaire, de façon à satisfaire à l'édit « bursal. » (2)

Les juges avaient aussi la faculté d'appeler les chirurgiens et médecins de la ville voisine ; ils pouvaient ainsi recourir aux lumières d'experts plus instruits. (3)

Il résulte, de ce que nous venons de voir, que le régime des ordonnances a pu accroître dans une certaine mesure la capacité et l'impartialité des experts et de l'expertise.

D'abord, les médecins sont appelés à la pratique des opérations médico-légales. On pensait généralement jusqu'alors que la compétence des chirurgiens était suffisante. Pourtant les chirurgiens étaient des ignorants qui exerçaient en même temps la profession de barbier, et aucun enseignement ne leur était donné dans les facultés et les écoles de médecine.

Les médecins, au contraire, offraient des garanties plus sûres de leur savoir : on ne pouvait exercer la médecine depuis 1579, sans avoir été reçu médecin par la faculté, et un arrêt du parlement de Paris du 12 septembre 1598 défen-

(1) CHAUSSIER. Observations chirurgico-légales. *Anthropologie criminelle*, 1899, p. 569.

(2) SERPILLON, Code Criminel, titre V, art. 3.

(3) *Ibid.*

dait à tous empiriques l'art de la médecine sous peine d'amende arbitraire.

Avant 1692, du moins, les chirurgiens sont nommés par une autorité plus compétente que celles des juges ; et toujours les juges ont la faculté d'appeler d'autres experts si les experts jurés leur paraissent insuffisants. L'innovation de Louis XIV est donc heureuse puisqu'elle donne à la justice des auxiliaires plus capables.

D'ailleurs, la médecine légale avait fait des progrès grâce aux savants travaux de médecins Français et Italiens. Les experts peuvent se guider notamment sur les œuvres de Zacchias qui sont publiées en France.

Malgré ces quelques causes d'amélioration le choix des experts reste défectueux.

L'expertise est rarement confiée au médecin malgré les fréquentes réclamations des médecins jurés. Ces derniers prétendaient que l'édit de 1692 leur donnait le droit d'assister à toutes visites et rapports ordonnés en justice. Il est certain que leur présence eut été des plus utiles. Mais la jurisprudence des cours criminelles, après quelques arrêts conformes, s'était fixée en sens contraire. (1)

A cause de la vénalité des charges, l'expertise est confiée le plus souvent à des chirurgiens jeunes et inexpérimentés, « très rarement, dit Chaussier, (2) les visites sont faites par les praticiens les plus instruits et les plus exercés, par ceux qui réunissent à un plus haut degré les qualités nécessaires pour la bien faire ». De plus ceux qui ont une bonne

(1) SERPILLON : *op. cit.*, titre V, art. 1.

(2) CHAUSSIER. *Anthropologie criminelle*, 1899, p. 577.

clientèle dédaignent la pratique de la médecine légale qui fait perdre beaucoup de temps sans apporter une rémunération suffisante.

D'ailleurs la médecine professe encore bien des erreurs, la médecine légale n'est enseignée dans aucune faculté. Enfin la chimie n'a livré qu'une infime partie de ses secrets, et les épreuves pour déceler le poison ne peuvent fournir que des renseignements très incertains. On retrouve dans les procès de la Chambre des poisons des recherches ridicules par le feu, par l'eau ou par le sable.

Pour toutes ces causes, les experts sont loin d'avoir la compétence qu'exigent les recherches médico-légales.

Cependant, le milieu du XVIII^e siècle voit renaitre la médecine légale ; c'est à cette époque que la chirurgie prend le rang qu'elle aurait dû toujours occuper. Déjà, en 1731, le roi avait approuvé la création d'une Académie de chirurgie, qui fut organisée par les règlements de 1732 et 1739.

Une déclaration de 1743 sépare définitivement les corporations de chirurgiens et de barbiers. Enfin, en 1748, des lettres-patentes confirment l'institution de l'Académie autorisée en 1731.

« La rivalité de deux compagnies célèbres : l'Académie royale de Chirurgie et la Société royale de Médecine, produisirent des hommes qui répandirent des torrents de lumière sur toutes les parties de l'art de guérir. Le professeur Louis, secrétaire de la première de ces Compagnies, enseigna publiquement aux écoles de chirurgie, l'art de résoudre diverses questions appartenant à la médecine légale et à la police médicale ; ce qui ne s'était pas encore pratiqué jusqu'à

cette époque. On vit des mémoires consultatifs, imprimés, accueillis par des magistrats, discutant la forme et le fonds des rapports en justice, qui jusqu'alors n'étaient pas sortis de la poussière des greffes, et qui durent, par conséquent, être rédigés avec plus de soin ; l'éloquence réunie au savoir arracha à la mort ou à l'infamie des accusés qui paraissaient devoir succomber ; le génie médical fut flatté de ce nouveau moyen de servir le genre humain et redoubla d'efforts pour le perfectionner. » (1)

Vers la même époque, Winslow, Bruhier, Petit, Bouvart, Lorry, Salin, Lafosse traitent un grand nombre de questions médico-légales. M. le professeur Chaussier, dans un excellent mémoire lu à la séance publique de l'Académie des Sciences de Dijon, le 20 décembre 1789, demandait déjà une grande partie des réformes réclamées aujourd'hui pour l'organisation de l'expertise. (2) Plus sévère que Fodéré, il constate qu'en général les experts sont au dessous de leur mission.

En somme, et malgré les causes d'amélioration apportées dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le choix des experts ne fournit pas à la Justice des auxiliaires capables.

II. — Procédure de l'expertise.

La procédure de l'expertise, telle qu'elle est organisée par l'Ordonnance de 1670, est réglementée d'une façon plus

(1) FODÉRÉ. *Médecine légale*, introduction, XXXIV.

(2) Chaussier et les antécédents parlementaires de la loi Cruppi sur la réforme des expertises médico-légales. *Antropologie criminelle*, 1899, p. 569.

satisfaisante que le choix des experts. Les conditions de nomination, le serment, les détails exigés dans le rapport, et par conséquent dans la visite, assurent assez bien l'impartialité de l'expertise.

Il y a lieu à nomination d'experts dans le cas de blessures et d'homicide, lorsque le crime est de nature à ne pouvoir être constaté que par les règles de l'art ; mais il est évident que l'ordonnance ne parle que des cas les plus fréquents, et l'on voit d'ailleurs, dans les documents de l'époque, qu'une foule d'autres cas sont soumis à l'examen des experts.

Le soin d'ordonner l'expertise est laissé à l'arbitraire du juge ; elle n'est formellement exigée que dans le cas de l'exoine ou excuse de ne pouvoir se présenter en justice ; le juge est alors obligé de faire examiner l'accusé par un médecin.

Les juges sont aussi astreints à faire visiter les femmes condamnées à mort et qui paraissent ou déclarent être enceintes.

Aux termes de l'Ordonnance, il y a deux sortes de rapports ou expertises : le rapport fait à la demande de la partie et celui qui est ordonné d'office par le juge. Le premier rapport est appelé dénonciatif : le plaignant charge des médecins et des chirurgiens de son choix de faire la visite et de dresser un rapport, qui doit être affirmé par eux pour être présenté en justice et joint au procès.

Mais, après l'Édit de 1692, il semble bien qu'au cas de rapport dénonciatif, la partie plaignante doit demander au juge de commettre les experts.

Cependant, Jousse prétend que, sans servir au jugement définitif, le rapport dénonciatif, avec désignation d'experts

par la partie, peut servir à obtenir du juge une sentence de provision. (1)

Serpillon et Rousseau de la Combes disent, au contraire, que depuis l'Ordonnance de 1692, qui crée des médecins et des chirurgiens-jurés, tous les rapports doivent avoir été ordonnés par le juge : « Il semble que ce sentiment soit contraire au présent article qui permet aux personnes de se faire visiter, sans parler d'ordonnance du juge ; mais on peut dire que l'usage a prévalu surtout depuis l'édit de création des médecins jurés, qui veut qu'ils soient commis par les juges à l'exclusion de tous autres, ce qui rend nécessaire l'ordonnance du juge. » (2)

En tous cas, le juge peut ordonner d'office une expertise ; il est obligé de désigner, pour y procéder, au moins un chirurgien-juré, mais, comme nous l'avons dit, il peut lui adjoindre d'abord le médecin-juré et ensuite d'autres chirurgiens ou médecins. Il peut également faire procéder à une expertise avec des experts qu'il désigne à son gré, pourvu que les experts jurés aient été nommés auparavant ou soient nommés dans la suite pour respecter l'édit « bursal ».

De son côté l'inculpé jouit du droit de récusation et le juge doit lui communiquer le nom des experts. Ils sont « récusables comme juges, et reprochables comme témoins » (3).

La contre-expertise est facilement admise. Si l'enquête a été ordonnée d'office ou à la requête de l'accusateur, et que

(1) JOUSSE. *Traité de la justice criminelle* : Rapports des médecins.

(2) SERPILLON, *op. cit.*, tit. V, art. 1.

(3) SERPILLON, *op. cit.*, tit. V, Observations sur les rapports, p. 428.

les médecins paraissent suspects à l'accusé, il peut demander de faire procéder à une visite à ses frais (sauf répétition) et il l'obtient facilement sur sa requête, pourvu qu'elle soit présentée peu de temps après la première visite.

Lorsque deux rapports sont en sens contraire, il en est généralement ordonné un troisième.

Pour garantir l'impartialité des experts, l'Ordonnance exige d'eux la prestation de serment avant le commencement de leur mission, et veut qu'expédition soit dressée de l'acte constatant l'accomplissement de cette formalité.

Avant 1692, tous les experts prêtaient ce serment sauf en cas de rapport dénonciatif qu'il leur suffisait d'affirmer véritable; mais après l'Édit, les experts jurés en sont dispensés, car ils l'ont prêté « lors de leur réception au bailliage par devant le lieutenant civil. » (1) Les autres experts doivent le prêter en tous cas, si on admet que tous les rapports sont nécessairement ordonnés par le juge.

Après la prestation du serment, les experts procèdent à la visite pour laquelle aucune règle n'est prescrite par le législateur. Cependant les commentateurs de l'Ordonnance disent que l'expertise doit être détaillée.

Quand la visite est terminée, l'expert dresse son rapport et le signe sur-le-champ. Ce rapport doit être complet : « On ne peut, dit Serpillon, y apporter trop de précaution parce que les rapports sont des pièces très importantes pour constater les délits et la nature du crime, par conséquent ceux qui sont commis pour les faire, ne peuvent rapporter trop exactement le nombre et la qualité des blessures,

(1) SERPILLON, *op. cit.*, tit. V, art. 2.

expliquer si elles paraissent mortelles ou non, si les blessés en seront longtemps incommodés, s'ils risquent d'en être estropiés, s'il y a danger de mort, avec quel instrument il leur paraît que les blessures ont été faites, leur largeur, profondeur et autres circonstances qui constatent l'état du blessé, et enfin expliquer les médicaments nécessaires et le temps que la maladie peut durer, afin que le juge puisse se déterminer sur le décret et sur la provision, et enfin sur le jugement. » (1)

Enfin, le rapport est remis au greffe et joint au procès pour servir à éclairer le juge que, néanmoins, il ne lie pas.

Telle est la procédure de l'expertise appliquée jusqu'à l'époque de la Révolution. Elle contient d'excellentes innovations qui sauvegardent les droits des parties. Le serment est formellement exigé des experts ; le juge peut choisir des experts capables ; l'accusé trouve des garanties contre la partialité et la négligence dans la récusation et dans la contre-expertise qui lui est largement accordée.

En vue d'exercer son droit de récusation, l'accusé peut requérir le juge de lui indiquer le nom des experts. Cette récusation est une précieuse garantie d'impartialité que nous envions encore à l'ancienne réglementation de l'expertise. L'autopsie autorisée en principe, permet des investigations plus fructueuses. Enfin la rédaction immédiate du rapport, sitôt la visite, apporte une plus grande exactitude aux constatations de l'expert.

A côté de ces quelques avantages, la procédure de l'expertise conserve encore bien des défauts.

(1) SERPILLON, *op. cit.*, tit. V, art. 1.

Si le juge peut nommer plusieurs experts, il n'en commet souvent qu'un seul dans les questions les plus délicates.

Les juges n'ont pas pour l'expertise la considération qu'elle mérite, car ils savent l'ignorance de ceux qui la pratiquent.

Les imperfections de la procédure criminelle sont d'ailleurs contraires à la sauvegarde des droits de l'accusé et nuisent au progrès de l'expertise.

Il y a des juridictions multiples ; les débats sont secrets ; l'accusé est presque toujours privé de défenseur. Le pouvoir absolu pèse sur la magistrature ; la torture complète les preuves ou les remplace. L'Ordonnance de 1670 prévoit cent quinze cas dans lesquels la peine de mort pouvait être appliquée. Le juge ne motive pas ses arrêts ; il condamne sur les faits de la cause.

Les bonnes conditions d'opération sont bien loin d'être assurées. Les expertises sont forcément incomplètes, car les autopsies, qui auraient toujours dues être exigées par la loi en cas de mort suspecte, sont très difficilement autorisées. On se heurte à la routine et à la superstition. Enfin quand l'expertise est ordonnée, l'ignorance de ceux qui la pratiquent, ne lui donnent que de faibles résultats.

§ IV. — DROIT INTERMÉDIAIRE.

Sous le droit intermédiaire, les experts deviennent plus instruits. Mais l'organisation assez avancée de l'expertise va être remplacée par une réglementation des plus rudimentaires.

Les évènements politiques de la fin du XVIII^e siècle avaient été favorables au développement de l'expertise. Louis XVI avait supprimé en 1780 la question préalable et en 1788, la question préparatoire. L'Assemblée constituante, par la loi du 16-29 septembre 1791 et le décret en forme d'instruction pour la procédure criminelle, réforme les lois criminelles et décrète la publicité des débats ; elle donne un défenseur à l'accusé, elle veut que les pièces de la procédure soient communiquées et que les juges motivent leur jugement et ne condamnent plus sur les faits de la cause. Mais l'organisation de l'expertise n'est pas en rapport avec les idées nouvelles, elle est contenue en un seul article de la première partie de la loi, titre III, l'article 2, ainsi conçu :

« Dans les cas énoncés en l'article précédent (meurtre ou mort dont la cause est inconnue ou suspecte), l'inhumation ne pourra être faite qu'après que l'officier de police se sera rendu sur les lieux, accompagné d'un chirurgien ou homme de l'art, et aura dressé un procès-verbal détaillé du cadavre et de toutes les circonstances, en présence des deux citoyens actifs, lesquels, ainsi que le chirurgien ou l'homme de l'art signeront l'acte avec lui. »

Les dispositions de l'article 2 de la loi sont peu de chose pour remplacer l'ensemble des règles bonnes ou mauvaises suivies dans l'ancien droit. Par contre, l'enseignement de la médecine légale se développe, et par conséquent, les experts sont plus instruits. La loi du 14 Frimaire an III (décembre 1792) crée des chaires de médecine légale dans toutes les facultés de médecine : l'enseignement de cette science est donc devenu officiel.

Le Code de Brumaire an IV parle très brièvement, dans les articles 103 et 104, de l'expertise, et en termes presque identiques à ceux qui la régissent aujourd'hui dans le Code d'instruction criminelle. Nous aurons bientôt l'occasion de citer ces textes dans l'étude que nous allons faire maintenant de la législation actuelle.

CHAPITRE II

ORGANISATION ACTUELLE. — SES DÉFAUTS.

L'organisation de l'expertise médico-légale est restée aussi rudimentaire dans la législation actuelle que dans le Droit intermédiaire. Tandis que l'expertise en droit civil est longuement et minutieusement réglée (nous ferons même parfois allusion aux principes qui la régissent, pour demander leur application en matière pénale), par contre, le législateur n'a consacré que deux articles à l'expertise en droit criminel : les articles 43 et 44 du Code d'instruction criminelle, lesquels ne prévoient que l'expertise faite par le procureur de la République, en cas de flagrant délit. Ces dispositions sont rendues communes au juge d'instruction par l'article 59 du Code d'instruction criminelle; mais ce n'est que par une interprétation extensive qu'il est permis au juge d'instruction d'ordonner une expertise à un moment quelconque de son instruction, et que ce droit a été également accordé aux tribunaux de répression.

Dans une première section, nous étudierons l'organisation actuelle de l'expertise en examinant successivement le choix des experts et la procédure de l'expertise; dans une seconde section, nous verrons les défauts que présente cette organisation.

SECTION I

ORGANISATION ACTUELLE

§ I. — CHOIX DES EXPERTS

Depuis le Droit intermédiaire jusqu'à nos jours, le choix des experts a été réglementé, d'abord par la loi du 19 ventôse an XI, relative à l'exercice de la médecine, puis par la loi du 30 novembre 1892 et le décret du 21 novembre 1893.

Sous le régime de la loi de ventôse, les expertises médico-légales étaient confiées à tous les docteurs en médecine indistinctement. On discutait la question de savoir si les officiers de santé pouvaient y être appelés. L'article 27 de la loi du 19 ventôse an XI s'exprimait ainsi : « A compter de la publication de la présente loi, les fonctions de médecins et de chirurgiens-jurés appelés par les tribunaux..... ne pourront être remplies que par des médecins et des chirurgiens reçus suivant les formes anciennes ou par des docteurs reçus suivant celles de la présente loi. » Ce texte semblait exclure les officiers de santé ; mais d'autre part l'article 44 du Code d'Instruction criminelle déclarait : « le procureur se fera assister d'un ou de deux officiers de santé qui feront leur rapport sur les causes de la mort et l'état du cadavre. »

Trois systèmes ont été proposés par leurs auteurs : les uns, sans tenir compte de l'article 44, soutenaient qu'on

ne pouvait confier l'expertise aux officiers de santé ; d'autres les assimilaient complètement, à ce point de vue, aux docteurs en médecine ; d'autres enfin leur reconnaissent seulement le droit de procéder aux premières constatations en cas de flagrants délits, ou lorsqu'il y avait urgence, et réservaient aux seuls docteurs le droit d'être commis en cas ordinaires par le juge d'instruction et les tribunaux.

La loi de 1892, complétée par le décret du 11 novembre 1893, a modifié les règles concernant le choix des experts.

Autrefois, les étrangers qui avaient conquis leur diplôme en France, pouvaient être appelés aux fonctions d'experts. (1)

Maintenant, aux termes de l'article 14 de la loi nouvelle, ces fonctions « ne peuvent être remplies que par des docteurs en médecine français. » (2)

La loi laisse à un règlement d'administration publique le soin de déterminer les autres conditions suivant lesquelles pourra être conféré le titre d'experts devant les tribunaux et de fixer le tarif des honoraires, dont nous parlerons plus loin. (3)

Il résulte des travaux préparatoires, que l'on avait d'abord

(1) Cass., 16 décembre 1847 ; D. P. 47.4.238.

(2) Art. 14 de la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine :
« Les fonctions de médecins-experts près les tribunaux ne peuvent être remplies que par des docteurs en médecine français.

» Un règlement d'administration publique revisera les tarifs du décret du 18 juin 1811 en ce qui touche les honoraires, vacations, frais de transport et de séjour des médecins.

» Le même règlement déterminera les conditions suivant lesquelles pourra être conféré le titre d'expert devant les tribunaux. »

(3) Voir le texte à l'annexe I.

pensé ne confier en principe l'expertise qu'aux seuls docteurs ; de là la disposition de l'article 11 qui les vise seuls. Mais, dans la suite des débats, on a décidé de conserver cette disposition pour le temps où il n'y aura plus d'officiers de santé. Par conséquent, les officiers de santé « pourront être requis par le parquet et par le juge d'instruction, tout aussi bien que les docteurs. Il n'y aura pas de différence entre eux à ce point de vue », a déclaré le rapporteur du Sénat, lors de la discussion et du vote définitif, le 22 novembre 1892. (1)

Donc actuellement les docteurs et les officiers de santé ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, et à l'avenir, puisqu'il n'y aura plus d'officiers de santé, les docteurs resteront seuls experts.

L'organisation d'un corps de médecins experts a été réglementée par le décret du 21 novembre 1893. (2)

Au commencement de l'année judiciaire et trois mois après la rentrée, la liste en est dressée de la façon suivante : Les tribunaux de première instance proposent à la Cour d'appel une liste d'experts, docteurs en médecine ou officiers de santé ; et la Cour, le procureur général entendu, désigne ceux à qui elle confère le titre d'experts près les tribunaux. Outre la qualité de Français, les experts doivent avoir cinq années d'exercice de la profession médicale, et demeurer soit dans l'arrondissement, soit dans le ressort de la Cour d'appel.

En principe ceux qui ont acquis ce titre peuvent seuls être chargés des expertises, mais le décret apporte des excep-

(1) LÉCHOPIÉ et FLOQUET. *La nouvelle législation médicale*, p. 125.

(2), Voir le texte du décret à l'annexe I.

tions à cette règle dans les cas prévus par les articles 43, 44, 235 et 268, c'est-à-dire dans les cas de flagrant délit ou lorsque les Cours d'appel (Chambres des mises en accusation) ou le président de la Cour d'assises, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ordonnent une expertise. Dans ces cas seulement, l'expert pourra être choisi en dehors de la liste au gré des magistrats.

Pour tous les autres cas, les magistrats, si les besoins particuliers de l'instruction l'exigent, ont le droit de désigner un expert près un tribunal autre que celui auquel ils appartiennent.

Si les experts médecins de l'arrondissement sont empêchés et qu'il y ait urgence, les magistrats peuvent, par ordonnance motivée, commettre un docteur en médecine français de leur choix.

§ II. — PROCÉDURE DE L'EXPERTISE

La procédure de l'expertise comprend quatre parties principales, que nous allons étudier successivement : la nomination, le serment, la mission et la taxation des experts.

I. — Nomination des experts.

Nous verrons, sous ce titre, en quel cas sont requis les experts, par qui ils sont nommés, leur nombre, le droit de réquisition et sa sanction.

A) CAS DE NOMINATION

Il y a lieu à nomination de médecins experts chaque fois que les connaissances de ceux-ci peuvent être utiles pour éclairer les officiers de police judiciaire ou les juridictions pénales dans la recherche de la vérité.

Nous avons vu que le Code d'Instruction criminelle ne prévoit l'expertise que lorsqu'il y a flagrant délit, et qu'alors il la rend obligatoire dans certains cas.

« Le Procureur de la République, dit l'article 43, se fera accompagner, au besoin, d'une ou de deux personnes présumées par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou du délit. »

Cet article consacre le principe de l'expertise : des individus de diverses professions peuvent être appelés pour éclairer l'officier de police judiciaire dans ses recherches. C'est d'ailleurs le seul article qui traite de l'expertise en général.

Comme on peut en juger par les termes « au besoin », le soin d'ordonner l'expertise est laissé à la faculté du magistrat. En conséquence la Cour de cassation a déclaré, par un arrêt du 30 janvier 1818, que l'observation de l'article 43 n'était pas prescrite à peine de nullité. (1)

Un seul article s'est occupé spécialement de l'expertise médico-légale et l'a rendue obligatoire dans certains cas, c'est l'article 44 : « S'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue ou suspecte, le Procureur

(1) SIREY 1818, 1, 222.

de la République se fera assister d'un ou de deux officiers de santé, qui feront leur rapport sur l'état du cadavre. Les personnes appelées, dans le cas du présent article et de l'article précédent, prêteront devant le procureur du roi le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience. »

Toute l'organisation de l'expertise médico-légale était contenue dans ces quelques lignes, avant les règles nouvelles, introduites en 1892 et 1893, concernant le choix des experts. En effet, l'expertise criminelle est régie par des règles propres et les prescriptions du Code de procédure civile relatives aux expertises sont inapplicables aux matières criminelles.

Il faut remarquer que l'article 43 n'englobe pas dans ses termes le premier paragraphe de l'article 44; celui-ci contient, en effet, une disposition spéciale pour les expertises médico-légales : la disposition du premier paragraphe de l'article 44 signifie qu'il y a un cas, où l'expertise est obligatoire ; c'est ce qui a lieu lorsqu'il « s'agit de mort violente ou dont la cause est inconnue ou suspecte. » En effet, ici la loi est impérative ; elle dit : « se fera assister », tout à l'heure elle disait avec l'article 43 : « se fera au besoin accompagner. »

D'ailleurs, il suffit de se reporter au code de Brumaire, an IV, pour voir que le législateur l'a voulu ainsi. L'article 43 correspond à l'article 103 du code de Brumaire qui dit : « Le juge de paix se fait, *au besoin*, accompagner d'une ou de deux personnes présumées par leur art ou leur profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du délit. »

L'article 44, de son côté, correspond à l'article 104 : « s'il s'agit d'un meurtre ou d'une mort dont la cause est inconnue ou suspecte, le juge de paix *doit* se faire assister d'un ou de deux officiers de santé ; dans ce cas le cadavre ne peut être inhumé qu'après la clôture du procès verbal. » Le législateur de Brumaire avait dit : « doit se faire », celui du code dit : « se fera » ; mais il ressort bien de la lecture des deux textes que la pensée est la même. Les officiers de police judiciaire sont donc tenus d'ordonner l'expertise en pareil cas. Les experts seront donc toujours requis en cas d'empoisonnement, de meurtre, d'assassinat, d'asphyxie par immersion ou par strangulation ; ils seront toujours appelés pour savoir si la mort est due à un suicide ou à un accident.

Certains auteurs soutiennent, en outre, que les magistrats doivent également ordonner l'expertise en cas de blessures graves pouvant entraîner la mort. En effet, les dispositions de notre article sont plutôt énonciatives que limitatives. (1)

B) AUTORITÉS POUVANT ORDONNER UNE EXPERTISE

Lorsqu'il y a lieu d'ordonner une expertise, celle-ci peut être prescrite soit par certains officiers de police judiciaire, en cas de flagrant délit ; soit par le juge d'instruction et les juridictions pénales, hors le cas de flagrant délit.

Quand il y a flagrant délit, les experts peuvent être requis par certains officiers de police judiciaire, qui sont : le Procureur de la République et ses substituts ; les officiers de

(1) DUVERGER, *Manuel des juges d'instruction*, tome I, n° 149.

police judiciaire, auxiliaires du Procureur : juges de paix, officiers de gendarmerie, commissaires généraux de police, commissaires ordinaires de police dans les villes de plus de cinq mille habitants, les maires et adjoints dans les autres communes ; et enfin les juges d'instruction. (1)

Mais les gardes-champêtres, les gardes-forestiers, les sergents de ville, les brigadiers ou maréchaux-des-logis de gendarmerie ne le peuvent pas, parce qu'ils ont une mission spéciale, et que leur rôle est limité à la constatation de certains délits ou de certaines contraventions, pour lesquels il n'y a pas lieu de requérir le médecin.

En cas de flagrant délit, les experts peuvent encore être requis par les préfets, dans les départements, et par le préfet de police, dans le département de la Seine. (2)

Hors le cas de flagrant délit, le Procureur de la République n'a plus que le droit de requérir le juge d'instruction d'ordonner une expertise ; c'est en effet ce magistrat qui l'ordonne le plus fréquemment ; la Chambre des mises en accusation jouit du même droit. Lorsque l'expertise n'a pas été ordonnée par la juridiction d'instruction ou que l'expertise effectuée paraît insuffisante, les tribunaux répressifs : cours d'assises, tribunaux correctionnels et de simple police, chambres correctionnelles des cours d'appel, conseils de guerre et tribunaux maritimes, peuvent en prescrire une. Enfin le Président de la Cour d'assises peut en vertu de son pouvoir discrétionnaire appeler un médecin aux débats, et le charger d'une expertise. (3)

(1) Code d'Inst. Crim., art. 8, 9, 48, 49, 50, 59.

(2) Code d'Inst. Crim., art. 10.

(3) Code d'instruction criminelle, art. 268-269.

Le tribunal saisi peut ordonner l'expertise chaque fois qu'il croira qu'elle peut être utile à la découverte de la vérité; il jouit à ce sujet d'un pouvoir arbitraire. Toutefois, il ne peut l'ordonner, quand d'autres moyens de preuves sont admissibles: par exemple, s'il y avait un procès-verbal, faisant foi jusqu'à preuve contraire et constatant l'infraction à la loi pénale. (1)

Les parties peuvent demander une expertise, mais les tribunaux apprécient souverainement s'ils doivent l'ordonner: (2) par conséquent les tribunaux peuvent refuser d'ordonner une contre-expertise demandée par l'accusé, comme inutile et frustratoire. (3)

C) FORME ET SANCTION DU DROIT DE RÉQUISITION ;

NOMBRE DES EXPERTS.

La loi n'a soumis à aucune formalité la réquisition des experts par les autorités judiciaires.

Une instruction du Garde des sceaux sur le décret du 18 juin 1811 (tarif des frais de justice criminelle) avait décidé que les réquisitions émanant des autorités judiciaires auraient lieu sans citation et sur avertissement. (4)

Par conséquent, la réquisition devait être faite par écrit.

Il résulte des travaux préparatoires de la loi de 1892 que

(1) Cass., 4 juin 1852, *Bull. Cass. Crim.*, n° 181. D. P. 1852. 5.494.
— FAUSTIN-HÉLIE. *Traité de l'instruction criminelle*, tome 6, n° 2618.

(2) Cass., 1^{er} mai 1863. *Bull. Cass. Crim.*, n° 136. D. P. 1863. 1. 477.
— Cass., 3 mars 1897. D. P. 1897.1.406.

(3) Cass. 21 juin 1850, D. P. 50.5.113.

(4) LECHOPIÉ et FLOQUET, *op. cit.*, 195.

maintenant la réquisition peut être verbale, mais qu'ordinairement elle est écrite. (1)

La réquisition verbale sera surtout employée en cas de flagrant délit et d'urgence ; dans les autres cas, elle est faite comme auparavant, par avertissement ou par lettre.

L'avertissement est remis sans frais par un agent de police, par un garde-champêtre ou par un gendarme. Généralement fait en forme de réquisitoire, l'avertissement, comme la lettre, doit contenir le nom, la profession, la demeure de l'expert, le lieu, la nature et la date des opérations.

Ces renseignements peuvent être utiles pour la fixation de l'état de frais lors du paiement des honoraires. Dans le même but, le juge d'instruction doit inscrire après l'expertise, au bas de l'avertissement, les opérations faites et le temps qu'elles ont duré.

La réquisition constitue une sorte de mise en demeure ; il faut donc qu'elle soit conçue en termes suffisamment impératifs.

Le médecin doit pouvoir comprendre que le magistrat lui donne un ordre sanctionné par une pénalité plutôt qu'il n'exprime un désir. Sans quoi, la peine édictée par la loi ne pourrait atteindre l'expert (2) :

Les médecins, sont-ils tenus d'obéir à la réquisition ? Sous l'ancienne législation la question était discutée, la majorité des auteurs soutenait que le médecin requis pouvait refuser d'obéir à la réquisition. Le médecin, disaient-ils,

(1) LECHOPIÉ et FLOQUET, *op. cit.*, 195.

(2) Cass., 4 avril 1895 ; Pand. franç., 1896.1.473.

apporte un concours purement intellectuel, il ne peut tomber sous le coup de l'article 475, n° 12, qui prévoit seulement un concours physique. (1)

« Il serait peut-être absurde et certainement ridicule, disent Faustin-Hélie et Chauveau, de contraindre par une pénalité un jurisconsulte à examiner un point de droit, un médecin à faire une autopsie, un maître d'écriture à vérifier une pièce fausse. Quelle confiance pourraient inspirer des experts contraints par la force à expertiser? Quel bénéfice la Justice retirerait-elle d'un pareil concours? »

Mais la jurisprudence avait adopté une solution contraire en faisant une double distinction.

Lorsqu'il s'agissait d'un accident individuel non susceptible de compromettre la paix publique, par exemple, du décès d'un individu tué par la chute d'un ballot de marchandises, le médecin pouvait refuser son concours; (2) mais lorsqu'il se trouvait en présence d'un cas où l'ordre public était en jeu, il fallait distinguer s'il y avait ou non flagrant délit. Dans ce dernier cas il pouvait s'abstenir, dans l'autre il était obligé d'obéir à la réquisition, sans quoi il était passible de la peine édictée par l'article 475, n° 12 du Code pénal, (3) ainsi conçu : « Seront punis d'une amende de 6 fr. jusqu'à 10 fr. inclusivement ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter leur

(1) DUVERGER, *op. cit.*, tome I, n° 149. — DEVERGIE. *Médecine lég.*, tome I, p. 8. — TREBUCHET. *Jurisprudence de la médecine*, p. 9. — CHAUVEAU et HÉLIE. *Théorie du Code pénal*, tome IV, p. 424, et t. VIII, p. 393. — DALLOZ. *Rep. V° Expert*, n° 411.

(2) Cass., 18 mai 1855. D. P., 1855.1.223.

(3) Cass., 20 février 1857. D. P., 1857.1.133.

concours, dont ils auront été requis dans les circonstances d'accident, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou exécution judiciaire. »

La loi de 1892 a mis fin à la discussion ; en effet, l'article 23 déclare expressément : « Tout docteur en médecine est tenu de déférer aux réquisitions de la Justice, sous les peines portées à l'article précédent, » et cette peine consiste dans une amende de 25 à 100 francs.

Le législateur a donc aggravé la pénalité appliquée autrefois par la jurisprudence.

Cette sanction du droit de réquisition s'applique également aux officiers de santé, qui, aux termes de l'article 29, sont « soumis à toutes les obligations imposées par la loi aux docteurs en médecine. »

Les médecins sont obligés d'apporter leur concours, non seulement en cas de flagrant délit, mais chaque fois qu'ils en seront requis par les autorités judiciaires.

Cependant malgré les termes formels de l'article 23 de la loi de 1892, qui ne reproduit pas l'expression de l'article 475, n° 12, « ceux qui le pouvant auraient refusé », on doit admettre les médecins à faire valoir certaines causes d'empêchement, qui seront souverainement appréciées par les tribunaux : comme par exemple, l'incompétence ou le fait qu'il ne pratique jamais.

Aux termes des articles 43 et 44, les autorités peuvent requérir un ou deux experts, suivant qu'un ou deux experts leur paraissent utiles. Il est évident que les magistrats

peuvent en nommer davantage ; car le législateur n'a pas voulu limiter à deux le nombre des experts. Mais en fait, depuis la circulaire du ministre de la Justice, en date du 6 février 1867, on n'appelle habituellement qu'un seul expert dans chaque genre d'expertise. Cette circulaire, qui recommande de « n'en nommer qu'un seul, et au plus deux », a été généralement suivie.

II. — Du Serment.

En principe l'expert ou les experts, lorsqu'ils ont été désignés par l'autorité judiciaire, doivent prêter serment avant d'accomplir la mission qui leur est confiée. La formule du serment varie d'ailleurs suivant que l'expert est appelé en témoignage ou requis de procéder à une expertise proprement dite.

Lorsqu'un médecin est chargé de procéder à des constatations, à une expertise, quand il doit fournir un rapport, il doit, aux termes de l'article 44 du Code d'instruction criminelle, prêter le serment de faire un rapport « en son honneur et conscience. »

Mais cette formalité ne peut être exigée que de l'expert, par conséquent celui qui ne fait qu'accomplir une opération purement matérielle n'y est pas tenu : (1) le médecin chargé d'assurer le transport d'un cadavre, par exemple.

La prestation de serment peut, seule, donner l'authenticité sans laquelle le rapport ne pourrait être consulté qu'à titre de renseignement.

(1) Cassation, 30 avril 1850. D. P.-51-5-486.

La décision rendue, sur le rapport d'un expert qui n'aurait pas prêté serment, serait entachée de nullité.

Mais un serment une fois prêté est valable pour toute la série d'opérations que fera l'expert en vertu de la mission qui lui a été confiée.

Par contre, l'expert qui, après avoir été chargé d'une expertise au cours de l'instruction, est chargé d'une nouvelle expertise par la Cour ou le Tribunal, devra prêter un nouveau serment, quand même il aurait prêté serment en qualité de témoin au cours des débats. (1)

Le serment doit être prêté avant le commencement des opérations ; il ne suffit pas qu'il soit prêté pendant les opérations, a fortiori après celles-ci.

La prestation du serment de témoin à l'audience, par un médecin chargé auparavant d'une expertise, ne pourrait en valider les opérations.

La formule sacramentelle de l'article 44 n'est d'ailleurs pas exigée d'une façon absolue ; des expressions équivalentes peuvent être employées ; mais une simple promesse ne saurait suffire. (2)

Le serment est prêté entre les mains du ministère public, s'il procède seul ; ou entre les mains du juge d'instruction qui a commis l'expert, en présence du parquet, ou encore devant le juge de paix du canton, délégué à cet effet.

Le magistrat mentionnera la prestation de serment au procès-verbal d'expertise, s'il assiste à celle-ci, sinon il rédigera spécialement un procès-verbal de prestation. Le

(1) Cassation, 17 décembre 1878. D. P. 79.1.190.

(2) Cass., 2 août 1888. *Pand. Fr.*, 89.1.382.

procès-verbal n'indique pas nécessairement la formule de prestation du serment : il doit seulement mentionner que le serment a été prêté.

Mais, avons-nous dit, l'expert peut être appelé comme témoin devant les juridictions de répression, par les tribunaux correctionnels, de simple police, par les cours d'assises, pour expliquer son rapport ou pour fournir des renseignements.

En ce cas, qu'il ait ou non prêté le serment de l'article 44, il est assimilé à un témoin et doit prêter le serment de l'article 317 du Code d'instruction criminelle, devant la cour d'assises, c'est-à-dire qu'il jure de « parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité, rien que la vérité ; » devant les autres tribunaux, celui de l'article 155 : « dire toute la vérité et rien que la vérité. » Le tout à peine de nullité des décisions rendues sans l'accomplissement de ces formalités.

Il est nécessaire que les termes même du serment soient employés, car il y a ici une formule sacramentelle applicable aux experts comme aux témoins.

L'accomplissement de cette formalité doit même être constatée à peine de nullité, et s'il n'est pas nécessaire que les termes mêmes du serment, soient relatés, il faut au moins que leur conformité avec les énonciations des articles 155 et 317 soient énoncée. (1)

L'expert est appelé à prêter serment selon les rites de sa religion.

En dehors des expertises ordonnées par les officiers de

(1) Cassation, 12 décembre 1887. Pand. Franç., 87.1.273.

police judiciaire ou les juridictions de répression et des témoignages devant les tribunaux dont nous venons de parler, d'autres expertises peuvent être ordonnées et les médecins peuvent être appelés comme témoins par le président de la cour d'assises, en vertu de son pouvoir discrétionnaire. En ce cas, aucun serment n'est exigé de l'expert. (1) Cependant, s'il a été prêté, cette prestation ne peut entraîner aucune nullité. (2)

III. — Mission des experts.

Après la prestation de serment, l'expert peut accomplir sa mission, qui se compose des opérations proprement dites, de la rédaction du rapport et de la déposition aux débats. Mais nous étudierons auparavant la détermination de cette mission par l'autorité compétente et la présence des parties aux opérations des experts.

A) DÉTERMINATION DE LA MISSION PAR L'AUTORITÉ.

Pour fixer les gens de l'art sur leur mission, les magistrats doivent détailler les faits qui sont soumis à leur examen. En cas de flagrant délit, il suffira d'indiquer les opérations, soit dans le réquisitoire, soit dans le procès-verbal de prestation de serment.

Mais, dans les autres cas, le juge d'instruction rend une ordonnance précisant les questions auxquelles devra

(1) Cass., 19 septembre 1839. D. P. 40.1.367.

(2) Cass., 30 juin 1855. D. P. 1855.1.411.

répondre le médecin légiste ; comment ce dernier pourrait-il lever les doutes de la Justice sans savoir sur quoi ils portent ?

Le jugement ou l'arrêt ordonnant une expertise, indique également les opérations auxquelles devra se livrer l'expert. Quoique cette ordonnance ne soit pas absolument nécessaire, elle sert de programme au médecin et prévient toute omission dans son rapport.

Avant de commencer l'expertise, le médecin reçoit de l'autorité requérante des renseignements sur l'affaire. Les experts, cependant, n'ont pas le droit d'exiger la communication des pièces ; mais, en général, le juge d'instruction leur communique les pièces de l'enquête qui peuvent leur être utiles, pour arriver à la découverte de la vérité.

B) PRÉSENCE DES PARTIES AUX OPÉRATIONS

La présence du prévenu à l'expertise n'est pas nécessaire ; l'article 39 du Code d'instruction criminelle, qui l'ordonne pour la saisie des pièces à conviction, ne la prescrit pas pour les opérations de l'expert. D'un autre côté, comme les règles de l'expertise civile ne sont pas applicables à l'expertise criminelle, il n'y a pas lieu de suivre la prescription de l'article 315 qui appelle les parties à l'expertise. La défense a seulement le droit de contrôler le rapport après la clotûre de l'instruction et d'en discuter les bases et conclusions aux débats. En fait, l'inculpé n'assiste à l'expertise que lorsque le juge espère en obtenir des renseignements.

Le juge d'instruction a le droit incontestable, ainsi que

les officiers de police judiciaire, d'assister à l'expertise pour diriger les investigations du médecin expert vers les points sur lesquels portent les doutes de la Justice.

Mais il y assiste rarement, sauf dans les cas graves.

C) OPÉRATIONS DES EXPERTS

La mission du médecin expert consiste généralement dans des constatations et des recherches à faire sur la victime, sur l'inculpé ou encore sur leurs vêtements.

L'expert procédera soit à une autopsie, soit à une visite des blessures et des traces diverses laissées par l'accomplissement de l'infraction. Quelquefois on demande au médecin d'examiner l'état mental du prévenu. En certain cas, on lui pose des questions purement scientifiques, il rédige alors une consultation comme il rédigerait un rapport.

Mais le droit d'investigations du médecin requis a des limites ; il ne pourrait visiter les organes génitaux d'une femme ou d'une fille, victime ou inculpée, sans le consentement de la personne. (1)

« Les recherches et la constatation des crimes et des délits intéressent il est vrai, au plus haut point, la sécurité publique, mais la pudeur a des droits d'un ordre plus élevé, et il n'est pas possible de les méconnaître sans compromettre en même temps les intérêts de cette société que l'on voudrait servir. » (2)

Il n'existe en France aucune règle sur la façon de pro-

(1) DUBRAC. *Jurisprudence médicale et pharmaceutique*, n° 195.

(2) *Ibid.*

céder aux expertises criminelles. Ordinairement l'expert agit seul et dirige ses recherches comme il l'entend.

Il peut, au cours de son expertise, recueillir des renseignements propres à l'éclairer sur la question qui lui est soumise. Ses recherches doivent être étendues, minutieuses et persévérantes. Les principes de la médecine légale doivent le guider dans ses opérations.

On trouve, dans plusieurs circulaires ministérielles, des règles à suivre par l'expert en cas de constatations et de vérifications médico-légales, mais elles ne sont pas suivies ; l'autopsie, porte une de ces décisions, du 5 octobre 1819, ne doit pas être ordonnée sans nécessité.

D) RAPPORT ; SA FORCE PROBANTE

Quand leurs recherches sont terminées, les experts doivent rédiger leur rapport ; ils le font à leur gré, car la loi ne prescrit aucune formalité à ce sujet.

Cependant le rapport doit comprendre : le préambule, l'exposé des faits, la discussion et les conclusions.

Le préambule contient : 1° les noms, prénoms, qualités et domicile de l'expert ; 2° l'indication de l'autorité requérante ; 3° la date de la réquisition ; 4° la date de l'opération ; 5° la nature de l'opération et le but que le magistrat requérant assigne à l'expertise.

Dans l'exposé des faits, l'expert relate les constatations et les recherches qui ont été faites, ainsi que les particularités relevées. Il faut que les faits soient consignés d'une façon précise car, bien souvent, les constatations ne pourront plus être renouvelées et contrôlées dans la suite.

Or elles doivent non seulement servir de base aux conclusions de l'expert mais rester un document authentique, pouvant servir à une discussion ultérieure. Dans certains cas il est très utile de numérotter par groupe les faits exposés : le rapport y gagne en précision et en clarté.

Il est quelquefois nécessaire de joindre à l'exposé des faits les circonstances qui ont précédé l'expertise, et qui offrent au point de vue médico-légal quelque intérêt. On appelle cette partie du rapport le commémoratif.

Lorsque les conclusions ne découlent pas évidemment des constatations, il y a lieu de faire suivre celles-ci d'une discussion des faits, pour faire ressortir la signification des constatations et des circonstances relatées dans le commémoratif.

Enfin l'expert doit rédiger avec un grand soin ses conclusions et n'employer que des termes nets et précis. Dans tout son rapport, et surtout ici, il doit éviter les expressions techniques qui ne seraient pas comprises des juges ou des jurés. Lorsqu'une question est restée indécise, il faut qu'il le déclare franchement et dise par exemple : « Il n'est pas démontré que... »

Le médecin doit répondre à toutes les questions qui ont été posées.

Lorsqu'il y a deux experts, ils s'entendent pour rédiger un rapport et ils le signent. S'ils ne sont pas d'accord, chacun consigne son avis.

Le rapport terminé, le juge l'examine et s'il le trouve insuffisant, il demande des explications aux experts, ou il leur ordonne une nouvelle expertise, ou même il nomme de nouveaux experts.

Les rapports ne lient pas le juge, mais le juge ne peut refuser arbitrairement d'admettre les opinions d'hommes compétents.

Si l'expertise ne lui a pas paru concluante, il peut établir sa conviction sur d'autres preuves.

De même qu'il peut refuser l'expertise demandée par l'accusé en réponse à une première expertise, de même il peut aussi refuser d'ordonner une nouvelle expertise, quand la première a été déclarée nulle. (1)

En fait, le juge adoptera dans son jugement les conclusions de l'expert quand le rapport lui semble sérieusement fait.

E) LES DÉBATS.

Le médecin expert est souvent appelé, quand s'ouvrent les débats, pour rendre compte des opérations auxquelles il s'est livré. Le tribunal ou le président des assises peut aussi appeler aux débats un médecin pour avoir son avis sur tel ou tel point scientifique.

Bien qu'il n'ait rien vu ni entendu des faits de la cause, c'est en qualité de témoin que comparait l'expert. Il est dans la salle des témoins ; il a été cité comme eux et prête le serment qu'on exige d'eux.

Il dépose alors et doit le faire nettement, sans se départir jamais d'une impartialité absolue ; il doit dire ce qu'il a constaté et les conclusions qu'il en tire. Puis il fournit les explications aux questions que lui posent le président lui-même ou le ministère public, les jurés et la défense par l'intermédiaire du président.

(1) Cassation, 7 novembre 1853. D. P., 54.5.337.

IV. — Tarif des experts.

Le tarif des experts a été modifié en matière criminelle par le décret du 21 novembre 1893.

Tout médecin requis reçoit, pour une visite avec premier pansement, huit francs ; pour toute opération autre que l'autopsie, dix francs ; pour l'autopsie avant inhumation, vingt-cinq francs ; pour autopsie après exhumation, trente-cinq francs ; pour l'autopsie d'un nouveau-né, quinze ou vingt-cinq francs, suivant que l'opération a lieu avant ou après l'inhumation.

En cas de transport à plus de deux kilomètres de sa demeure, l'expert reçoit 0,20 centimes par kilomètre si le trajet s'effectue en chemin de fer ; 0,40, si le transport a eu lieu d'une autre manière. Quand il est retenu en cours de voyage, il lui est alloué une indemnité de 10 francs, soit qu'il y ait eu cas de force majeure, constaté par un certificat du juge de paix ou du maire de la localité, soit qu'il ait été obligé de prolonger son séjour dans la ville où se trouve le magistrat ou le juge d'instruction.

L'expert a droit, outre les frais de transport, à une vacation de 5 francs pour sa déposition devant le tribunal ou le magistrat instructeur.

Le coût des fournitures, reconnues nécessaires pour les opérations, est remboursé sur la production des pièces justificatives de la dépense.

Lorsque le médecin n'est pas habituellement employé par les autorités judiciaires, ses honoraires doivent lui être

acquittés comme frais urgents sur simple taxe et mandat du juge mis au bas de la réquisition, de la convocation ou de la citation.

Les honoraires des experts habituellement requis sont payés comme dépenses non urgentes, après l'accomplissement des formalités et délais qui résultent des articles 146 et suivants du décret du 18 juin 1811 et de l'article 3 de l'ordonnance de 1838, c'est-à-dire sur double expédition de l'état de frais dont une sur timbre.

Les honoraires sont payés quand l'état est revêtu de la taxe et de l'exécutoire du juge taxateur, sur la réquisition de l'officier du ministère public.

Mais généralement, pour éviter les délais à l'expert, le juge d'instruction suppose l'urgence.

Nous avons ainsi parcouru l'ensemble des dispositions qui régissent actuellement l'expertise ; nous allons voir maintenant qu'elles ne sont pas toutes de nature à assurer les qualités nécessaires à une bonne expertise.

SECTION II

DÉFAUTS DE L'ORGANISATION ACTUELLE

L'expertise, telle qu'elle est actuellement pratiquée, a été très vivement critiquée au cours de ces dernières années. Si l'on veut examiner la série d'erreurs judiciaires (1) dont

(1) LACASSAGNE. Les médecins experts et les erreurs judiciaires. *Archives d'anthropologie criminelle*, 1897, p. 5.

des expertises mal faites ont été la cause, il faut convenir qu'une grande part des reproches faits à l'expertise médico-légale sont mérités. La capacité des experts est insuffisante, par suite de l'instruction incomplète qu'ils reçoivent et des mauvaises dispositions qui président à leur choix ; d'autre part, la procédure ne garantit pas assez l'impartialité de l'expert et de l'expertise ; de plus, elle ne respecte pas, comme il convient, les intérêts de l'expert.

§ I. — INCAPACITÉ DES EXPERTS DUE AU CHOIX DÉFECTUEUX.

On a reproché aux experts d'être trop souvent ignorants, légers et négligents. Il est certain que, dans nombre de cas, des fautes grossières ont été commises. N'en prenons pour exemple que ce fait rapporté par le docteur Lacassagne, l'éminent professeur de la Faculté de Lyon : Un docteur avait été commis pour procéder à l'autopsie d'un Italien, mort des suites d'un coup de couteau reçu dans une rixe. L'expert décrit une blessure de la fosse iliaque résultant d'une incision chirurgicale, tandis que la blessure avait été faite à la région lombaire : le corps n'avait même pas été retourné.

On pourrait citer de nombreux cas du même genre où les experts se sont montrés bien en-dessous de leur mission.

Il faut attribuer en grande partie l'incapacité des experts à deux causes : l'enseignement médico-légal donné actuellement en France est insuffisant, le choix des experts est défectueux à plusieurs points de vue.

I. — Insuffisance de l'enseignement médico-légal.

Si, à l'heure qu'il est, l'enseignement médical est donné d'une façon complète dans nos facultés et écoles de médecine, l'enseignement de la médecine légale y est au contraire manifestement insuffisant au point de vue théorique et surtout au point de vue pratique ; en outre, les étudiants en médecine ne reçoivent nulle part les notions de droit qui leur seraient utiles ; rien ne les engage aux études médico-légales ; l'examen probatoire est d'ailleurs sans valeur.

L'enseignement spécial de la médecine légale ne comporte que quelques cours d'été, et comme ces notions de médecine légale sont considérées comme ayant une importance secondaire, les cours ne sont pas suivis comme ils devraient l'être.

D'un autre côté, les connaissances pratiques font presque entièrement défaut à la plupart des étudiants.

L'étude de l'aliénation mentale est très délaissée, et même les internes des asiles d'aliénés ne profitent pas suffisamment des moyens d'instruction mis ainsi à leur disposition, parce que leur éducation médicale générale est trop incomplète, lors de leur entrée en fonctions.

Pourtant cette question de l'aliénation mentale est une des plus importantes de la médecine légale ; un expert ignorant risque de faire condamner un irresponsable ou de laisser échapper des mains de la Justice des individus dangereux, car les simulateurs habiles, qui sont enfermés dans un asile d'aliénés après l'accomplissement d'un crime,

duquel ils ont été déclarés irresponsables, sont trop facilement rendus à la liberté dont ils abusent bientôt.

Si les étudiants peuvent assister quelquefois aux autopsies et aux recherches médico-légales, ils ne peuvent presque jamais y procéder eux-mêmes, et ils n'assistent pas aux examens des personnes vivantes.

En somme, les étudiants savent très peu de théorie, et malgré leur meilleure volonté, il leur est impossible d'acquérir la formation pratique qui leur est indispensable pour l'examen des cas spéciaux de la médecine légale, comme la pendaison, la submersion, les intoxications, et surtout les attentats à la pudeur.

C'est à ce point que M. Brouardel rapporte l'erreur d'un expert, qui aurait pu avoir les conséquences les plus fâcheuses pour l'inculpé. Un jeune médecin, qui avait été un excellent élève des hôpitaux, avait déclaré, dans un certificat, que l'hymen d'une petite fille avait complètement disparu ; la Justice avait poursuivi ; appelé, M. Brouardel trouve la membrane intacte. A l'audience le président demande au jeune médecin comment il a pu se tromper de la sorte ; et l'expert répond que jamais dans ses études, il n'a été à même de se livrer à une constatation de ce genre, que d'ailleurs, s'il avait voulu le faire lui-même, il aurait commis l'attentat à la pudeur.

D'autre part, l'enseignement théorique ne donne aux experts aucune des notions de droit, qui leur seraient cependant si utiles pour leur permettre de bien accomplir leur tâche. On ne peut en effet tenir comme suffisants les quelques mots sur l'organisation judiciaire, dits par le

professeur à son cours, ou les indications très sommaires que l'on trouve dans les manuels.

Les experts ne connaissent pas toujours la terminologie juridique relative aux infractions, à propos desquelles ils peuvent être appelés à donner leur avis. Cette ignorance complète du droit peut être la cause d'une mauvaise direction donnée aux recherches, d'inexactitudes dangereuses dans le rapport et aux débats. Chargé de relever les causes d'un empoisonnement, l'expert conclura, par exemple, à la non-culpabilité, en disant : qu'aucune faute n'a été commise par l'inculpé, sans examiner davantage si la négligence suffisante pour constituer l'homicide par imprudence n'existe pas. Le juge d'instruction rendra parfois, sur cet avis, une ordonnance de non-lieu préjudiciable aux intérêts de la société et de la partie civile ; cette dernière obtiendra peut-être beaucoup plus difficilement même, devant les tribunaux civils, la réparation du préjudice causé.

Dans son rapport aux débats, l'expert emploiera aussi quelquefois des expressions, qui n'ont pas la même signification dans le langage courant ou dans la langue médicale que dans la langue juridique. Il pourra ainsi induire en erreur les juges et les jurés. Prenons le mot avortement : il signifie, en médecine, l'expulsion du fœtus avant terme ; tandis qu'en droit pénal et pour les juges et les jurés, il n'y a avortement que s'il y a manœuvres criminelles, autrement, on est en présence d'une « fausse couche » ; si, par imprudence, au cours des débats, le médecin emploie cette expression dans son sens médical,

sans qu'il y ait eu de manœuvres criminelles, il jettera le trouble dans l'esprit des juges et des jurés et, quand même ses conclusions seraient négatives, qui dit que dans l'esprit des jurés surtout il ne restera pas l'idée confuse d'une présomption de culpabilité ? Sans doute, il faut espérer que cette négligence de langage n'irait point jusqu'à entraîner une condamnation imméritée ; mais il est certain qu'en s'exprimant d'une autre façon, l'expert évitera des confusions dont les conséquences pourraient être regrettables.

D'ailleurs, le médecin légiste a une mission en partie juridique ; comment pourrait-il remplir exactement son rôle, à cet égard, s'il n'a aucune connaissance du droit ? Tantôt il aura une tendance à se croire l'organe de l'accusation, tantôt il sortira des limites de ses attributions : au lieu de se restreindre dans l'application de ses connaissances médicales à la question qui lui est soumise, il empiètera sur la mission du juge.

L'ignorance du droit chez la plupart des experts est donc actuellement un danger.

L'étude de la médecine légale, avons-nous dit, est aussi trop délaissée par les étudiants. Il y a très peu d'étudiants en effet qui désirent se préparer à la pratique de l'expertise et d'ailleurs rien ne les y engage.

Le plus souvent, les étudiants ignorent si, plus tard, ils auront l'occasion d'exercer les fonctions de médecins experts, et les connaissances techniques très étendues, qu'ils auraient pu acquérir, ne suffiraient pas à leur garantir pour plus tard l'obtention de ce titre, lequel, ainsi que nous allons

le voir, est décerné aujourd'hui par des autorités souvent incompétentes.

Enfin, les fonctions d'expert offrent bien des inconvénients : le temps pris par les recherches médico-légales est considérable ; le médecin légiste est sujet à des déplacements continuels, et la rémunération, toujours faible, à laquelle il a droit, est loin de dédommager un homme très occupé ; souvent aussi, l'expert est pris à partie dans les journaux, surtout lorsqu'il s'agit d'une affaire touchant de près ou de loin à la politique : il est attaqué de la pire façon dans son savoir et même dans son honneur ; il risque de perdre une partie de sa clientèle, et, pour finir, il est exposé, pendant toute la durée des débats, aux critiques acerbes et aux plaisanteries de la défense.

Toutes ces considérations éloignent, à n'en pas douter, d'excellents médecins de la pratique de l'expertise.

Ajoutons que rien ne force les étudiants à connaître la médecine légale. En effet, la sanction de cet enseignement théorique et pratique insuffisant, l'examen probatoire de médecine légale est pour ainsi dire sans valeur : il n'y a pas d'épreuve spéciale pour cette branche de l'enseignement ; la médecine légale est inscrite au programme d'un seul examen, le quatrième, qui comprend en même temps des questions sur la thérapeutique, sur l'hygiène, la matière médicale, la pharmacologie, avec les applications des sciences physiques et naturelles.

Il est évident qu'en présence d'un programme aussi chargé, les professeurs ne peuvent exiger les connaissances nécessaires. Ils sont obligés, à leur grand regret, de se

montrer très indulgents ; les étudiants le savent ; et c'est encore une des raisons pour lesquelles ils négligent cette partie de leurs études. De sorte que le savoir réel des médecins est encore bien en dessous de l'enseignement de la médecine légale tel qu'il est prévu.

II. — Choix des experts défectueux.

Il faut convenir qu'une certaine amélioration du choix des experts a été réalisée par la loi de 1892 et par le décret de 1893 qui complète cette loi.

Autrefois, les tribunaux étaient libres de prendre pour experts qui bon leur semblait : depuis la loi de 1892, les experts doivent être choisis sur une liste dressée chaque année par la Cour d'appel. Avec ce nouveau système, on attache donc à chaque tribunal, un certain nombre d'experts offrant quelques garanties de savoir et qui, forcément, acquerront, par la pratique répétée de l'expertise, une expérience plus complète que celle qu'on peut attendre d'un expert d'occasion.

Cependant le choix des experts est encore bien imparfait. D'abord les conditions exigées pour l'admission sur la liste, à savoir : être docteur en médecine ou officier de santé et avoir cinq années d'exercice de la médecine, sont manifestement insuffisantes. Ensuite l'autorité chargée de la formation de cette liste n'a point toute la compétence nécessaire.

Le choix des experts, avons-nous dit, s'exerce sur tous les docteurs en médecine et officiers de santé, indistinctement et sans qu'il soit tenu compte, d'aucune manière,

de leur instruction médico-légale. Or nous verrons quelle distinction il faut établir entre un bon médecin et un bon expert. Tout au moins, aurait-on dû interdire l'expertise aux officiers de santé, qui n'ont aucune des connaissances spéciales nécessaires. Quelle que soit la valeur de son instruction médico-légale, le docteur en médecine a toujours subi un examen sur cette matière ; l'officier de santé n'en a point subi.

D'après l'opinion la plus répandue, les officiers de santé n'étaient appelés autrefois aux expertises médico-légales que dans le cas de réquisition. A ce point de vue, la modification, introduite par la loi de 1892, n'a pas été heureuse. Il est vrai que cet inconvénient est appelé à disparaître en même temps que les officiers de santé eux-mêmes ; mais il n'en faut pas moins critiquer l'insuffisance de la loi.

D'un autre côté, la disposition, qui exige cinq années d'exercice de la profession pour l'inscription sur la liste des experts, nuit à la capacité de ceux-ci, beaucoup plus qu'elle n'y est favorable. Cinq années de pratique médicale, et même davantage, n'apprennent pas les règles de la médecine légale et ne donnent pas l'expérience en cette matière. Au contraire, au sortir de la faculté, le jeune docteur connaît la méthode et les procédés employés dans les laboratoires ; plus on attendra pour le nommer expert, plus il aura oublié cette méthode, et moins il sera apte à l'expertise.

Enfin les médecins légistes sont présentés et choisis par une autorité incompétente. « Certes, dit M. Ducor, dans son rapport à la Société de médecine pratique, les cours et les

parquets s'appliquent avec le plus grand soin à choisir en toute conscience, comme le recommandent les circulaires de 1826 et 1842, « des hommes expérimentés dans chaque partie des sciences médicales » ; mais comment les magistrats peuvent-ils distinguer le meilleur expert, celui qu'ils doivent « s'attacher », ainsi que le recommandent encore les instructions précitées ? par quels signes se manifeste l'élu, et où les procureurs puisent-ils la compétence, qui leur permet de choisir à l'avance les médecins les plus dignes de leur confiance ? les instructions et les lois sont muettes là-dessus. »

Par conséquent le choix peut être dû à des relations influentes, à la faveur ; en tous cas les experts ainsi choisis n'offrent pas toujours les garanties d'instruction médico-légale, si nécessaires à leurs délicates fonctions.

Il serait injuste de ne pas reconnaître que bien des experts, par leurs études personnelles, leur savoir médical et leur expérience, se sont acquis dans le monde de la science une réputation parfaitement méritée, qu'ils ont rendu et rendent chaque jour, aux tribunaux, des services précieux, mais cette constatation, qu'il était de notre devoir de faire, n'enlève rien à la valeur critique de nos observations.

§ II. — DÉFAUTS DE LA PROCÉDURE CONTRAIRES A L'IMPARTIALITÉ DE L'EXPERT ET DE L'EXPERTISE, AINSI QU'AUX INTÉRÊTS DE L'EXPERT.

Si le choix des experts n'est pas favorable à la capacité que l'on doit exiger d'eux, la procédure de l'expertise est

encore plus imparfaite. Certains défauts de la procédure nuisent à l'impartialité de l'expert et de l'expertise, et par conséquent aux intérêts de toutes les parties en présence, ou de quelques-unes d'entre elles. D'autres sont de nature à nuire aux intérêts de l'expert.

Nous allons donc étudier successivement les défauts de la procédure contraires aux intérêts : 1^{er} de l'inculpé; 2^o de la partie civile; 3^e de toutes les parties indistinctement; 4^e de l'expert.

I. — Défauts contraires aux intérêts de l'inculpé.

Dans l'état actuel de la législation, deux choses peuvent nuire aux intérêts de l'inculpé : les experts sont nommés par les autorités judiciaires; l'inculpé ne jouit pas du droit de contrôle.

A) NOMINATION DES EXPERTS PAR LES AUTORITÉS SEULES.

Cette désignation de l'expert ou des experts par les magistrats, sans aucune intervention de la défense, nuit à l'impartialité de l'expert et à celle de l'expertise, dans un sens défavorable à l'inculpé.

S'il est certain que l'on a rarement lieu de soupçonner la bonne foi de l'expert, il peut arriver et il arrive fréquemment que certains faits, certaines circonstances agissent, malgré lui, sur l'esprit de l'expert et peuvent influencer son jugement.

Le législateur l'a parfaitement compris, et, en matière

civile, pour écarter ce danger, il a accordé aux parties le droit de récuser les experts, « pour les motifs pour lesquels les témoins peuvent être reprochés ». Mais en droit pénal, le juge est seul maître de l'expertise : il commet les experts-médecins et les conserve à son gré, sans tenir compte des faits qui pourraient fausser leurs jugements.

Le prévenu se trouve ainsi, devant l'accusation, privé de la garantie que le droit civil accorde aux parties. Encore une fois, nous ne doutons pas de l'impartialité de l'expert, mais il se laissera très souvent influencer, sans même qu'il s'en doute, par mille considérations, par l'amitié qui l'unit avec la victime, par exemple, ou par toute autre raison. Il dirigera alors ses recherches dans un sens défavorable au prévenu. Partant d'un point de départ erroné, ses conclusions seront elles-mêmes sujettes à l'erreur. Il faut donc regretter que l'inculpé ne jouisse pas du droit de récusation, dont il jouissait dans l'ancien droit, et ne puisse ainsi sauvegarder ses intérêts contre les préventions d'un expert.

A un autre point de vue encore, le procédé de nomination des experts est défectueux. Désigné par le jugé, le médecin légiste est porté à se croire l'homme de l'accusation ; il reçoit du magistrat les instructions et les renseignements sur l'affaire ; trop souvent il connaît son opinion sur la question. Si les données du juge sont exactes, tout est pour le mieux ; mais ce dernier peut aussi quelquefois appuyer une accusation sur des témoignages douteux ou sur un simple soupçon que semble justifier la mauvaise réputation de l'accusé. Alors l'expert, lancé dans une voie fausse, dirigera à son insu ses investigations vers un but préconçu ; tous

les renseignements qu'il recueillera seront employés par lui à justifier une conclusion d'avance arrêtée dans son esprit, toutes les observations qu'il fera le confirmeront dans cette manière de voir, et très inconsciemment du reste, il négligera certains détails qui, s'il ne s'était pas obstinément heurté à une hypothèse inexacte, l'eussent probablement conduit à découvrir la vérité.

Nous en trouvons une preuve dans l'une des dernières erreurs judiciaires, laquelle a soulevé une émotion bien légitime et qui, sans doute, a été l'occasion du dépôt de la proposition de M. Cruppi : l'affaire de la veuve Druaux. Cette femme avait été arrêtée sous l'inculpation d'empoisonnement suivi de mort sur les personnes de son mari et de son frère. Comme le faisceau de preuves, réunies par le juge d'instruction, tendait à l'empoisonnement criminel, les experts se laissèrent entraîner par cette hypothèse, et conclurent à l'ingestion d'un poison violent, à la suite de laquelle les victimes auraient succombé. Ils chargèrent un chimiste, M. Renard, d'examiner les viscères et le sang ; le chimiste ne put décèler le toxique, et toujours prévenu par l'idée de manœuvres criminelles, il négligea d'examiner le sang. Comme il avait trouvé, dans les matières fécales, quelque chose qui ressemblait à une élytre de coléoptère, il conclut à un empoisonnement par la cantharide, alors que l'analyse du sang aurait suffi à montrer la vérité.

A la suite de ce rapport des experts, la veuve Druaux fut condamnée en 1886, aux travaux forcés à perpétuité, par la Cour d'assises de la Seine-Inférieure.

Dans les années qui suivirent, plusieurs des personnes,

qui habitaient la maison de la condamnée, moururent en présentant les mêmes symptômes d'empoisonnement ou furent gravement malades ; on pensa que la présence d'un four à chaux n'était pas étrangère à tous ces accidents, le four fut éteint et depuis lors il ne se produisit plus rien d'anormal.

La révision du procès s'imposait, trois experts furent commis : MM. Brouardel, Descouts et Ogier ; ils n'eurent aucune peine à démontrer que les victimes avaient succombé à une intoxication accidentelle par l'oxyde de carbone, provenant du voisinage du four à chaux.

La femme Druaux fut acquittée et elle obtint, en vertu de la loi du 8 juin 1895, une somme de 40.000 fr. à titre d'indemnité. Elle était détenue depuis huit ans.

Il n'est pas téméraire de dire que si les experts avaient été moins portés à justifier l'opinion du juge d'instruction, leur examen aurait été plus complet ; ils auraient cherché à vérifier toutes les hypothèses qui pouvaient se présenter, étant donnés les symptômes constatés, et ils n'auraient pas négligé de procéder à l'analyse du sang.

On peut voir, par cet exemple, les dangers de la prépondérance marquée de l'accusation sur la défense dans la procédure actuelle de l'expertise.

B) LE DROIT DE CONTRÔLE DE L'INCUPLÉ EST NUL.

Quelles sont donc les garanties de l'inculpé en face des prérogatives exorbitantes de l'accusation ? Son droit de contrôle est nul pendant l'information ; nous avons vu, en

effet, que l'expert accomplit sa mission en dehors de toute participation de la défense. L'accusé ou son conseil ne connaît le résultat des opérations qu'après la clôture de l'information ; et ce n'est que, devant la juridiction de jugement, qu'il pourra discuter les conclusions du rapport. Il peut alors faire appeler, comme témoin, un homme compétent ; il obtiendra peut-être une contre-expertise, si le juge en voit la nécessité. En ce cas, les nouveaux experts examineront et critiqueront, s'il y a lieu, les rapports des premiers. Mais le contre-expert peut rarement recommencer l'expertise ; car, presque toujours, le corps du délit a disparu ou les premières opérations ont rendu impossibles de nouvelles recherches : les traces des blessures disparaissent, et il est bien rare que l'on puisse procéder utilement à une seconde autopsie.

II. — Défauts contraires aux intérêts de la partie civile.

Si notre législation de l'expertise sauvegarde mal les intérêts de l'inculpé, elle s'est encore moins préoccupé des droits de la partie civile. Le législateur a sans doute pensé que les intérêts de la partie civile étaient unis à ceux de l'accusation, et qu'il n'y avait pas lieu de les protéger davantage. Cependant on peut parfaitement supposer, nous l'avons vu, (1) des cas où l'intervention de la partie civile serait utile à la sauvegarde de ses intérêts. Nous savons que les causes d'erreur de l'expertise sont nombreuses, et qu'une expertise mal faite peut porter préjudice aux droits

(1) *Supra*. Introduction, II^e partie, p. 12.

de la société et de la partie civile, tout autant qu'à ceux de l'accusé. De plus, il faut se rappeler que, si l'affaire ne se présentait pas devant les tribunaux de répression, la partie civile jouirait de nombreuses garanties : nomination d'un expert, droit de récusation, présence à l'expertise. Que la loi accorde au coupable ou présumé tel toutes les garanties nécessaires, nous le souhaitons vivement, encore serait-il bon qu'on n'oubliât pas de protéger la victime.

— Après avoir signalé la prépondérance marquée de l'accusation sur la défense, il est presque inutile de dire que rien dans l'expertise n'est de nature à léser d'une façon spéciale les intérêts de la société. Mais nous allons voir que certaines dispositions de la procédure peuvent nuire indifféremment, tantôt à la société, tantôt à l'inculpé, tantôt à la partie civile.

III. — Défauts contraires aux intérêts des parties indistinctement.

A part les circulaires inappliquées, dont nous avons parlé, l'expertise n'est soumise à aucune réglementation : 1° La procédure n'assure pas à l'expert de bonnes conditions pour les opérations ; 2° il en résulte que les constatations sont souvent incomplètes et inexactes ; 3° le rapport n'est soumis à aucune règle ; 4° le contrôle tardif de l'inculpé nuit à la bonne interprétation du rapport.

A) LA PROCÉDURE N'ASSURE PAS A L'EXPERT DE BONNES
CONDITIONS POUR LES OPÉRATIONS.

La procédure de l'expertise ne place pas l'expert dans des conditions favorables à la découverte de la vérité. En effet, elle n'assure pas les conditions matérielles nécessaires aux recherches de l'expert ; elle n'ordonne aucune méthode pour procéder aux constatations ; l'expert est souvent seul ; la rédaction d'un procès-verbal, au fur et à mesure de ses constatations, n'est pas prescrite.

1° *Elle n'assure pas les conditions matérielles nécessaires aux opérations.* — Les conditions matérielles, sauf dans les grandes villes, ne sont pas assurées, et cela est vrai surtout pour les autopsies. L'expert procède le plus souvent seul, en ce cas, loin de son laboratoire et privé des instruments et réactifs nécessaires ; il faut donc qu'il ait recours aux autorités locales ; il éprouve, malgré leur présence, des difficultés inouïes pour se procurer les choses dont il a besoin ; l'habitant ne tient pas à prêter sa maison, son lit ou sa table ; il lui semble que tout est profané par les opérations judiciaires ; enfin le médecin trouve difficilement des aides pour le transport du cadavre.

Ces longs préparatifs augmentent la durée de l'expertise, et pour finir, l'expert opère souvent sous l'œil hostile des curieux assemblés.

On comprend que toutes ces conditions ne sont pas faites pour disposer favorablement le médecin, et l'autopsie peut s'en ressentir.

S'agit-il d'exhumation, les difficultés sont plus grandes encore : sans parler d'une répugnance bien naturelle pour ce genre de travail, les cimetières sont isolés, le médecin ne trouve pas toujours un abri et une table et le plus souvent il opère sur le bord de la fosse.

Aussi dans la plupart des autopsies, quand l'expert a trouvé sa voie, il est surmené, énervé, et cela au moment où il aurait le plus besoin de toute sa lucidité d'esprit.

2° *Absence de méthode pour procéder aux constatations.* — Le manque de toute méthode prescrite pour procéder aux constatations est un autre défaut ; le médecin dirige ses opérations comme bon lui semble. Il en résulte que bien souvent les constatations sont incomplètes et manquent de précision. Lorsque l'expert veut suivre les indications fournies pour chaque cas par les maîtres de la médecine légale, les feuilles d'expertise médico-légales du docteur Lacassagne, par exemple, les résultats sont bien meilleurs, mais il en est bien peu, même parmi les professionnels de l'expertise, qui se conforment à cette méthode, et d'ailleurs, rien ne les y oblige.

3° *Nomination habituelle d'un expert unique.* — La nomination habituelle d'un seul expert n'offre aucune sécurité pour l'impartialité de l'expertise. Le médecin légiste, qui agit seul, est sujet à bien des erreurs, à bien des négligences ; n'ayant aucun contrôle à subir, il négligera souvent de vérifier le résultat de ses observations et pourra se laisser entraîner à une opinion prématurée, d'autant plus qu'il n'aura pas à la démontrer immédiatement et qu'il la motivera à sa façon : en effet, il n'aura à subir au moment de l'expertise aucune critique compétente.

« L'expertise unique et incompétente, a dit le professeur Pinard (1), est à l'heure actuelle l'arme la plus dangereuse que je connaisse, car elle peut atteindre dans sa liberté, dans son honneur, qui ? vous tous comme moi...

» Quelle que soit la valeur d'un homme, l'expert isolé sera toujours un danger, son témoignage ne doit avoir aucune valeur aux yeux de la Justice ».

Pour montrer la vérité de ces paroles, reprenons, comme exemple, l'affaire de la veuve Druaux. Si un chimiste avait été désigné par l'accusé pour procéder à l'analyse avec M. Renard, il est infiniment probable qu'il ne se serait pas contenté des conclusions vagues, tirées de la présence d'un semblant d'élytre trouvé dans les viscères ; il aurait voulu analyser le sang, et l'oxyde de carbone aurait été décelé ; la société aurait ainsi évité une grande injustice.

4° *La rédaction d'un procès-verbal n'est pas prescrite.* — La loi n'exige pas la rédaction d'un procès-verbal au fur et à mesure des constatations et d'ailleurs, étant donnée l'organisation actuelle de l'expertise, il serait souvent impossible à l'expert d'obéir à cette prescription. Presque toujours seul, l'expert ne peut dicter ; et, les mains souillées, il ne peut écrire lui-même pendant l'opération. Tout ce qu'on peut lui demander, c'est de jeter quelques notes sur le papier, quand tout est terminé.

Encore bien souvent, il est fatigué par les préparatifs et la durée de l'expertise, et il se fie à sa mémoire. De toute façon, une fois rentré chez lui, d'autres soucis l'absorbent,

(1) Cité par M. Cruppi dans son second rapport à la Chambre des députés. *Revue de médecine légale*, 1900, p. 243

il visite sa clientèle et les détails de l'expertise s'effacent dans son esprit. Quelques jours après, au moment de la rédaction, il aura oublié des particularités intéressantes. Comment résoudra-t-il alors un problème dont les données ne sont ni certaines, ni précises, si elles ne sont pas erronées ?

B) DE CES MAUVAISES CONDITIONS, IL RÉSULTE QUE L'EXPERTISE EST SOUVENT INCOMPLÈTE, QUELQUEFOIS INEXACTE, ET QU'ELLE NE PEUT PAS ÊTRE VÉRIFIÉE.

De ces défauts de la procédure, que nous venons de signaler, il résulte que les constatations de l'expertise sont presque toujours incomplètes et quelquefois contraires à la réalité des faits ; il y a là un danger pour l'exactitude et la vérification future des conclusions.

M. Brouardel dit que la plupart des autopsies sont incomplètes, que dans la moitié des rapports qui ont été soumis à son contrôle, le crâne n'avait même pas été ouvert.

« Dans tous les cas, ajoute-t-il, un contrôle ultérieur est impossible, et à la vieille formule : « une autopsie mal faite ne se répare pas, » on peut ajouter : l'interprétation d'une autopsie n'est possible, dans les conditions actuelles, que pour l'opérateur lui-même ».

C'est là le plus grand reproche que l'on puisse faire à l'expertise actuelle. Les inconvénients que nous avons déjà signalés : l'incapacité de l'expert et sa tendance à conclure dans le sens de l'opinion du juge seraient souvent réparables, si les constatations avaient été précises et complètes.

On pourrait soumettre l'affaire au jugement d'experts plus instruits et plus impartiaux.

Mais quelle confiance aura-t-on dans l'expertise, si les faits ne sont pas rapportés intégralement et avec méthode ; les experts peuvent se tromper dans l'appréciation si délicate des diverses opérations, et de nombreuses erreurs judiciaires en font foi, notamment l'affaire du pharmacien Danval.

En effet, tous ceux qui, dans ces derniers temps, se sont occupés de cette question, ont déclaré que l'expertise avait été incomplète. « Ce qui surpasse l'imagination, a dit M. le Dr Galippe, (1) membre de l'Académie de Médecine, c'est la façon dont il fut procédé à l'autopsie de la morte. Certains organes avaient été mal étudiés ; d'autres n'avaient pas été examinés du tout, et, suivant les besoins de la cause, les experts invoquaient tantôt, l'état de conservation, tantôt, l'état de décomposition de ces organes. Du reste, au cours des débats, le professeur Cornil fit une critique sévère de l'autopsie. Il insista particulièrement sur les omissions graves que le procès-verbal des experts renfermait. Et j'entends encore sa courageuse conclusion : « Quand on voit la façon dont l'autopsie a été faite, on a honte pour son pays ! »

Aussi, depuis la grâce accordée à Danval, la réforme de l'expertise médico-légale est-elle plus que jamais à l'ordre du jour.

(1) Rapporté par Jacques Dhur ; *Le Journal*, du 3 avril 1902.

C) LE RAPPORT N'EST SOUMIS A AUCUNE RÈGLE OBLIGATOIRE

L'exposé des faits et la bonne interprétation de l'expertise ont particulièrement à souffrir du manque de méthode imposée. En l'absence d'un procès-verbal des constatations, l'exposé des faits devrait être des plus complets. Mais il arrive fréquemment que l'expert, libre d'agir comme il lui plaît, néglige cette partie de son rapport ou qu'il signale les seuls faits qui lui ont paru intéressants. Et cependant tout devrait être détaillé, car telle particularité, insignifiante pour l'expert, peut être une révélation pour un médecin plus instruit.

« La description, dit Faustin Hélie, est sans contredit la partie la plus importante du rapport, puisqu'elle renferme les faits qui doivent servir de base aux conclusions, et lors même que celles-ci seraient mal déduites, les faits étant exactement décrits, il serait aisé de les infirmer pour leur en substituer d'autres ; tandis que la plus légère inexactitude, dans le récit des faits, pourrait entraîner les conséquences les plus fâcheuses. » (1)

Ce manque de méthode dans le rapport peut être cause d'une mauvaise interprétation de l'expertise. En effet, nous avons vu que la médecine légale a des règles propres qui doivent être observées ; d'autre part, et il faut en tenir compte, le rapport s'adresse à des juges et à des jurés qui n'ont aucune connaissance médicale.

(1) Faustin HÉLIE. Instruction criminelle. T. 4, n° 1898.

*D) LE CONTROLE TARDIF DE L'INCUPLÉ PEUT ÊTRE CAUSE
D'UNE MAUVAISE INTERPRÉTATION DE L'EXPERTISE AUX DÉBATS*

Puisque l'inculpé n'a pu contrôler l'expertise pendant le cours de l'instruction, c'est seulement aux débats qu'il peut faire entendre ses observations et discuter les conclusions de l'expert, par l'intermédiaire de son avocat ou des médecins qu'il aura cités comme témoins. De son côté l'expert, appelé à déposer, doit répondre aux questions des juges et des parties; et bien que son rôle diffère essentiellement de celui du témoin, on lui impose inutilement les mêmes formalités et les mêmes ennuis qu'au témoin. Ces formalités et les discussions qui s'élèvent aux débats peuvent le troubler et nuire à l'impartialité de l'expertise.

Au moment, en effet, où le médecin arrive à l'audience, il doit prêter serment de dire la vérité, et quand il va commencer, le président l'arrête pour lui demander ses nom, prénoms, domicile et profession, et s'il n'est pas au service de l'inculpé ou ce dernier au sien. C'est alors seulement que l'expert peut déposer, et si on lui confie ensuite la moindre enquête, il doit renouveler le serment de l'article 44 du Code d'instruction criminelle, et revenir lever la main comme témoin, avant de s'exprimer sur ce qu'il vient de constater. Cette série de serments a de quoi troubler un médecin qui n'a pas l'habitude du palais; toutes ces formalités et l'appareil de la justice l'impressionnent, et il perd son peu de facilité dans l'art de la parole.

Les questions à traiter sont délicates et la moindre hésita-

tion est retenue par l'accusation et surtout par la défense pour s'en forger une arme dangereuse pour la vérité.

L'interprétation de l'expertise, avons-nous dit, est encore faussée par les discussions qui s'élèvent aux débats.

Les médecins, choisis par le président des assises, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, ou cités par les parties en qualité de témoins, n'offrent pas les mêmes garanties d'impartialité que les experts et souvent jettent le trouble dans la discussion.

Le président imprime parfois à la déposition de l'expert une tournure tendancieuse. Dans un sens inverse, l'avocat, par ses questions, cherche à intimider l'expert ; il discute point par point les termes du rapport ; il lui oppose l'avis d'un homme éminent ou lui cite des passages tronqués des maîtres de la médecine légale. Si l'expert s'embrouille, ou si, piqué, il soutient son opinion avec vivacité, on en fait état contre lui.

L'expertise unique et sans contrôle est en partie la cause de ces inconvénients. S'il y avait un expert nommé par l'accusé, la défense n'aurait pas à discuter l'expertise, puisque la discussion aurait été faite par des gens capables et qu'un rapport unique serait apporté aux débats.

Actuellement, au contraire, les discussions de l'avocat et du ministère public, des experts et des témoins et contre-experts en désaccord, font du magistrat et du juré un arbitre en médecine légale, une sorte de tiers expert sans aucune compétence, et ceci est sans doute une des raisons pour lesquelles les médecins ont été les premiers à réclamer la réforme de l'expertise.

Nous avons ainsi passé en revue les défauts de la procédure qui nuisent aux intérêts des diverses parties ; nous allons voir maintenant que l'expert souffre également des règles qui régissent l'expertise.

IV. — Défauts contraires aux intérêts de l'expert.

Certaines dispositions de la procédure actuelle, portent atteinte aux intérêts des experts : 1° Les médecins subissent la réquisition forcée ; 2° Les experts sont assimilés aux témoins ; 3° Ils ne sont pas suffisamment payés ; 4° L'absence du contrôle de l'accusé les voue aux plus vives attaques.

A) RÉQUISITION FORCÉE.

Le principe de la réquisition forcée a soulevé bien des critiques, et l'on peut se demander jusqu'à quel point, le législateur a le droit d'astreindre le médecin à fournir à la Justice un concours purement intellectuel, à résoudre des questions, qu'il juge très délicates et au-dessus de sa portée.

En obéissant à la loi, l'expert engage sa responsabilité morale à l'égard des diverses parties en présence : la société, l'accusé et la partie civile ; sans être absolument incompetent dans des questions, en apparence fort simples, qui se présentent à son examen, il peut craindre de remplir très imparfaitement sa mission ; car l'affaire peut être en réalité très complexe et exiger l'expérience d'un professionnel de la médecine légale.

On comprendrait encore que le législateur pût astreindre le médecin à se rendre en personne à l'appel de l'officier de

police : comme on pourrait le requérir pour donner des soins manuels à un blessé ou faire un pansement, par exemple, en vertu de l'article 475 § 12. Dans ce cas, le médecin n'apporte qu'un concours matériel plus ou moins habile, selon ses aptitudes. Mais quand le médecin, obéissant à la réquisition, aura prêté serment et déclaré, en son honneur et conscience, qu'il est incompetent, que fera le Tribunal ? Va-t-il, en vertu de la loi, le condamner de son chef ou sur rapport d'experts ? Le médecin n'est-il pas seul juge de sa compétence ? Personne ne peut, en effet, sonder sa conscience et la vérité de son affirmation échappe à l'examen des experts et des magistrats.

Or, faute de connaissances spéciales en médecine légale, un médecin peut se croire incompetent, et alors quel est le résultat de la loi ? Quelle utilité peut-on retirer de la réquisition et du déplacement physique du médecin ?

Pour comprendre comment le législateur a été amené à consacrer le principe de la réquisition forcée avec une telle rigueur, il faut se reporter à des événements qui ont précédé de quelques années la loi de 1892.

Une femme avait été trouvée morte et en complet état de putréfaction ; or, tous les médecins de Rodez avaient successivement refusé leur concours. D'après eux, le flagrant délit n'existant pas, ils ne se croyaient pas tenus de prêter leur ministère. Condamnés en simple police, ils eurent gain de cause en appel.

D'autres faits du même genre s'étaient produits en divers endroits, et en 1889, des bruits de grève générale circulaient parmi les médecins.

Ému par ces souvenirs récents, et persuadé à tort que

les médecins peuvent apporter d'égales aptitudes au service de la Justice, le législateur vota l'amendement de M. Grousset, c'est-à-dire l'article 23, malgré la résistance de la commission et de M. Brouardel, commissaire du gouvernement. Aux termes de cet article « Tout docteur en médecine est tenu de déférer aux réquisitions de la Justice, sous les peines portées à l'article précédent. » Cependant, la réquisition forcée n'avait pas grande raison d'être ; même pour le cas de flagrant délit, il est préférable, sauf pour les constatations absolument urgentes, de commettre les experts officiels, les autres médecins offrant moins de garantie de savoir et d'impartialité ; et cela sera vrai surtout si nous possédons un jour des experts diplômés.

La création d'une liste officielle d'experts devait suffire, il nous semble, à empêcher le renouvellement de faits analogues à ceux de Rodez.

D'ailleurs, qu'aurait-on à craindre s'ils se représentaient, puisque les magistrats ont, grâce à la rapidité des communications, toute facilité pour appeler d'autres experts ?

Quoiqu'il en soit, il ne faut pas dans l'organisation de l'expertise, se désintéresser des intérêts privés du médecin et de ses clients et, pour venger les morts, faire mourir les vivants. C'est pourtant à ce résultat que peut aboutir la réquisition forcée. Supposons en effet qu'un médecin soit appelé pour un accouchement difficile auprès d'une femme en danger de mort ; il rencontre un commissaire de police qui requiert son concours pour une affaire, peut-être insignifiante ; si le médecin est intimidé ou s'il ignore la situation exacte de la malade, il obéit et risque ainsi de

laisser mourir sa cliente ; s'il refuse, il subit les ennuis d'une condamnation.

Indépendamment des intérêts de l'expert, cette simple considération, que la réquisition forcée n'offre pas à l'expertise la sécurité de celle qui est volontairement acceptée, doit suffire pour la faire rejeter. En effet, si le médecin est appelé dans ces conditions, il ne viendra que pour éviter une pénalité et une atteinte à sa considération. Choisi au hasard et contre son gré, il n'a peut-être aucune aptitude ; apportera-t-il à la Justice un concours bien efficace ? Évidemment non, car on fait rarement bien ce que l'on fait malgré soi.

B) ASSIMILATION DES EXPERTS AUX TÉMOINS

La fausse assimilation des experts aux témoins est une cause d'ennuis inutiles pour les experts et n'a aucune raison d'être. La mission des premiers est absolument différente de celle des seconds.

Les experts ne disent pas ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont entendu : ils donnent leur appréciation sur tel fait, sur telle circonstance ; ils ne sont pas responsables, comme les témoins, de la sincérité de leurs déclarations ; ils ne peuvent être punis des peines du faux témoignage. Enfin les experts ne peuvent être reprochés.

La jurisprudence, qui assimile si bien le témoin à l'expert au point de vue du serment, est pourtant obligée de les différencier en réalité : la Cour de cassation elle-même a jugé que « quoique aux termes de l'article 317, les témoins doivent déposer oralement, il n'y a pas de nullité parce que

le témoin fait, dans sa déposition, usage de notes relatives au rapport médical, dont il a été chargé comme expert. » (1)

Mais c'est le législateur qu'il faut critiquer, car la jurisprudence ne fait qu'appliquer la loi ; une personne appelée en témoignage ne peut être considérée que comme témoin et non comme expert. C'est donc la loi qu'il faut réformer.

De cette fausse assimilation, il résulte que les experts subissent inutilement les mêmes ennuis que les témoins ; or, les témoins ne subissent ces inconvénients que d'une façon accidentelle, tandis que les médecins, inscrits sur la liste, sont les auxiliaires habituels de la Justice.

L'expert doit attendre son tour pour déposer selon le numéro d'ordre qui lui a été donné, et l'affaire dure quelquefois plusieurs jours. Enfermé dans la salle des témoins, il s'y trouve dans une promiscuité souvent des plus désagréables. Particulièrement, dans les affaires où intervient le rôle du médecin légiste, la société des témoins est des moins intéressantes.

On rapporte que le professeur Lassègue avait vivement protesté contre cette manière d'agir envers un médecin légiste. Un jour, à Versailles, où il avait été chargé d'une expertise dans une affaire de meurtre commis dans une maison de tolérance, il fut enfermé, seul homme, pendant trois heures, avec tout le personnel de l'établissement.

C) L'ABSENCE DE CONTROLE NUIT A LA CONSIDÉRATION DE L'EXPERT

Les intérêts pécuniaires et l'honneur de l'expert ont souvent aussi à souffrir du manque de contrôle ; la présence

(1) Cass., 20 mars 1851, 7 mai 1875. Sir. 75.8.240.

d'un confrère ferait taire bien des critiques. Un expert avait été commis, il y a quelques années, dans une affaire qui passionnait la France tout entière ; en nous rappelant cette affaire il nous disait que, si un jeune confrère en avait été chargé, il y aurait probablement perdu sa clientèle ; et que pour son compte, il refuserait de procéder seul à l'expertise, si pareille affaire se représentait.

D) HONORAIRES INSUFFISANTS

Lorsqu'il a rempli sa pénible et difficile mission et qu'il a été exposé aux ennuis que nous venons de signaler, l'expert se voit payé de ses travaux d'une façon dérisoire. L'augmentation apportée au tarif, par le décret de novembre 1893, a été très insuffisante et n'a guère amélioré la situation des experts ; en effet les juges se montrent aujourd'hui beaucoup plus sévères qu'autrefois pour mandater l'état des frais. Aussi un professeur de médecine légale, expert dans une grande ville, nous disait-il que volontiers il se consacrerait tout entier à l'expertise et aux questions scientifiques qu'elle soulève, mais qu'il lui fallait vivre et, qu'étant donné le prix des loyers et le taux des contributions, il se voyait obligé pour gagner sa vie de ne point négliger sa clientèle.

Nous avons ainsi observé les différents défauts que présente l'organisation de l'expertise, dans les législations qui se sont succédées ; nous tâcherons donc de les éviter dans l'organisation rationnelle que nous allons tracer maintenant.

CHAPITRE III

ORGANISATION RATIONNELLE

D'UNE BONNE EXPERTISE

Une bonne organisation de l'expertise, avons-nous dit dans notre introduction, doit assurer les trois qualités essentielles de l'expertise : d'abord la capacité et l'impartialité de l'expert ; puis ce que nous avons appelé l'impartialité de l'expertise, c'est-à-dire la conciliation dans la procédure des intérêts des parties ; enfin elle doit protéger les intérêts de l'expert. Le bon choix des experts donnera à la Justice des auxiliaires capables ; la procédure garantira l'impartialité de l'expert et de l'expertise ainsi que les droits de l'expert.

Nous allons donc étudier, dans une première section, les éléments d'un bon choix des experts. Dans une seconde section, nous rechercherons l'ensemble des règles auxquelles doit se conformer la procédure de l'expertise pour arriver à ses fins.

SECTION I

CHOIX DES EXPERTS

Avant d'étudier les moyens de choisir des experts capables, il faut que nous sachions les connaissances qu'ils doivent posséder pour être réputés tels. Nous indiquerons donc d'abord ce que doit savoir un expert capable. Nous dirons ensuite comment on peut assurer un bon choix des experts.

§ I. — CONNAISSANCES QU'IL FAUT EXIGER DES EXPERTS.

Pour apporter à la Justice le concours de ses connaissances scientifiques, il est évident que l'expert doit posséder d'abord une instruction médicale très complète. S'il en était autrement, le médecin, au lieu d'éclairer les magistrats dans les cas difficiles, ne pourrait qu'augmenter leur incertitude ou leur donner un avis erroné, et par le fait même augmenter le nombre des solutions fausses.

Voyons donc ce que doit savoir le médecin légiste pour être à la hauteur de sa mission.

« Pour être un médecin légiste suffisant, dit M. Brouardel, (1) dans son rapport à la Société de médecine légale, il faut avoir des connaissances complètes en médecine, chirurgie et accouchements ; savoir faire une autopsie, recon-

(1) Cité par M. DUCOR : Sur la réforme des expertises médico-légales, *Revue de médecine légale*, 1900, page 7.

naître les lésions spontanées des lésions provoquées ; être exercé aux recherches microscopiques nécessaires pour distinguer les taches de sang, de sperme, de méconium, etc. ; avoir étudié les symptômes, les lésions déterminées par les diverses intoxications... Enfin l'expert doit avoir étudié l'aliénation mentale. C'est à lui qu'incombe la responsabilité de décider si l'inculpé était conscient ou inconscient au moment où il a accompli l'acte qui lui est reproché... »

L'enseignement théorique et pratique de la médecine donné dans les facultés est excellent, et par conséquent les connaissances de l'expert à cet égard sont généralement suffisantes.

Mais il faut plus pour être un expert capable que pour être un bon médecin. En effet, la médecine légale est une science distincte de la médecine : elle examine les cas spéciaux dont parle M. Brouardel ; elle a une méthode particulière ; disons, en outre, qu'elle a des règles qui lui sont propres, et que l'expert doit posséder certaines connaissances juridiques.

S'il n'est pas nécessaire que l'expert connaisse toutes les questions qui peuvent se présenter en justice, il faut qu'il puisse répondre à celles qui se présentent habituellement, qu'il ait la notion exacte de ce qu'il sait et de ce qu'il ignore, qu'en face d'une difficulté, il sache dire : « Je ne sais pas » et appeler un confrère.

Outre la connaissance des cas spéciaux, il est une autre qualité absolument indispensable au médecin-expert : il doit savoir appliquer la méthode propre à la médecine légale.

« Ce qui constitue, en effet, le caractère propre de la

médecine légale, dit M. Brouardel, c'est la façon dont le médecin doit apprécier les questions qui lui sont soumises, les étudier et en tirer les conclusions. Je dirais volontiers que c'est cette méthode, différente de la méthode des autres sciences médicales, qui constitue l'essence de la médecine légale.

» Les preuves abondent. Lorsqu'un confrère interroge un médecin praticien sur tel ou tel malade, que lui demande-t-il ? Son opinion sur la nature de la maladie, sur l'avenir du malade. Le médecin répond et procède par affirmations, plus ou moins tempérées par sa prudence, plutôt que par démonstration. La marche de la maladie se chargera de démontrer la valeur de ses appréciations, et au jour le jour, suivant les événements, le médecin les rectifiera. Les faits sont en voie d'évolution, cette évolution est pleine d'inconnu ; le médecin ne raisonne pas sur un fait accompli, définitif, mais sur des probabilités qui sont dans le futur. Il donne une *opinion*.

» Est-ce là ce qui se passe en médecine légale ? Non, la Justice n'intervient que lorsqu'un délit a été commis. Elle n'a pas à prévenir, mais à réprimer. Les faits sur lesquels elle interroge le médecin légiste sont accomplis, définitifs, et elle lui demande quelles ont été les circonstances du crime ou du délit dont l'interprétation est du ressort du médecin. Celui-ci doit donc fournir, non pas une opinion modifiable suivant les circonstances qui surviendront, il n'en surviendra pas de nouvelles, mais une *démonstration*. Il doit dire qu'il est évident, qu'il est prouvé que tel accident a eu pour cause directe tel acte ou tel fait, que la victime a succombé à telle lésion produite par telle arme ou tel coup, ou bien

qu'il n'est pas possible de prouver que les choses se sont passées ainsi...

» Il y a donc en médecine légale une méthode propre, elle ne dérive pas de la façon dont le médecin est habitué à raisonner, elle en est très éloignée, et je répète que sa conquête est une des plus grandes difficultés de la pratique médico-légale. » (1)

On comprend ainsi que le meilleur médecin, dans tel cas particulier, ne sera pas le meilleur expert, car si ce médecin ne se conforme pas au mode de procédé décrit plus haut, il induira bien souvent la Justice en erreur.

Le médecin légiste doit encore savoir disposer et rédiger son rapport ; il doit aussi être exercé aux dépositions orales ; car il a des explications à fournir aux débats : s'il n'avait pas quelque habitude de la parole, il se troublerait et son expertise, si bien faite qu'elle soit, n'atteindrait pas son but.

Il nous semble enfin que l'expert doit posséder quelques notions de droit pénal et connaître à fond la législation de l'expertise médico-légale. Il remplit, en effet, une mission en partie juridique, puisqu'il est l'auxiliaire de la Justice. Pour bien remplir son rôle, il doit le connaître tout entier. Son rapport et ses explications, qui s'adressent aux juges et non à des médecins, y gagneront en clarté et en précision.

L'expertise contradictoire, que nous réclamerons plus loin, ne peut donner aucun résultat si les experts restent incapables, car ce n'est pas en associant deux experts

(1) BROUARDEL. *Introduction du précis de médecine légale de Ch. Vibert*, page X.

incompétents que l'on pourrait obtenir une expertise compétente.

§ II. — MOYENS DE FOURNIR A LA JUSTICE DES AUXILIAIRES CAPABLES

Dans l'état actuel de l'enseignement, étant donné les règles aujourd'hui en vigueur quant au choix des experts, il est presque impossible à ceux-ci, avons-nous dit, de posséder la somme des connaissances médico-légales que l'on est d'accord pour exiger d'eux.

Les moyens, qui nous paraissent propres à assurer la formation d'une liste d'experts instruits et capables, sont les suivants : 1° La création d'un enseignement spécial et d'un diplôme conférant le titre d'expert ; 2° L'admission sur la liste de spécialistes membres de droit ; 3° Le développement de l'enseignement médico-légal pour tous les étudiants.

I. — **Création d'un enseignement spécial et d'un diplôme conférant le titre d'expert.**

Pour posséder les connaissances nécessaires, l'expert doit avoir étudié et pratiqué à l'École ; il serait extrêmement dangereux de dire qu'il acquerra plus par la pratique l'expérience de l'expertise : ce serait l'exposer à bien des erreurs regrettables. En conséquence, un enseignement spécial doit être créé pour permettre aux futurs experts de bien remplir un jour les délicates et importantes fonctions

qui leur seront confiées; le législateur ne doit reculer devant aucun sacrifice quand la vie et la liberté des citoyens sont en jeu.

Dans certaines Facultés, on a cherché à améliorer et à rendre pratique l'étude de la médecine légale.

Des progrès sérieux ont été réalisés à Lyon par M. le professeur Lacassagne.

A Paris, M. Brouardel a perfectionné et il a rendu pratique l'enseignement médico-légal.

Il a organisé à la Morgue un cours de médecine légale et des exercices pratiques trois fois par semaine; à chaque leçon une autopsie est faite devant les étudiants.

Des laboratoires ont été ouverts dans les locaux de la Préfecture de police; y sont admis les élèves ayant subi les quatre premiers examens ou les docteurs en médecine qui veulent perfectionner leurs connaissances médico-légales; des maîtres de conférences y habituent les futurs experts aux recherches spéciales de la médecine légale.

Malheureusement, l'amphithéâtre de la Morgue et les laboratoires sont insuffisants; aussi, les étudiants ne peuvent y assister qu'en petit nombre et par série.

Le législateur doit, croyons-nous, compléter à Paris l'œuvre déjà en bonne voie, et créer, ainsi qu'on l'a demandé, un Institut médico-légal; il faut, en outre, que les laboratoires des médecins légistes soient ouverts de la façon la plus large possible aux futurs experts, afin qu'ils y acquièrent l'expérience nécessaire.

On devrait également établir dans toutes les facultés un enseignement analogue; cet enseignement serait donné d'une

façon toute particulière aux étudiants qui se destinent à l'expertise.

Mais il ne suffit pas que les médecins soient à même d'acquérir des connaissances médico-légales, il faut que l'on ait la preuve qu'ils ont su profiter des leçons reçues et qu'ils sont aptes à entrer en fonctions. Quels sont ceux qui peuvent le mieux trancher cette question ? Ce sont évidemment les professeurs de médecine. Aussi un examen devrait-ils être subi pour sanctionner cet enseignement de la médecine légale. Désormais, les expertises ne seraient plus confiées qu'aux médecins légistes diplômés, et, par conséquent, la liste des experts ne comprendrait plus que des praticiens dont les connaissances médico-légales auraient été reconnues par une autorité compétente. Il n'y aurait plus place sur cette liste pour des experts choisis au hasard ou par faveur.

Dans quelles conditions devrait être délivré ce diplôme ? Nous nous en rapportons sur ce point à M. Brouardel.

« L'instruction que devrait recevoir le futur expert-médecin, dit-il, serait ainsi spécifiée : Il serait docteur en médecine, ce titre témoignant de connaissances générales suffisantes. Son nom serait inscrit sur une liste indiquant ceux qui désirent obtenir le titre de médecin-expert. Cette inscription lui ouvrirait les laboratoires et les asiles d'aliénés : tous les matins, le candidat médecin irait dans un service d'aliénation mentale ; toutes les après-midi, il assisterait aux conférences de la Morgue et aux exercices pratiques dans les laboratoires. Une année scolaire suffirait pour que son éducation fut achevée. — L'éducation du chimiste-expert serait organisée d'une manière analogue.

» Un examen serait institué pour démontrer que le candidat possède réellement les connaissances scientifiques indispensables à un expert.

» Si le candidat demandait le titre de médecin-expert, l'examen pourrait comprendre :

» Une autopsie et rapport avec examen de taches ;

» Une épreuve sur un aliéné avec rapport ;

» Plus une épreuve orale sur les diverses branches de la médecine légale.

» Si le candidat demandait le titre de chimiste-expert, l'examen comprendrait :

» Une opération médico-légale : recherche chimique de poisons dans les viscères ;

» Une expertise sur des produits falsifiés ;

» Une épreuve écrite sur les diverses branches de la toxicologie » (1).

Ajoutons seulement à cela les notions de droit que nous réclamions tout à l'heure, et un rapport oral sur l'opération à laquelle a procédé le candidat. Telles seraient les conditions de l'examen conférant le titre de médecin ou de chimiste-expert.

En Allemagne, les médecins légistes sont de véritables fonctionnaires. (2) Nous ne demandons pas qu'il en soit de même chez nous, nous demandons simplement que ce

(1) BROUARDEL. *De la réforme des expertises médico-légales* ; Paris, Baillière, 1884. — L'édition de cet ouvrage est épuisée et nous avons trouvé le fragment dans Ravary, *op. cit.*, page 74.

(2) Paul LOYE. Enseignement de la médecine légale en France et en Autriche-Hongrie. *Ann. d'Hyg.*, 1389, 3^e sér., tome XXI, page 45. — RAVARY. *Op. cit.*, annexe II, page 89.

diplôme soit exigé de ceux qui veulent faire partie des listes d'experts près les tribunaux, chaque diplômé étant de droit inscrit sur la liste dressée dans le ressort du tribunal où il est domicilié. Il est évident qu'il y aurait des mesures transitoires à prévoir, et que nous n'aurions pas immédiatement un personnel médico-légal diplômé, mais on pourrait, par exemple, décerner le diplôme sans scolarité aux médecins légistes dignes de ce nom.

II. — Admission sur la liste de certains membres inscrits de droit.

En dehors des experts diplômés, il est de la plus grande utilité que l'on admette de droit certains spécialistes sur la liste des experts : les professeurs et chargés de cours des facultés, par leur situation exceptionnelle, sont mieux à même que personne de juger les cas difficiles rentrant dans les spécialités auxquelles ils se sont consacrés.

L'enseignement d'un cours, la pratique d'une clinique les entraînent à approfondir, d'une façon toute particulière, telle partie de la médecine, et leur grande compétence doit être mise à profit pour les expertises.

Cependant rappelons-nous que le meilleur médecin n'est pas par le fait même le meilleur expert ; aussi voudrions-nous que les experts de droit ne soient appelés que dans certaines circonstances où leur concours est absolument nécessaire. Nous croyons qu'il y a lieu de leur appliquer une disposition qui, nous le verrons, fait l'objet de l'article 4

de la proposition Cruppi, et qui est la suivante : *les experts (de droit) ne peuvent être choisis que si cette mesure, qui doit être justifiée par la gravité de l'affaire, est autorisée par ordonnance motivée du président du tribunal ou de la juridiction saisie.*

III. — **Extension donnée à l'enseignement ordinaire de la médecine légale.**

Si l'on arrivait à créer l'enseignement que nous réclamons et si l'on établissait une liste d'experts capables, devrait-on pour cela renoncer à donner à la masse des étudiants un enseignement plus complet de la science médico-légale ? En aucune façon. Cet enseignement devrait être rendu plus effectif, plus pratique, et l'examen ordinaire plus sérieux pour tous.

En effet, si le plus souvent ce sont les experts diplômés qui seront chargés des constatations, expertises et autopsies, il faut prévoir qu'il n'y aura pas de médecin légiste dans les campagnes, et que même en ville, dans les cas pressants, tout médecin pourra encore être appelé pour procéder aux premières constatations, lesquelles bien souvent ont une importance capitale pour la découverte de la vérité.

La création d'un enseignement spécial, que nous demandons tout à l'heure, rendra facile la réforme de l'enseignement médico-légal destiné à tous les étudiants en médecine.

SECTION II

PROCÉDURE DE L'EXPERTISE

Il ne suffit pas que le choix des experts donne à la Justice des auxiliaires capables ; l'expertise produirait encore de bien mauvais résultats, si la procédure n'assurait pas l'impartialité de l'expert et de l'expertise elle-même.

Voyons donc quelles sont les réformes qui assureront l'impartialité de l'expert et celles qui rendront l'expertise elle-même impartiale. Nous examinerons ensuite celles qui paraissent nécessaires pour sauvegarder les intérêts de l'expert dont la procédure doit également tenir compte.

§ I. — IMPARTIALITÉ DE L'EXPERT.

Actuellement, nous le savons, c'est principalement au préjudice de l'inculpé que peut se manifester la partialité d'un expert ; le juge d'instruction, seul maître de l'expertise, n'a guère besoin d'être protégé à ce point de vue ; il en est de même de la partie civile dont les intérêts sont en général unis à ceux de la société. Mais dans l'organisation que nous proposons, les autorités et l'inculpé ont un droit égal dans la nomination des experts ; nous accordons aussi un droit de contrôle à la partie civile ; il est donc nécessaire que chacune des parties en cause puisse se garantir au besoin contre la partialité d'un expert. Il est bien évident

qu'étant donné l'honorabilité du corps médical, de pareilles précautions seront tout à fait inutiles. Mais il peut y avoir des exceptions, et d'ailleurs nous savons qu'il est des cas spéciaux où il est prudent d'écarter tel ou tel expert.

Le législateur l'a si bien compris qu'en ce qui concerne l'expertise ordinaire et, par conséquent l'expertise médico-légale en matière civile, il a parfaitement admis la récusation des experts dans les articles 308 et suivants du Code de procédure : « les experts pourront être récusés par les motifs pour lesquels les témoins sont reprochés. »

Si l'on admet la récusation des experts devant les tribunaux civils, à plus forte raison devrait-elle exister devant les tribunaux de répression. En effet, devant les premiers, il ne s'agit le plus souvent que de questions d'intérêts pécuniaires, ou de questions d'état, tandis que les autres statuent non seulement sur des intérêts pécuniaires, mais encore sur l'exercice du droit qu'a la société de se défendre contre ceux qui veulent la troubler, sur l'honneur, la liberté, et parfois même la vie des citoyens. Par conséquent, le principe de la récusation devrait être admis dans l'expertise médico-légale pour chacune des parties en présence.

Mais pour que les experts n'aient pas à souffrir du discrédit d'une récusation mal fondée, il faudrait leur reconnaître un droit analogue à celui que consacre l'article 314 du code de procédure civile et permettre à l'expert, récusé à tort, de réclamer des dommages-intérêts, s'il le désire, en renonçant en ce cas à pratiquer l'expertise.

§ II. — IMPARTIALITÉ DE L'EXPERTISE

Malgré la capacité et l'impartialité de l'expert, l'expertise serait sujette à bien des erreurs, si elle n'était pas elle-même impartiale. Nous savons que pour cela l'expertise doit posséder un certain nombre de qualités qu'il est utile de rappeler :

1° Il faut que les parties puissent y faire valoir leurs droits ;

2° Que les experts soient placés dans de bonnes conditions d'opération, pour qu'ils puissent donner la mesure de leur capacité ;

3° Que les investigations des experts soient sérieusement faites et qu'elles soient complètes ;

4° Que le rapport soit fait selon les règles de la médecine légale, afin qu'on puisse l'interpréter facilement ;

5° Que les constatations des experts puissent toujours être contrôlées dans la suite, et leurs conclusions vérifiées, en cas de contestation.

On comprend facilement que, si toutes ces qualités ne sont pas réunies dans l'expertise, les chances d'erreurs augmentent et que, par conséquent, les parties peuvent en souffrir un préjudice. Quelles sont donc les réformes qu'il faut apporter à la procédure pour qu'elle assure ces qualités à l'expertise ? Ces réformes sont à notre avis :

1° La pluralité des experts ;

2° La nomination des experts accordée pour moitié à l'inculpé ;

- 3° La création de commissions de superarbitres ;
- 4° Un droit de contrôle accordé à la partie civile ;
- 5° La réglementation des opérations de l'expertise et du rapport.

I. — Pluralité des experts.

Les médecins et les jurisconsultes sont d'accord maintenant pour reconnaître que la pluralité des experts est nécessaire autant à l'impartialité de l'expertise médico-légale qu'à la bonne exécution des opérations.

L'expertise peut y gagner à plusieurs points de vue. C'est pour cette raison que, devant la juridiction civile, on procède à la nomination de plusieurs experts, lorsque les parties ne s'entendent pas sur le choix d'un seul. Au point de vue scientifique d'abord, la présence d'un second médecin ne peut avoir que d'excellents résultats. Les questions posées à l'expert étant souvent très délicates, il est bon que la science de celui-ci trouve son complément dans le savoir et l'expérience d'un confrère ; que les deux experts puissent discuter entre eux comme ils le feraient dans un cas grave, en consultation. Tel détail qui échappe à l'un, peut être relevé par l'autre. Souvent enfin il se produira entre les deux praticiens une sorte d'émulation, qui activera leurs recherches et donnera plus de certitude et de précision aux conclusions.

En second lieu, la pluralité des experts assurera ce que M. Brouardel a appelé « l'impartialité vraie du médecin légiste », et qui consiste, d'après l'éminent professeur, « à

savoir dire : je ne sais pas », pour ne pas être obligé de dire plus tard : « Je me suis trompé, parce que je ne savais pas ». Devant un confrère, l'expert, forcé de raisonner ce qu'il avance, ne sera pas tenté de se déclarer compétent à la légère ; il laissera la place aux spécialistes capables de résoudre la question.

Enfin la méthode même de la médecine légale sera bien mieux appliquée : l'expert, nous l'avons dit, ne doit pas procéder comme un médecin en consultation ; il n'a pas à émettre une opinion conseillée par la prudence sur des faits qui se modifient chaque jour ; il doit se prononcer sur des faits passés, il doit apporter une démonstration basée sur des constatations précises. Les experts se conformeront d'autant mieux à cette façon de procéder, qu'ils craindront leur critique réciproque.

« On peut être certain, dit M. Brouardel, que devant un confrère, même un ami, un médecin ne pèchera pas par négligence, et qu'à la précision de ses recherches se joindra une grande modération dans ses conclusions ; justifier devant un témoin une déduction scientifique nécessite une démonstration, et exclut la possibilité de transformer une simple opinion en une affirmation. »

Depuis longtemps, tous les hommes compétents ont proclamé les avantages de la pluralité des experts, et même beaucoup estimaient que cette seule réforme suffirait à assurer l'impartialité de l'expertise.

En 1884, M. Guillot, dans ses Principes du nouveau Code d'instruction criminelle, disait déjà : « L'expert trouverait une grande sécurité vis-à-vis de lui-même et une grande

force vis-à-vis du public, si, au lieu d'être seul à soutenir ses conclusions, il pouvait s'appuyer sur l'opinion d'un confrère. D'un autre côté, la présence d'un second expert serait de nature à prévenir les erreurs involontaires qu'un seul pourrait commettre ; il se produirait entre eux une sorte d'émulation. Comme l'esprit du savant est toujours tendu vers le progrès, les deux experts, dans leurs recherches, seraient stimulés par le désir de découvrir une particularité intéressante, de signaler un aperçu nouveau, de se donner l'un à l'autre la mesure de leur science et de leur perspicacité. »

Nous concluons donc à la pluralité des experts dans les expertises médico-légales : telle est la base d'une bonne procédure. Il est indispensable que l'affirmation de l'expert soit vérifiée et contrôlée ; qu'une émulation s'établisse au profit de la vérité.

II. — Nomination des experts en nombre égal par l'autorité et par l'inculpé.

On demandait autrefois que le second expert fût nommé comme le premier par l'autorité, qui ordonne l'expertise, et l'on pensait assurer ainsi suffisamment l'impartialité de celle-ci. Depuis, l'idée des droits de la défense a fait du chemin : la loi du 8 décembre 1897 est venue accorder à l'inculpé le droit de se faire assister par un avocat, pendant toute la durée de l'instruction préparatoire. On s'est demandé pourquoi cet inculpé n'aurait pas le droit d'intervenir aussi dans l'expertise, et de nommer autant d'experts que l'instruction en nomme elle-même ?

Devant la juridiction civile les deux parties peuvent s'entendre pour la nomination d'un seul expert ; sinon, elles désignent chacune leur expert, et le tribunal en nomme un troisième pour départager les deux premiers. Pourquoi n'agirait-on pas de même devant la justice criminelle, où de chaque côté les parties ont aussi des intérêts à défendre, et où les conséquences du procès sont autrement graves que devant un tribunal civil ?

Il est absolument indispensable de protéger l'expert contre la tendance qu'il aura, malgré lui, à se faire l'homme de l'accusation. Nommé par le magistrat instructeur, il reçoit de lui des indications dont son esprit reste inconsciemment prévenu et bien souvent, l'expérience l'atteste, il cherchera avant tout dans l'inculpé un coupable. La pluralité des experts ne suffirait pas à parer à ce défaut de l'expertise, telle qu'elle est actuellement organisée ; il faut donc que l'expertise soit contradictoire, à moins bien entendu, que l'accusé, assisté de son conseil, n'y renonce.

En cas d'urgence et s'il est absolument impossible d'agir autrement, on pourra autoriser exceptionnellement la nomination d'un seul expert, choisi même en dehors de la liste. Mais comme cet expert n'offrira pas les capacités de ceux qui sont inscrits sur la liste officielle, sa mission devra être restreinte aux constatations strictement nécessaires ; après quoi l'expertise devra reprendre sa procédure normale.

Il nous semble enfin que l'expert de la défense doit-être choisi sur la liste officielle ; autrement, il pourrait devenir une cause de trouble par son incapacité et son parti-pris.

III. — Création de commissions de superarbitres.

Nous voilà donc en présence d'experts nommés, les uns par l'accusation, les autres par la défense ; il faut maintenant prévoir le cas où les deux experts ne seront pas d'accord. Et alors qui les départagera ? Il nous semble qu'il est nécessaire d'éviter les discussions des experts aux débats ; car alors les juges et les jurés deviennent des arbitres sans compétence ; or la présence même d'un troisième expert n'empêcherait pas le fait de se produire.

Le désaccord des experts nous montre combien la question à résoudre est délicate ; il faudra, croyons-nous, pour trancher le conflit, avoir recours à une compétence toute particulière ; où la trouverons-nous ? Dans une commission de superarbitres choisis parmi ceux qui offrent le plus de garanties au point de vue du savoir et de l'impartialité : les professeurs des facultés de médecine formeraient cette commission, chargée de trancher en dernier ressort la question discutée. Cette commission pourrait être divisée en sections selon les compétences. Un rapporteur serait désigné par elle pour développer ses conclusions devant le tribunal.

Les contre-expertises disparaîtraient ainsi et les discussions dangereuses seraient évitées ; puisque le contrôle par l'accusé aurait été exercé pendant l'instruction, ainsi que nous l'avons vu.

Ajoutons que pour éviter l'impersonnalité du superarbitrage, il serait bon d'exiger la signature des superarbitres au bas de leur rapport.

IV. — Droit de contrôle accordé à la partie civile.

Les deux réformes que nous venons d'étudier, l'expertise contradictoire et l'institution d'un superarbitrage, permettent à deux des parties, la société et l'inculpé, de faire valoir leurs droits dans l'expertise. Il faut que la partie civile puisse en faire autant, quand elle le croira utile. Nous avons vu que dans certains cas les intérêts de la société et ceux de la partie civile peuvent n'être pas toujours unis. (1) Il est donc nécessaire d'accorder à celle-ci, sinon une participation à l'expertise, du moins une représentation compétente ; elle pourrait par exemple s'adjoindre un médecin, choisi sur la liste officielle, lequel ferait, en son lieu et place, tels dires et réquisitions qu'il jugerait convenables, mais sans avoir le droit de procéder lui-même à l'expertise.

V. — Réglementation des opérations et du rapport.

Pour obtenir une expertise sérieuse, il faut placer les experts dans les conditions les plus favorables à la bonne exécution des divers actes de leur mission.

Diverses dispositions de la procédure garantiront ces bonnes conditions : 1° une méthode exigée pour les opérations ; 2° des conditions matérielles assurées ; 3° la présence du juge d'instruction ; 4° la rédaction d'un procès-verbal ; 5° une méthode exigée dans le rapport ; 6° la communication d'un rapport unique aux autorités.

(1) Introduction, II^e partie, p. 12.

A) MÉTHODE EXIGÉE POUR LES OPÉRATIONS.

Nous avons déjà vu combien il est utile que les opérations de l'expertise soient faites suivant une méthode déterminée à l'avance, et quels avantages pratiques présente cette manière de procéder. Cette méthode est employée avec succès en Allemagne pour les autopsies et nous paraît excellente. Il serait très à désirer que le législateur fit dresser, une fois pour toutes, par une commission composée de médecins légistes et de criminalistes éminents, des feuilles d'examens pour tous les cas prévus en médecine légale. Les recherches seraient dirigées d'une manière bien plus efficace, si les experts étaient astreints à suivre les indications données par des personnes d'une compétence exceptionnelle.

Déjà des feuilles d'examen ont été établies avec succès à Lyon, par le professeur Lacassagne ; elles servent à l'enseignement des étudiants et sont consultées avantageusement par les experts.

B) CONDITIONS MATÉRIELLES

Nous demandons également qu'on fasse le nécessaire pour fournir aux experts un emplacement, et pour leur garantir toutes les conditions matérielles, grâce auxquelles ils puissent se livrer utilement à leurs opérations.

Un laboratoire complet devrait être installé, non seulement près de chaque faculté, mais aussi, pour le moins, au chef-lieu du département. On pourrait y amener, à fin d'autopsie, les cadavres du département tout entier, et les experts

pourraient y pratiquer leurs recherches, quand ils le croiraient utile.

Quant aux autopsies faites hors du laboratoire, un minimum d'installation devrait être exigé. Si on ne facilite pas ainsi les constatations médico-légales, les difficultés de l'expertise augmentent et l'expert, trouvant sa tâche fatigante et sans attrait, hâte ses recherches, fait une expertise incomplète et aboutit à de fausses conclusions.

C) PRÉSENCE DU MAGISTRAT

La présence du magistrat et d'un greffier à l'expertise rendrait, dans la plupart des cas, de grands services à la bonne exécution des opérations.

D'abord l'autorité requérante pourrait préciser à l'expert les points sur lesquels portent les doutes de la Justice. Ensuite elle lui assurerait les conditions matérielles nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Enfin elle veillerait à la régularité des opérations.

Il est évident qu'en fait et pour de multiples raisons, il est bien souvent impossible au juge d'instruction d'assister à l'expertise. Mais on devrait exiger au moins la présence du magistrat aux autopsies, ainsi que cela se passe en Allemagne. Cette expertise, d'une gravité particulière, mérite d'être toujours surveillée.

D) RÉDACTION D'UN PROCÈS-VERBAL.

Le rapport ayant pour base les constatations faites pendant l'examen médico-légal, il est certain que, si ces consta-

tations ne se présentent pas avec clarté et précision à l'esprit de l'expert, au moment où il rédige son rapport, les conclusions pécheront par la base, et les renseignements, tirés de l'expertise ainsi faite, induiront souvent les juges en erreur.

Dans les cas ordinaires, la présence de deux experts permet suffisamment la rédaction immédiate d'un procès-verbal, mais lorsque les recherches sont plus difficiles, et notamment pour l'autopsie, il sera presque impossible aux médecins-légistes, tandis qu'ils opèrent, de noter les particularités intéressantes, si personne n'est présent pour écrire sous leur dictée.

En fait, avons-nous dit, les experts se contentent ordinairement de prendre quelques notes quand les opérations sont terminées. Mais si les recherches ont duré un certain temps, bien des détails sont déjà oubliés; ces détails qui, pendant l'examen avaient paru n'avoir aucune importance, auraient peut-être mis les experts sur la voie de la vérité, au moment où ils rapprochent leurs diverses constatations pour conclure. Que sera-ce si l'expert attend plusieurs jours pour consigner ses observations et dresser son rapport? Il est évident que les conclusions d'une expertise ainsi faite auront perdu une grande partie de leur valeur.

Pour éviter ces pratiques fâcheuses, une bonne législation devrait exiger la présence à l'expertise d'un greffier, dans certains cas et particulièrement pour les cas d'autopsie; le greffier écrirait, sous la dictée des experts, en suivant pour cela les indications des feuilles d'expertise, dressées à l'avance. Les constatations seraient ainsi plus complètes et entièrement transcrites.

Une copie de ce procès-verbal serait remis aux experts, et dans le recueillement du cabinet, ces derniers pourraient rédiger leur rapport, en ayant sous les yeux les données exactes de leur examen.

L'emploi des feuilles d'examen et la rédaction immédiate du procès-verbal permettraient en outre, si les conclusions étaient discutées dans la suite, de soumettre les constatations de l'expertise, dont les éléments matériels auraient disparu, au jugement d'experts plus instruits, et, en cas de désaccord, aux superarbitres. Ceux-ci trouveraient des éléments sérieux d'appréciation dans des constatations complètes, dirigées avec méthode et rédigées avec une scrupuleuse exactitude.

E) MÉTHODE EXIGÉE DANS LE RAPPORT

Le rapport doit être soumis aux règles propres de la médecine légale, car c'est lui qui indique au juge les résultats de l'expertise. Les opérations auraient-elles été des mieux réussies, si le rapport n'en n'est pas l'expression exacte, si les conclusions n'apparaissent pas clairement, le juge n'en sera pas moins induit en erreur, et le succès de l'expertise, compromis.

Il est donc indispensable d'obliger les experts à suivre une méthode déterminée, une fois pour toutes, par les hommes de la science. En ce qui concerne l'exposé des faits, la chose est inutile, puisqu'il sera la reproduction exacte du procès-verbal; mais les autres parties du rapport, les conclusions surtout, doivent être soumises à des règles précises établies d'avance.

F) COMMUNICATION D'UN RAPPORT UNIQUE A L'AUTORITÉ

Quel est maintenant le meilleur moyen de donner aux magistrats une notion exacte de l'expertise, pour que les droits de chacun soient respectés ?

Si l'on admet l'organisation de l'expertise, telle que nous venons de la décrire, organisation qui offre toutes les garanties de capacité et d'impartialité, et qui place l'expert dans les meilleures conditions pour opérer, il suffira, nous semble-t-il, de communiquer aux magistrats le rapport unique des experts ou celui de la commission des super-arbitres.

Faire intervenir au débat public tous les experts et les laisser discuter, devant les juges et les jurés incompétents, le résultat des opérations nous paraît absolument inutile, et nous croyons même que cela ne ferait que nuire à la découverte de la vérité.

Le contrôle de l'expertise par les parties, la discussion des opérations et des conclusions des experts sont devenus inutiles pendant l'instruction définitive, puisque chacun a déjà pu contrôler et discuter l'expertise, au cours de l'instruction préparatoire. Cependant il ne faut rien exagérer, le juge et les jurés, ne devant pas être liés par le rapport, il faut leur reconnaître le droit d'appeler les experts soit pour leur faire lire eux-mêmes ce rapport, soit pour les interroger sur tous les points qui pourraient leur paraître obscurs.

§ III. — RÉFORMES FAVORABLES AUX INTÉRÊTS DE L'EXPERT.

Si une procédure rationnelle doit respecter les intérêts des parties, elle doit aussi garantir les intérêts de l'expert. Nous savons que l'organisation actuelle ne protège pas suffisamment ces intérêts ; des réformes sont donc nécessaires, et il est d'autant plus utile de les réaliser que, pour la plupart, elles profiteraient également à la sauvegarde des droits des parties. Ces réformes sont : 1° la suppression de la réquisition forcée ; 2° la suppression du serment prêté par les experts en qualité de témoin et 3° l'augmentation des honoraires.

I. — **Suppression du droit de réquisition.**

Nous avons vu qu'actuellement la sanction du droit de réquisition n'avait pas sa raison d'être ; elle est devenue inutile le jour où l'on a établi une liste d'experts ; nous avons montré également qu'elle était contraire à la bonne exécution de l'expertise. Il y a donc lieu de supprimer la pénalité établie par l'article 23 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine.

II. — **Suppression du serment prêté par les experts en qualité de témoins.**

Pour faciliter la tâche des experts, on devrait laisser à l'expertise son caractère particulier pendant l'instruction

définitive ; nous savons, en effet, que la mission confiée à l'expert est d'une nature toute spéciale.

C'est ainsi qu'on devrait dispenser l'expert de prêter serment en qualité de témoin ; pourquoi lui faire jurer de dire la vérité, rien que la vérité, alors qu'il est sujet à toutes sortes d'erreurs involontaires ? Le serment est une excellente garantie de l'impartialité des témoins, mais il ne faudrait pas qu'il dégénérât en une formalité inutile, compliquant sans raison la procédure et pouvant même être une cause de nullités.

Les différents serments, requis successivement d'un même expert, n'ont pas de raison d'être ; il serait bien préférable que l'expert appelé prêtât serment devant la justice pour toute la série d'opérations qu'il aura à accomplir dans une même affaire : constatations, autopsies, rapports, explications orales devant les tribunaux.

Enfin, on devrait dispenser les experts d'aller attendre leur tour, dans la salle des témoins, ainsi que cela se pratique aujourd'hui ; les autoriser à assister, s'il leur plait, à tous les débats et, si les magistrats le trouvent nécessaire, on pourrait ne les entendre à leur tour qu'en l'absence des autres experts, comme cela se passe pour les témoins.

III. — **Augmentation du tarif des experts.**

Une autre réforme, qui ne se rattache qu'indirectement à l'organisation de l'expertise et qui cependant a son importance pour le bon recrutement du personnel médico-légal, est celle du tarif des honoraires. Ceux-ci ont été élevés par

le décret du 21 novembre 1892, mais ils sont encore bien insuffisants ; il serait urgent d'assurer aux experts une situation analogue à celle que peut se faire un bon médecin, au moyen de la clientèle. On trouverait ainsi un plus grand nombre de médecins, disposés à se consacrer exclusivement à la médecine légale, et la justice y gagnerait. Les tribunaux seraient alors en droit d'obliger les experts à déposer leur rapport dans un délai assez court : ce rapport serait souvent mieux fait et la durée de la prévention serait ainsi diminuée.

Disons enfin que l'organisation nouvelle, réclamée par nous, rendrait moins nombreuses les erreurs judiciaires ; il serait juste que l'État emploie à augmenter les honoraires des experts, les sommes qu'il verse actuellement aux victimes de ces erreurs.

Nous venons de voir les qualités que doit posséder une bonne organisation de l'expertise médico-légale. Il est utile maintenant de rechercher comment ces qualités peuvent être assurées à l'expertise dans une législation positive. L'étude des projets de réforme, élaborés au cours de ces dernières années, va nous donner à ce sujet d'utiles indications.

CHAPITRE IV

ÉTUDE CRITIQUE DES PRINCIPAUX PROJETS SUR LA RÉFORME DE L'EXPERTISE MÉDICO-LÉGALE

Depuis longtemps la réforme de l'expertise médico-légale occupe les esprits. De temps en temps, une erreur judiciaire, due à l'imprudence ou à l'incapacité d'un expert, attire de nouveau l'attention publique sur ce grave problème et le maintient à l'ordre du jour des « questions d'actualité. »

Déjà le 20 septembre 1789, le professeur Chaussier lisait à la séance publique de l'Académie de Dijon « ses observations chirurgico-légales sur un point important de la jurisprudence criminelle ; » (1) à la fin de son rapport, il demandait, dans ses conclusions rédigées sous forme d'articles, une série de réformes, dont plusieurs, dans leurs grandes lignes au moins, pourraient être reprises avantageusement de nos jours.

Il voulait, notamment : 1° La présence de deux adjoints pour la visite ordinaire et trois pour l'autopsie.

2° Une formule générale pour la rédaction du rapport.

(1) CHAUSSIER, *op. cit.*, page 593.

3° La rédaction immédiate du rapport et son dépôt dans les 24 heures.

4° L'envoi du rapport à un bureau de vérification, créé dans les chefs-lieux de départements.

Pendant la première moitié du dix-neuvième siècle, nous ne trouvons pas trace de projet de réforme. Mais, en 1853, le docteur Desbois signale à la Société de Médecine de Rouen, les inconvénients de l'expertise effectuée par un seul médecin ; il demande la présence d'un second expert dans les affaires criminelles. Un extrait de ce rapport a été publié par les *Annales d'Hygiène et de Médecine légale*. (1)

A partir de ce moment, les critiques de la loi et les réclamations deviennent plus fréquentes.

En 1877, M. Louis Penard présente à la Société de médecine légale un projet de réforme du tarif des frais judiciaires en matière de médecine légale. (2)

Le Dr Chevalier, membre de l'Académie de Médecine, publie un article sur « la nécessité de créer des cours pratiques de chimie médico-légale pour former les experts près les tribunaux. » (3) Il y rappelle que le Dr Devergie, le savant praticien de la médecine légale, a émis le vœu :

« 1° Que l'expert désigné par la justice n'agisse que sous la foi du serment, qui engage son honneur et sa conscience.

» 2° Que la nomination par la justice d'un expert soit sanctionnée par la preuve, au préalable, de connaissances en médecine légale.

(1) *Annales d'Hyg. et de Méd. lég.*, 2^e sér., tome 2, Juillet 1854, page 96.

(2) *Id.*, 1877, tome II, p. 102.

(3) *Id.*, 1879, tome II, p. 385.

» 3° Qu'il soit institué en France des experts rétribués par l'État, à la suite d'épreuves scientifiques.

» 4° Qu'il y ait des experts de deux degrés : les premiers, habituellement appelés ; les seconds, n'étant appelés que pour contrôler, lorsqu'il y a lieu, la première expertise. »

En 1880, paraît un livre du D^r Morache sur la médecine légale, son exercice et son enseignement. Le savant professeur de médecine légale de Bordeaux demande la réforme de l'enseignement et l'organisation de l'expertise.

En 1884, le D^r Brouardel publie son ouvrage sur la réforme de l'expertise médico-légale. (1)

Depuis 1879, la question de la réforme de l'expertise médico-légale était entrée dans la voie parlementaire. Nombreux sont les projets qui ont été proposés depuis lors.

Les uns ont été présentés aux Chambres ; les autres ont été discutés devant les sociétés de médecine ou publiés dans des revues de médecine ou de jurisprudence.

Nous nous bornerons à examiner quatre projets principaux ; ils offrent, à ce que nous croyons, un résumé de toutes les réformes, qui ont été proposées pour la solution du problème qui nous intéresse.

Le premier fait partie du projet de réforme du Code d'Instruction criminelle, adopté par le Sénat le 5 août 1892, mais n'a pas encore été voté par la Chambre. Une section de ce projet est consacrée à l'expertise criminelle.

(1) BROUARDEL. *Réforme de l'expertise médico-légale*, chez J.-B. Baillière et fils, 1884. Il nous a été malheureusement impossible de nous procurer cet ouvrage dont l'édition est épuisée ; nous ne le connaissons que par les citations qu'en donnent les divers auteurs que nous avons consultés.

Le deuxième projet de loi est plus spécial à la réforme des expertises médico-légales; il a été présenté à la Chambre des députés par M. Cruppi, le 22 novembre 1898, (1) et voté par la Chambre le 30 juin 1899. (2)

Les deux projets suivants sont dus, l'un à M. Ducor, et l'autre à M. Motet.

Le premier est annexé à un rapport présenté à la Société de Médecine pratique de Paris en 1899. (3)

Le second résume les conclusions qui terminent le rapport de M. Motet à la Société de médecine légale sur le projet Cruppi. (4)

Nous nous proposons d'examiner dans une première section comment est organisée l'expertise dans ces divers projets; nous conserverons pour cette étude les divisions que nous avons adoptées dans notre chapitre consacré à l'organisation actuelle de l'expertise.

Dans une seconde section, nous apprécierons la valeur législative de ces projets; nous choisirons, parmi les dispositions qu'ils proposent, ceux qui nous paraissent devoir mieux réaliser l'idéal d'organisation que nous avons essayé d'esquisser; nous y ajouterons quelques réformes nouvelles dont les avantages pratiques nous apparaissent comme certains. Il ne nous restera plus ensuite qu'à donner une conclusion à cette étude sous forme d'un projet de loi.

(1) *Journal officiel*, 1898. Documents parlementaires, Chambre des députés, sess. extraord., p. 311, annexe 407.

(2) Voir le texte à l'annexe III.

(3) *Revue de Méd. lég.* 1900, page 5.

(4) *Revue de Méd. lég.* 1900, page 269.

SECTION I

ORGANISATION DE L'EXPERTISE DANS LES DIVERS PROJETS

§ I. — ORGANISATION DE L'EXPERTISE DANS LE PROJET DE RÉFORME DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Tout le monde connaît l'histoire de notre projet de réforme du Code d'instruction criminelle. On sait que ce projet, déposé au Sénat le 17 novembre 1879 par M. Le Royer, garde des sceaux, fut voté par cette haute assemblée le 5 août 1882, à la suite d'un rapport de M. Dauphin. Transmis à la Chambre des députés, il fit l'objet d'un rapport de M. Goblet, en date du 15 novembre 1883, puis successivement de trois rapports de M. Bovier-Lapierre, le 20 janvier 1885, le 15 janvier 1891 et le 3 décembre 1895.

Depuis lors, le projet n'a plus fait l'objet de travaux parlementaires. Mais on sait que c'est de ce projet qu'a été détachée, par M. Constans, la loi sur l'instruction contradictoire (loi du 8 décembre 1897.)

La réglementation de l'expertise médico-légale n'a guère varié dans les divers rapports auxquels le projet a donné lieu. Notre étude portera sur le texte du dernier rapport, déposé en 1895 par M. Bovier-Lapierre. (1)

(1) Voir le texte à l'annexe II.

I. — Choix des experts.

En principe, les experts devront être choisis sur une liste officielle. (1) Aux termes de l'article 68, § 1 du projet, « la liste des experts qui exercent devant les tribunaux est dressée chaque année, pour l'année suivante, par la Cour d'appel, sur l'avis des facultés, des tribunaux civils et des chambres et tribunaux de commerce, suivant les formes fixées par un règlement d'administration publique ».

Mais il y a deux exceptions à cette règle : en cas d'urgence, d'abord, le juge d'instruction peut choisir l'expert qu'il lui plaira, à condition d'énoncer les motifs d'urgence dans son ordonnance ; (2) en second lieu, lorsque les circonstances l'exigent, la chambre du conseil peut autoriser le juge d'instruction à choisir un expert qui ne figure pas sur la liste officielle. (3) Pourrait-elle accorder la même faculté à l'inculpé ? Le texte ne le dit pas ; nous inclinierions cependant pour l'affirmative, en vertu d'un argument d'analogie.

II. — Procédure de l'expertise.

Il y a lieu d'examiner la procédure admise par le projet au triple point de vue de la nomination, du serment et de la mission des experts.

(1) Art. 61 et 62, § 1 du projet.

(2) Art. 66, § 1 et 2 du projet.

(3) Art. 68, § 2 du projet.

A) NOMINATION DES EXPERTS.

Dans le système du projet, des experts doivent être désignés chaque fois que l'expertise paraît nécessaire à la découverte de la vérité. (1) Le projet ne contient aucune disposition analogue à celle de l'article 41 du Code d'instruction criminelle ; il n'y a plus d'expertise rigoureusement prescrite en cas de flagrant délit, s'il y a mort violente ou dont la cause soit inconnue ou suspecte.

Le projet ne parle que des expertises ordonnées par le juge d'instruction, (2) mais évidemment les experts pourront encore être nommés par les officiers de police judiciaire en cas de flagrant délit ou par les juridictions de répression, lorsque celles-ci ne seront pas suffisamment éclairées.

Le juge d'instruction a le droit d'appeler un ou plusieurs experts, (3) et doit aviser l'inculpé de cette nomination.

L'inculpé peut alors désigner à son tour un expert pris sur la liste, lequel sera chargé d'une mission particulière dont nous parlerons plus loin. S'il y a plusieurs inculpés, ils doivent se concerter pour faire cette désignation d'accord. (4) Ce choix doit être exercé dans les vingt-quatre heures au plus tard, après l'avis donné à l'inculpé de la désignation du premier expert. (5)

Mentionnons que le projet du Sénat avait accordé un

(1) Art. 61 du projet.

(2) Art. 61 et seq. du projet.

(3) Article 61 du projet.

(4) Article 62, § 2 du projet.

(5) Article 62, § 3 du projet.

délai de quarante-huit heures à l'inculpé, mais la commission de la Chambre a trouvé que la prolongation du délai nuirait à l'instruction et a réduit celui-ci à vingt-quatre heures.

Du droit pour l'inculpé de désigner un expert, il résulte que l'expertise doit toujours se faire devant deux experts au moins, mais il y a des exceptions à cette règle : quand les circonstances l'exigent, le juge d'instruction peut ordonner une expertise d'urgence, à condition d'indiquer expressément dans l'ordonnance les motifs de l'urgence.

En ce cas, l'inculpé n'est pas représenté à l'expertise. (1)

Mais tout contrôle ne lui est pas refusé : le juge d'instruction doit immédiatement lui donner avis qu'il a été procédé à une expertise et l'inculpé a le droit de choisir un expert, sinon pour contrôler l'expertise, du moins pour contrôler le rapport. (2)

Le projet du gouvernement prévoyait aussi la nomination de deux autres experts : l'un représentant le ministère public, l'autre la partie civile ; mais la commission du Sénat a supprimé cette disposition du projet primitif.

B) SERMENT

Le projet n'apporte aucune modification aux règles du serment ; dans l'article 64 il reproduit la disposition de l'article 44, § 2 du code d'instruction criminelle : « Tout expert, dit-il, prête devant le juge d'instruction, serment de

(1) Article 66, § 1 et 2 du projet.

(2) Article 66, § 3 du projet.

remplir sa mission en honneur et conscience ». Il n'y a donc aucune innovation à ce sujet.

C) MISSION DES EXPERTS

Les opérations des experts et le rapport sont réglementées, au contraire, par certaines dispositions nouvelles, que nous allons étudier rapidement.

1° *Opérations des experts.* — La mission des experts, nommés par le juge d'instruction, est presque la même qu'autrefois ; ils doivent procéder à l'examen et faire leur rapport.

Il y a une seule différence : ils reçoivent les observations de l'expert de l'inculpé, et doivent procéder aux recherches indiquées par lui, si elles leur paraissent de nature à faire découvrir la vérité.

L'expert de la défense a une toute autre mission. Il ne joue pas à proprement parler le rôle d'expert ; il est plutôt chargé de contrôler l'expertise, il y remplace l'inculpé et il apporte à la défense le secours de sa compétence spéciale, comme l'avocat met à la disposition de l'inculpé ses connaissances juridiques et son expérience des affaires criminelles (1).

Le rôle de cet expert, pendant les opérations de l'expertise, consiste à surveiller les experts nommés par le juge et à réclamer d'eux toute mesure utile à la manifestation de la vérité. S'il y a lieu, il relèvera les fautes commises, il signalera les oublis et donnera des aperçus nouveaux. Lorsqu'il aura des observations à présenter aux magistrats

(1) Art. 62, § 1 du projet.

sur les opérations de l'expertise, il les consignera immédiatement au bas du procès-verbal, ou plus tard à la suite du rapport. (1) Mais l'expert de l'inculpé ne prend aucune part aux recherches. Il ne discute pas avec les experts désignés par le juge, et il ne peut joindre ses conclusions aux leurs. Il est, par conséquent, plutôt un surveillant expérimenté qu'un expert proprement dit.

Si des difficultés viennent à se produire au cours de l'expertise, c'est au juge d'instruction qu'il appartient de les trancher sauf recours à la chambre du conseil ; ce juge pourra dans ces cas adjoindre un ou plusieurs experts à ceux qu'il avait primitivement désignés. (2)

2° *Du rapport.* — La rédaction du rapport n'est soumise à aucune règle par le projet. Les experts le rédigent comme ils l'entendent ; mais il y entre un élément nouveau : ce sont les observations rédigées par l'expert de l'inculpé, soit au bas du procès-verbal, soit à la suite du rapport. (3)

Cet expert pourra, de cette façon, signaler au juge les défauts de l'expertise, et, s'il y a lieu, lui demander d'en ordonner une nouvelle.

Le contrôle de l'expertise par un expert que désigne l'inculpé, tel est le principe qui domine l'organisation de l'expertise dans le projet du Code d'instruction criminelle. En 1898, l'idée des droits de la défense a fait de nouveaux progrès, et c'est l'expertise contradictoire que propose M. Cruppi dans le projet dont nous allons donner l'analyse.

(1) Art. 62, § 1 du projet.

(2) Art. 63 Id.

(3) Art. 62, § I Id.

§ II. — PROJET DE LOI VOTÉ PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
SUR L'INITIATIVE DE M. CRUPPI (1)

Le 22 novembre 1898, M. Cruppi présentait à la Chambre des députés un projet de loi sur la réforme de l'expertise médico-légale. Il demandait l'expertise contradictoire, c'est-à-dire des experts désignés en nombre égal par les juges et par l'inculpé, et chargés de procéder ensemble à l'expertise. En cas de désaccord entre les experts, ceux-ci devaient être départagés par une commission de superarbitres. (2)

Ce projet fut envoyé à la Commission de la réforme judiciaire et, le 6 décembre suivant, M. Cruppi déposait un second rapport ; (3) mais la Commission avait remplacé les superarbitres par un tiers expert. De nouveau le projet fut renvoyé à la Commission, et M. Cruppi revint, le 18 mai 1899, avec un rapport supplémentaire : il s'agissait d'étendre à toute expertise criminelle les dispositions de la loi, qui d'abord ne devaient régir que l'expertise médico-légale. (4) Enfin le projet fut discuté le 29 juin 1899 et voté le 30 juin suivant. (5)

En vertu d'une disposition additionnelle, les règles de la loi nouvelle étaient déclarées applicables au Code de justice militaire.

(1) Voir le texte à l'annexe III.

(2) *Journal officiel*. Doc. parlem. Chambre des députés, 1898, page 311, annexe 407.

(3) *Journal officiel*. Doc. parlem. Chambre des députés, 1898, page 447, annexe 484.

(4) *Journal officiel*. Doc. parlem. Chambre des députés, 1899, page 1592, annexe 950.

(5) *Journal officiel*. Déb. parlem. Chambre des députés, p. 1732 et suiv.

Pour examiner les modifications apportées à la législation actuelle par ce projet, nous nous placerons à deux points de vue : le choix des experts et la procédure de l'expertise.

I. — Choix des experts.

L'article 1^{er} du projet prévoit la formation d'une liste de tous les experts admis à pratiquer l'expertise en matière criminelle. En ce qui concerne les médecins et chimistes-experts, les seuls dont nous avons à nous occuper, l'article 2, dispose : « La liste des médecins et chimistes, admis à pratiquer les expertises médico-légales et chimico-légales devant les tribunaux, est dressée chaque année, pour l'année suivante, par les cours d'appel, le Procureur général entendu, sur la proposition des tribunaux civils, des facultés et écoles de médecine, de pharmacie et de sciences. »

A côté des médecins inscrits au choix sur la liste, il y a les experts qui y figurent de droit : « Les professeurs et chargés de cours des dites facultés, dit l'article 2, § 2, les médecins, chirurgiens, accoucheurs et pharmaciens des hôpitaux dans les villes où siègent des facultés et écoles de plein exercice, les médecins d'hospices et asiles publics d'aliénés, feront partie de droit de cette liste. Ils y seront, autant que possible, classés par catégories suivant leurs spécialités. »

Telle est la composition de la liste des experts. En principe, les experts, qu'ils soient désignés par les autorités judiciaires ou par l'inculpé, doivent être pris sur cette liste.

La désignation des experts inscrits au choix est absolument libre ; mais les experts de droit ne peuvent être désignés que si cette mesure est justifiée par la gravité de l'affaire, et si elle est autorisée par ordonnance motivée du président du tribunal ou du président de la juridiction saisie. Lesdites ordonnances ne sont susceptibles d'aucun recours. (1)

En somme, les règles concernant le choix des experts, dans ce projet, ne diffèrent pas beaucoup de celles qui sont aujourd'hui appliquées, ou de celles que propose le projet du Code d'instruction criminelle. Comme ce dernier projet, le projet Cruppi a cependant l'avantage de faire participer les Facultés à la formation de la liste ; en outre, il appelle des spécialistes à la pratique de l'expertise médico-légale ; ce que ne prévoyait pas le projet de 1879.

Les réformes apportées à la procédure de l'expertise sont plus importantes.

II. — Procédure de l'expertise.

Le principe qui domine le projet Cruppi, c'est que l'expertise est contradictoire, c'est-à-dire faite par des experts représentant les deux principaux intérêts en présence.

Examinons d'abord le fonctionnement normal de l'expertise dans ce projet. Nous étudierons ensuite les exceptions à la règle. Nous verrons enfin de quelle façon sera tranchée le conflit entre experts par le tiers arbitre.

(1) Art. 4 du projet Cruppi.

A) FONCTIONNEMENT NORMAL DE L'EXPERTISE

Quand une expertise paraît nécessaire, le juge ou la juridiction compétente désigne un expert et ne doit en désigner qu'un seul. Cependant, dans le cas où il y aurait lieu à des recherches scientifiques d'ordres variés, il peut en nommer plusieurs. (1)

« Cette précision, dit M. Cruppi dans son rapport, (2) a été réclamée par plusieurs membres de la commission, dans le but de rendre l'expertise contradictoire plus simple, plus rapide et moins onéreuse pour le Trésor. »

Le juge notifie immédiatement à l'inculpé la nomination de l'expert ou des experts. L'inculpé a le droit d'en choisir un nombre égal, mais il doit exercer ce droit dans les trois jours, à peine de déchéance. (3)

L'expertise spéciale, ordonnée par le président de la Cour d'assises en vertu de son pouvoir discrétionnaire, est elle-même contradictoire ; mais le prévenu ne jouit dans ce cas d'aucun délai pour choisir un expert. (4)

Enfin, lorsqu'il y a plusieurs inculpés, ceux-ci doivent se concerter pour désigner l'expert ou les experts communs. (5)

Dans le projet qui nous occupe, il n'y a pas lieu d'établir entre les experts la distinction faite entre eux par le projet du Code d'instruction criminelle ; les uns et les autres ont

(1) Art. 3, § 1 du projet Cruppi.

(2) Rapport du 6 déc. 1898, *Journal officiel*, loc. cit.

(3) Art. 3, § 2 et 3 du projet Cruppi.

(4) Art. 3, § 5 Id.

(5) Art. 3, § 6 Id.

la même mission, qu'ils soient nommés par l'inculpé ou par les autorités judiciaires. « Ils jouissent, dit l'article 7 du projet Cruppi, des mêmes droits et prérogatives. Ils procèdent ensemble à toutes les opérations et leurs conclusions sont prises dans un rapport commun, après avoir été discutées contradictoirement. » De cette façon, les droits de l'accusation et ceux de la défense trouvent un égal appui dans l'expertise.

B) EXCEPTIONS.

Il est parfois impossible que l'expertise soit contradictoire. En ce cas, le projet exige qu'il y ait au moins pluralité d'experts ; cette disposition offre encore une certaine garantie à l'inculpé. (1)

Lorsque celui-ci n'a pas choisi son expert dans le délai de trois jours, à dater de la notification, il est censé avoir renoncé au droit de le désigner lui-même : l'expertise ne peut être indéfiniment ajournée, car les indices qu'on doit y recueillir pourraient disparaître, ce qui rendrait la preuve impossible. (2) De même, si l'auteur du crime et du délit est inconnu, si le prévenu est en fuite, il faut que l'on puisse procéder sans lui à l'expertise. Dans ces différents cas, il est cependant nécessaire que ses intérêts soient sauvegardés : il y aura lieu de procéder alors à la nomination de deux experts. (3)

Le projet prévoit enfin deux hypothèses où la nomination de deux experts est inutile ou impossible : elle est inutile

(1) Art. 5 du projet Cruppi.

(2) Art. 3, § 3 et 4 Id.

(3) Art. 5 Id.

lorsque l'inculpé renonce formellement à l'expertise contradictoire et accepte l'expert désigné par le juge; en effet, l'inculpé n'agira ainsi que s'il n'a aucun avantage à retirer de la nomination du second expert et il évitera de la sorte des frais de justice. (1)

L'expertise contradictoire ou même la pluralité d'experts devient impossible dans les cas d'extrême urgence. Le procureur de la République et le juge d'instruction peuvent alors, et notamment lorsqu'ils se sont transportés sur les lieux, pour constater un flagrant délit, ou si les indices sont sur le point de disparaître, nommer un seul expert, même non inscrit sur la liste officielle. Mais la mission de cet expert est très restreinte; il n'est nommé qu'à titre provisoire, il procède seulement aux premières constatations, il assure, s'il y a lieu, la conservation des pièces à expertiser et dresse du tout un procès-verbal sommaire qui est visé par le juge ou le procureur. Mais le principe de l'expertise contradictoire ne fléchit pas pour les autres recherches et constatations, ni pour le rapport, à moins que d'un commun accord, les premières constatations soient jugées suffisantes par le magistrat instructeur et l'inculpé. S'il en est autrement, des experts sont désignés conformément aux prescriptions précédentes, le procès-verbal et tous les documents leur sont transmis; ils complètent l'expertise et dressent leur rapport. (2)

(1) Art. 6 du projet Cruppi.

(2) Art. 9 Id.

C) ORGANISATION D'UN ARBITRAGE

Lorsqu'il y a pluralité d'experts et surtout lorsque les experts représentent des intérêts distincts, le désaccord peut naître entre eux ; il est alors indispensable qu'une autorité soit chargée de les départager. Dans son premier rapport, M. Cruppi avait voulu confier ce soin à une commission de superarbitres, mais il s'est rallié ensuite à un second système, qui lui a paru plus simple, et qui a été adopté par la Chambre des députés.

S'il y a conflit entre les experts, ceux-ci désigneront un tiers expert pour les départager ; s'ils ne peuvent pas s'entendre pour faire cette désignation, elle sera faite par le président du tribunal ou par le président de la juridiction saisie. Le dépôt d'un rapport unique et l'intervention de ce tiers arbitre pourraient faire croire que la question scientifique est alors considérée comme définitivement tranchée ; mais il résulte du rapport de M. Cruppi qu'il n'en est pas ainsi. « Il est bien entendu, dit M. Cruppi, que dans notre pensée, l'avis des experts et la décision de l'arbitre ne sauraient lier les magistrats. Il ne nous semble pas possible d'empêcher que les solutions scientifiques soient discutées à l'audience... »

— Enfin aux termes de l'article 11 du projet, les articles 43, 44, 59 du Code d'instruction criminelle sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la loi nouvelle.

Le principe de l'expertise contradictoire, ainsi organisée par le projet Cruppi, a été généralement accepté dans le monde scientifique. On s'est seulement borné à demander

que le choix des experts soit confié à une autorité plus compétente et à réclamer dans la procédure de meilleures conditions d'opération et des règles à suivre pour les recherches et les rapports. Les projets de MM. Ducor et Motet vont nous donner l'occasion d'étudier la plupart des réformes par lesquelles on voudrait compléter le projet de loi que nous venons de commenter.

§ III. — PROJET PRÉSENTÉ PAR M. DUCOR A LA SOCIÉTÉ DE MÉDECINE PRATIQUE. (1)

Le projet de M. Ducor fait suite à une étude sur la proposition primitive de M. Cruppi. L'auteur y combat la création des commissions de superarbitres, qui avait été proposée à la Chambre. Mais M. Cruppi, dans son rapport du 6 décembre 1898, s'étant rallié à l'idée d'arbitrage par un tiers-expert, nous n'avons pas à nous occuper ici de cette question.

Par conséquent, il nous suffira d'étudier les modifications que ce projet apporte au choix des experts et à la procédure de l'expertise, tels qu'ils sont organisés dans le projet Cruppi.

I. — **Choix des experts.**

M. Ducor ne pense pas qu'une liste restreinte d'experts choisis parmi les plus capables, même après avis des facultés, soit une garantie suffisante de la capacité des experts. Ces listes ont, à ses yeux, le grave défaut de créer, au profit des experts inscrits, une présomption de savoir qui est loin d'être toujours justifiée, et qui peut, dans certains

(1) Voir le texte de l'annexe IV.

cas, devenir dangereuse ; car « par l'origine de leur nomination, consacrée par le choix des tribunaux, le travail de l'expert prend une importance telle qu'il entraîne la conviction du juge et qu'il aboutit à la condamnation d'un innocent. » (1)

En conséquence, il demande que l'enseignement médico-légal soit développé et rendu pratique pour tous les étudiants, de telle sorte que tous les médecins soient aptes à remplir les fonctions d'experts.

D'après lui, il n'y a pas lieu de créer un nouveau diplôme ; et cela, pour plusieurs raisons. D'abord, le bon expert a d'autres moyens de se faire connaître, et malgré tout, la compétence de l'expert diplômé n'étant pas universelle, il faudrait toujours avoir recours, dans certaines questions, à des experts spécialistes. Ensuite, les experts finiraient par former un corps de fonctionnaires, ce qui n'est pas à souhaiter. Enfin tous les systèmes, qui ont été proposés, prévoient qu'en certains cas, tout médecin peut être appelé à l'expertise ; il serait par conséquent dangereux d'augmenter l'instruction de quelques-uns pour négliger celle des autres.

Pour ces divers motifs, M. Ducor propose de composer la liste des médecins admis à pratiquer les expertises, devant chacun des tribunaux et chacune des Cours d'appel, « de tous les docteurs en médecine français, jouissant de leurs droit civils et politiques, domiciliés soit dans l'arrondissement du tribunal, soit dans le ressort de la Cour d'appel. » (2).

(1) DUCOR, *op. cit.*, page 48.

(2) Art. 1 du projet Ducor.

Les experts désignés par le juge d'instruction ou par l'inculpé seraient alors choisis sur cette liste et ce ne serait qu'exceptionnellement qu'ils pourraient être pris sur la liste d'un autre tribunal. (1)

II. — Procédure de l'expertise.

Dans les grandes lignes les dispositions du projet de M. Ducor, concernant la procédure de l'expertise, sont les mêmes que celles du projet Cruppi. Il n'en diffère que sur quelques points de détail.

M. Ducor demande d'abord qu'il y ait des règles établies pour procéder à la visite et au rapport. « De la sorte, dit-il, l'autopsie est toujours complète, le rapport s'appuie sur des constatations authentiques, et le contrôle des conclusions tirées de cette opération est toujours possible. »

Le projet laisse à un règlement d'administration publique le soin de « déterminer la méthode à suivre pour tout expert requis de pratiquer une autopsie ou de rédiger un rapport sur un cas criminel. »

Comme M. Cruppi, M. Ducor est obligé d'admettre des exceptions à la règle de l'expertise contradictoire ; mais il ne veut pas abandonner le principe de la pluralité des experts, et il ne prévoit qu'un seul cas où l'expertise ne sera pas pratiquée par deux experts :

Aux termes de son article 2, « l'expertise ne sera pratiquée par un seul expert que s'il y a urgence absolue et en même

(1) Art. 3, § 1 et 4 du projet Ducor.

temps impossibilité d'obtenir le concours d'un deuxième expert. Les motifs d'urgence sont mentionnés dans l'ordonnance. »

Pour maintenir le contrôle de la défense, lorsque l'inculpé n'a pu nommer son expert, l'article 4, paragraphe 4, décide que « si l'expertise a été ordonnée avant la mise en cause ou l'arrestation de l'inculpé, celui-ci a le droit, après la communication du rapport, de choisir un expert, qui examine le travail des experts commis et présente ses observations et ses réquisitions. »

§ IV. — SYSTÈME ADOPTÉ PAR LA SOCIÉTÉ DE MÉDECINE LÉGALE

En 1899, la Société de Médecine légale a consacré plusieurs séances à la discussion du second projet présenté à la Chambre des députés par M. Cruppi. A la suite de cette discussion, le Dr Motet fut chargé de présenter à la Société un rapport sur la question de l'expertise médico-légale. (1)

Le rapporteur n'a pas présenté comme conclusion de son travail un projet rédigé sous forme d'articles. Il s'est contenté d'exposer le sujet, de rappeler les vœux formulés autrefois par le Dr Brouardel, de faire la critique des divers articles du projet Cruppi et d'y ajouter ou d'y retrancher certaines dispositions. Néanmoins de l'ensemble de ce travail ressort un système assez nettement défini.

Pour ne pas tomber dans d'inutiles redites, nous n'indiquerons ici que les modifications apportées par le Dr Motet au projet voté par la Chambre.

(1) *Rev. de méd. lég.*, 1900, p. 269. Voir Annexe V.

I. — Choix des experts.

Le rapporteur accepte la liste du projet Cruppi, mais avec un léger changement. Il demande qu'on ajoute à cette liste les membres de l'Académie de médecine et les membres de l'Académie des sciences.

Mais la formation de cette liste ne pourra donner de bons résultats que si les médecins, appelés à y figurer, ont reçu, au préalable, une instruction médico-légale suffisante. Pour cela, il faut qu'un enseignement spécial soit donné aux futurs experts et que la preuve de leur savoir soit attestée par un diplôme, différent d'ailleurs pour les médecins experts et pour les chimistes experts.

En conséquence, il sera tenu compte dans la composition des listes de ces diplômes et « des certificats spéciaux qui pourraient être délivrés par les Universités, ainsi que des travaux de médecine légale pratique, des écrits des médecins proposés au choix des Cours et tribunaux. »

En ce qui concerne la désignation des experts de droit, on peut discuter la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'autoriser leur nomination, même en dehors du cas où « cette mesure est justifiée par la gravité de l'affaire », comme le veut le projet Cruppi. « C'est à l'autorité judiciaire, dit M. Motet, qu'il appartient de statuer, après avoir apprécié la valeur des motifs qui seront invoqués, que l'affaire soit grave ou non. »

Enfin, on se rappelle qu'au cas d'urgence, le projet Cruppi permet de commettre, à titre provisoire, un seul expert, non

inscrit sur la liste officielle. Le rapporteur fait observer que les magistrats doivent avoir recours, le moins possible, à ces experts provisoires. « Qu'ils emmènent plutôt avec eux, dit-il, un expert habitué aux constatations; ils éloigneront ainsi des causes d'erreur, d'oubli, et rendront plus sûre l'expertise définitive. »

II. — Procédure.

La règle admise touchant le fonctionnement de l'expertise est que celle-ci doit être faite par deux experts, nommés l'un, par l'autorité judiciaire, l'autre, par l'inculpé. Mais, nous le verrons tout-à-l'heure, M. Motet demande que le mot d'expertise contradictoire ne soit pas prononcé.

Le rapport précise d'abord quelques points de détail concernant la nomination de l'expert de l'inculpé. Cet expert doit être désigné dans le délai d'un jour franc. « Dans le cas où l'inculpé ne répondrait pas, le juge d'instruction nommerait un second expert. » Il y a en effet intérêt pour la justice et le prévenu à ce que les constatations soient faites dans le plus bref délai possible. Aussitôt qu'il aura été désigné par l'inculpé, l'expert sera averti par l'autorité compétente, de la même manière que les autres experts; et, comme eux, il sera invité à prêter serment.

Quant à la façon dont les experts doivent opérer, M. Motet dit qu'il est absolument indispensable que l'expertise soit une et, supprimant la dernière partie de l'article 7 : « après avoir été discutées contradictoirement, » il propose de rédiger ainsi cet article : « Les experts désignés par le

juge d'instruction et le prévenu jouissent des mêmes droits et prérogatives. Ils procèdent ensemble à toutes les opérations et leurs conclusions sont prises, après délibération, dans un rapport commun. »

« Nous voudrions, dit-il, pouvoir supprimer le mot contradictoire de tout le projet de loi, comme nous voudrions qu'on ne laissât pas persister qu'il y a un expert de l'accusation, un expert de la défense. Cela ne doit pas exister : il ne peut, il ne doit y avoir en présence que deux hommes de bonne foi, recherchant ensemble la vérité, se contrôlant mutuellement, soit, mais s'aidant aussi, sans autre préoccupation que celle d'éclairer la Justice. Cette égalité des droits, des prérogatives, crée l'égalité des devoirs. »

Enfin, le rôle du médecin expert étant d'une nature spéciale, ce médecin doit toujours être considéré comme expert, même lorsqu'il dépose devant les cours et tribunaux, et jamais comme témoin.

Quant à l'arbitrage, il est laissé au soin du tiers expert, mais le rapporteur souhaite la création d'une « commission scientifique supérieure, analogue au tribunal des superarbitres de Berlin, permettant de juger scientifiquement des questions d'ordre exclusivement scientifique, et qui auraient donné lieu à des contestations entre experts. »

SECTION II

DISPOSITIONS DES DIVERS PROJETS RÉALISANT DANS LA LÉGISLATION POSITIVE LES RÈGLES ADMISES DANS NOTRE ORGANISATION RATIONNELLE

Deux principes différents dominent ces divers projets : la pluralité des experts, dans le projet de Code d'instruction criminelle : l'expertise contradictoire, dans les trois autres. Nous avons vu que la pluralité des experts ne peut assurer suffisamment les qualités d'une bonne expertise, et, dès lors, nous nous sommes ralliés au système de l'expertise contradictoire.

Comme MM. Ducor et Motet, pour rédiger notre projet, nous prendrons dans le projet Cruppi la plus grande partie des dispositions qui y sont contenues. Nous en modifierons quelques-unes et nous en ajouterons d'autres que nous prendrons dans les divers projets, ou que nous aura suggérées l'étude à laquelle nous nous sommes livré. L'idée qui présidera à ce choix sera toujours la réalisation, dans la législation positive, de l'idéal d'organisation que nous avons tracé plus haut. Il ne nous restera ensuite qu'à rassembler dans nos conclusions ces dispositions d'origines diverses pour en former un projet de loi, répondant à tous les besoins de l'expertise médico-légale. Nous conserverons dans cette étude la division que nous avons adoptée : choix des experts et procédure.

§ I. — CHOIX DES EXPERTS.

Quant au choix des experts, nous nous en rapportons au système de M. Brouardel, appliqué en partie au projet Cruppi par M. Motet. Nous demandons l'enseignement spécial et la nécessité d'un diplôme pour être inscrit sur la liste des experts. Nous avons déjà développé les raisons qui nous ont fait adopter ce système, et nous croyons inutile d'y revenir.

Il est d'ailleurs évident que l'intervention des facultés dans le choix des experts, telle qu'elle est admise par le projets de 1879 et par celui de M. Cruppi, n'apporte pas de modification sensible à l'état de choses actuel.

Cependant, une disposition du projet Cruppi, sur le choix des experts, nous a paru excellente et nous en avons donné les raisons : c'est l'inscription de droit, sur la liste, de certains docteurs se recommandant par leurs connaissances toutes particulières. Ajoutons-y seulement, avec M. Motet, les membres de l'Académie de médecine et de l'Académie des sciences. Mais il y a lieu d'appliquer aux experts de droit la disposition du projet Cruppi. La désignation de ces experts devra donc rester exceptionnelle. En effet, ils ne doivent pas être trop souvent enlevés à leurs graves occupations, et, d'ailleurs, les avantages conférés par le diplôme doivent être conservés aux autres experts.

D'autre part, il est certain que le corps des experts diplômés ne sera pas de suite au complet ; par conséquent

des mesures transitoires doivent intervenir pour assurer le fonctionnement de l'expertise pendant quelques années. Enfin, il faut bien prévoir certains cas où il sera impossible de choisir des experts inscrits. En conséquence, il est indispensable, avons-nous dit, d'abord de rendre plus effectif l'enseignement médico-légal pour tous les étudiants, ensuite de restreindre le plus possible la faculté laissée aux autorités judiciaires de nommer des experts non inscrits. Le projet Cruppi laisse aux magistrats une trop grande latitude à cet égard. Avec ce système, les magistrats pourraient déroger trop souvent au principe et la règle deviendrait l'exception.

§ II. — PROCÉDURE DE L'EXPERTISE.

Les principales dispositions de M. Cruppi sur l'expertise contradictoire nous paraissent excellentes; elles sont généralement adoptées par tous. Nous lui empruntons la plupart de ses dispositions à cet égard, en y ajoutant quelques modifications.

Le délai de 3 jours, accordé à l'inculpé pour désigner un expert, nous paraît rendre très difficile l'application de l'expertise contradictoire, nous préférons reprendre le délai de 24 heures du projet de Code d'instruction criminelle.

Il nous semble, avec M. Ducor, qu'il est utile de restreindre, autant que possible, la faculté laissée au juge, par le projet Cruppi, de nommer un seul expert. Nous acceptons, sur ce point, la disposition de M. Ducor dont nous avons parlé.

Nous avons demandé plus haut le droit de récusation pour

le ministère public, l'inculpé et la partie civile, dans les cas où les témoins peuvent être reprochés. Nous insérons cette disposition dans notre projet de loi, en accordant des dommages-intérêts à l'expert récusé à tort.

Nous reproduisons aussi, dans un article de notre projet, une disposition contenue dans le projet primitif de 1879 : le droit pour la partie civile de se faire représenter aux opérations de l'expertise par un expert. Cet expert aura le droit d'adresser toutes réquisitions à ceux qui opèrent et il pourra insérer ses observations à la suite du procès-verbal ou du rapport.

Le projet Cruppi ne présente aucune réglementation de l'expertise et du rapport : c'est le plus grand reproche que nous ayons à faire à ce projet.

Nous inscrivons dans notre projet l'obligation de se servir des feuilles d'examen que nous avons réclamées, la rédaction forcée d'un procès-verbal sur ces feuilles d'examen et d'une copie à délivrer aux experts, enfin le dépôt du rapport dans les 48 heures, sauf prorogation de délai par l'autorité requérante.

Enfin, en cas d'autopsie, nous voulons la présence obligatoire du juge et du greffier ; ce dernier rédigeant le procès-verbal sous la dictée des experts.

Nous avons donné les raisons de ces différentes dispositions, nous n'y reviendrons pas.

Reste la question d'arbitrage : nous empruntons au premier projet Cruppi les commissions de superarbitres qui ont été demandées aussi par MM. Brouardel et Motet.

Nous laissons à une règlement d'administration publique,

pris après avis des Facultés de Médecine, de Pharmacie et des Sciences, le soin d'organiser l'enseignement pour tous les étudiants, l'enseignement spécial des futurs experts et les diplômés de médecin et de chimiste-expert ; d'établir les feuilles d'examen, de déterminer les règles du rapport et d'indiquer le minimum d'installation nécessaire à l'expertise.

Ce règlement déterminera également les conditions dans lesquelles les Facultés fonctionneront comme tribunaux de superarbitres, et décidera s'il n'y a pas lieu d'y adjoindre des médecins et chimistes-experts diplômés, dont les connaissances médico-légales se sont affirmées dans la pratique de l'expertise.

En dernier lieu, le règlement indiquera dans quelles conditions il y aura lieu d'augmenter les honoraires des experts.

Enfin, nous supprimons le droit de réquisition forcée de l'art. 23 de la loi du 30 novembre 1892

CONCLUSIONS

Art. 1. — La liste des médecins et chimistes experts, admis à pratiquer les expertises devant les tribunaux de répression, est dressée chaque année, pour l'année suivante, par les Cours d'appel ; elle se compose des docteurs en médecine et des chimistes habitants dans le ressort de la Cour d'appel, pourvus du diplôme de médecin expert et de chimiste expert, et qui auront demandé leur inscription sur la liste.

Art. 2. — Les professeurs et chargés de cours des Facultés et Écoles de médecine, de pharmacie, les médecins, chirurgiens et accoucheurs des hôpitaux dans les villes où siègent les Facultés et Ecoles de plein exercice, les médecins d'hospices et asiles publics d'aliénés, les membres de l'Académie de médecine et de l'Académie des sciences feront partie de droit de cette liste.

Ils y seront, autant que possible, classés par catégories, suivant leur spécialité.

Art. 3. — Lorsqu'une expertise médico-légale paraît nécessaire à la découverte de la vérité, le juge d'instruction ou la juridiction compétente désignent sur la liste annuelle, dressée en conformité des articles précédents, un expert,

ou plusieurs s'il y a lieu à des recherches scientifiques distinctes.

La désignation dudit ou desdits experts est immédiatement notifiée au ministère public, à l'inculpé, à son conseil et à la partie civile.

Art. 4. — L'inculpé choisit dans le délai de 24 heures, sur la liste officielle, un nombre égal d'experts. Dans le cas où l'inculpé n'a pas répondu dans le délai, le juge nomme un second expert, comme il est dit à l'article. 8.

Dans le cas où une opération urgente d'expertise est ordonnée par le président de la Cour d'assises, l'accusé exerce séance tenante, s'il le juge utile, son droit de choisir un expert.

S'il y a plusieurs inculpés, ils doivent se concerter pour faire cette désignation.

Art. 5. — Les experts inscrits sur la liste annuelle d'une autre Cour d'appel et les experts désignés à l'article 2 ne peuvent être choisis que si cette mesure, qui doit être justifiée par la gravité de l'affaire, est autorisée par ordonnance motivée du président du tribunal ou de la juridiction saisie.

Art. 6. — Les experts désignés par les juges et le prévenu jouissent des mêmes droits et prérogatives. Ils procèdent ensemble à toutes les opérations et leurs conclusions sont prises dans un rapport commun.

Art. 7. — La partie civile peut, à son gré, désigner sur la liste un expert qui aura pour mission de la représenter, de contrôler l'expertise et d'adresser toutes réquisitions aux experts, sans qu'il puisse prendre part aux opérations et à la rédaction du rapport.

Il aura seulement le droit, s'il le juge utile, de consigner ses observations à la suite du procès-verbal ou du rapport.

Art. 8. — Si l'auteur du crime ou du délit est en fuite, s'il est inconnu ou s'il ne veut pas nommer d'experts, l'expertise doit être confiée au moins à deux experts choisis sur la liste officielle.

Art. 9. — Il ne peut être procédé à l'expertise par un seul expert ou par des experts, non inscrits sur la liste officielle, que s'il y a impossibilité absolue d'obtenir le concours de plusieurs experts ou d'experts inscrits.

En ce cas, l'ordonnance, le réquisitoire ou l'avertissement doivent être motivés par l'autorité requérante.

L'expert ou les experts ainsi désignés sont nommés à titre provisoire. Ils procèdent aux premières constatations, assurent, s'il y a lieu, la conservation des pièces à expertiser et dressent du tout un procès-verbal sommaire, qui est visé par l'autorité requérante.

Ce procès-verbal est transmis avec tous les autres documents aux experts, qui sont immédiatement désignés conformément aux dispositions ci-dessus, à moins que ces premières constatations soient jugées suffisantes, d'un commun accord, par le magistrat instructeur, l'inculpé et la partie civile.

Art. 10. — Si l'expertise a été ordonnée avant la mise en cause ou l'arrestation de l'inculpé, celui-ci a le droit, après la communication du rapport, de choisir un expert, qui examine le travail des experts commis, et présente ses observations et réquisitions.

Art. 11. — Les experts peuvent être récusés avant le commencement des opérations, par les motifs pour lesquels les témoins peuvent être reprochés, sur la proposition du ministère public, de l'inculpé ou de la partie civile.

Si la récusation est contestée, la question sera tranchée par ordonnance du président du tribunal ou du président de la juridiction saisie.

Art. 12. — Les ordonnances, prévues par les articles 5 et 11, ne sont susceptibles d'aucun recours.

Art. 13. — Quelle que soit la mission confiée à l'expert, il prête le serment de l'article 44 du Code d'instruction criminelle, et ce serment est valable pour toutes les opérations dont il pourra être chargé dans la suite, pour la même affaire.

Art. 14. — Les experts procèdent à leurs opérations suivant les indications prescrites par des feuilles d'examen, dressées suivant des types spéciaux pour les différents cas.

Un procès-verbal de la visite sera rédigé sur ces feuilles d'examen au fur et à mesure des constatations; l'original sera déposé au greffe du tribunal et une copie en sera immédiatement délivrée aux experts, pour y continuer la rédaction de leur rapport selon les règles prescrites.

Le rapport devra être déposé au greffe dans le délai de 48 heures, sauf prorogation de délai par les autorités requérantes.

Art. 15. — En cas d'autopsie, la présence du juge d'instruction et de son greffier est obligatoire. Ce dernier en rédige le procès-verbal sous la dictée des experts.

Art. 16. — Si les experts sont d'avis opposé, il en est référé à une commission de superarbitres.

Art. 17. — Un règlement d'administration publique, après avis donné par les Facultés de médecine, de pharmacie et des sciences et par la Société de médecine légale :

1° Déterminera les réformes qu'il y a lieu d'apporter à l'enseignement général de la médecine légale, dans les Facultés de médecine, de pharmacie et des sciences.

2° Il créera un enseignement spécial de Médecine légale dans chaque Faculté, et déterminera les conditions moyennant lesquelles le diplôme de médecin et de chimiste experts sera accordé.

3° Il établira des feuilles d'examen pour les divers cas de médecine légale, il déterminera les règles du rapport et indiquera le minimum d'installation nécessaire pour procéder aux expertises et aux autopsies.

4° Il fixera dans quelles conditions les Facultés de médecine, de pharmacie et des sciences fonctionneront comme commission de superarbitres.

5° Il déterminera dans quelle mesure il y a lieu d'augmenter le tarif des experts.

Art. 18. — L'article 23 de la loi du 30 novembre 1892 est abrogé.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Pendant les cinq années qui suivront la promulgation de la loi, dans les Cours d'appel où le nombre des experts diplômés sera insuffisant, la liste des médecins et chimistes,

admis à pratiquer l'expertise médico-légale devant les tribunaux, sera dressée ou complétée chaque année, pour l'année suivante, par la Cour d'appel, le procureur général entendu, sur la proposition des tribunaux civils, des Facultés, Écoles de médecine, de pharmacie et des sciences.

S'il y a lieu, le délai de cette disposition transitoire sera prorogé par un règlement d'administration publique.

ANNEXES

ANNEXE I

Décret du 21 novembre 1893, relatif : *1° aux conditions suivant lesquelles peut être conféré le titre d'expert devant les tribunaux ; 2° à la révision des tarifs du décret du 18 juin 1811, en ce qui concerne les honoraires, vacations, frais de transport et de séjour des médecins.*

Le Président de la République française :

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ;

Vu la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine et notamment les § 2 et 3 de l'article 14 ;

Vu le décret du 18 juin 1811, contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et le tarif général des frais ;

Le Conseil d'État entendu,

Décète :

CHAPITRE I^{er}.— DES CONDITIONS DANS LESQUELLES EST CONFÉRÉ LE TITRE D'EXPERT MÉDECIN DEVANT LES TRIBUNAUX.

Art. 1^{er}. — Au commencement de chaque année judiciaire et dans le mois qui suit la rentrée, les Cours d'appel, en chambre du conseil, le Procureur général entendu, désignent, sur des listes de proposition des tribunaux de première instance du ressort, les docteurs en médecine à qui elles confèrent le titre d'experts devant les tribunaux.

Art. 2. — Les propositions du tribunal et les désignations de la Cour ne peuvent porter que sur les docteurs en médecine français, ayant au moins cinq ans d'exercice de la profession médicale et demeurant soit dans l'arrondissement du tribunal, soit dans le ressort de la Cour d'appel.

Art. 3. — En dehors des cas prévus aux articles 43, 44, 235 et 268 du Code d'instruction criminelle, les opérations d'expertise ne peuvent être confiées à un docteur en médecine qui n'aurait pas le titre d'expert. Toutefois, suivant les besoins particuliers de l'instruction de chaque affaire, les magistrats peuvent désigner un expert près un tribunal autre que celui auquel ils appartiennent.

En cas d'empêchement des médecins-experts résidant dans l'arrondissement, et s'il y a urgence, les magistrats peuvent, par ordonnance motivée, commettre un docteur en médecine français de leur choix.

CHAPITRE II. — DES HONORAIRES, VACATIONS,

FRAIS DE TRANSPORT ET DE SÉJOUR DES EXPERTS-MÉDECINS.

Art. 4. — Chaque médecin requis par des officiers de justice ou de police judiciaire ou commis par ordonnance, dans les cas prévus par le Code d'instruction criminelle, reçoit à titre d'honoraires :

- | | |
|--|-------|
| 1 ^o Pour une visite avec premier pansement.... | 8 fr. |
| 2 ^o Pour toute opération autre que l'autopsie.... | 10 » |
| 3 ^o Pour autopsie avant inhumation..... | 25 » |
| 4 ^o Pour autopsie après exhumation..... | 35 » |

Au cas d'autopsie d'un nouveau-né les honoraires sont de 15 et de 25 fr., suivant que l'opération a eu lieu avant inhumation ou après exhumation.

Tout rapport écrit donne droit, au minimum, à une vacation de 5 fr.

Art. 5. — Le coût des fournitures reconnues nécessaires pour les opérations est remboursé sur la production des pièces justificatives de la dépense.

Art. 6. — Il n'est rien alloué pour soins et traitements administrés soit après le premier pansement, soit après les visites ordonnées d'office.

Art. 7. — En cas de transport à plus de deux kilomètres de leur

résidence, les médecins reçoivent par kilomètre parcouru, en allant et en revenant :

1^o 20 centimes si le transport a été effectué en chemin de fer ;

2^o 40 centimes si le transport a eu lieu autrement.

Art. 8. — Dans le cas où les médecins sont retenus dans le cours de leur voyage, par force majeure, ils reçoivent une indemnité de 10 francs par chaque journée de séjour forcé en route, à la condition de produire, à l'appui de leur demande d'indemnité, un certificat du juge de paix ou du maire de la localité, constatant la cause du séjour forcé.

Art. 9. — Il est alloué aux médecins, outre les frais de transport, s'il y a lieu, une vacation de 5 francs à raison de leurs dépositions, soit devant un tribunal, soit devant un magistrat instructeur.

Si les médecins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où siège, soit le tribunal, soit le juge d'instruction devant lequel ils sont appelés, il leur est alloué, sur leur demande, une indemnité de 10 francs pour chaque journée de séjour forcé.

Art. 10. — Sont abrogées toutes les dispositions du décret du 18 juin 1811, en ce qu'elles ont de contraire au présent chapitre.

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 11. — Les officiers de santé reçus antérieurement au 1^{er} décembre 1893 et ceux reçus dans les conditions déterminées par l'article 31 de la loi du 30 novembre 1892, peuvent être portés sur la liste d'experts près les tribunaux, s'ils réunissent les conditions de nationalité, de durée d'exercice de leur profession et de résidence prévues à l'article 2 du présent décret.

Ils ont droit aux mêmes honoraires, vacations, frais de transport et de séjour que les docteurs en médecine.

Art. 12. — Le tarif prévu au chapitre II du présent décret ne sera applicable qu'aux opérations requises postérieurement au 30 novembre 1893.

ANNEXE II

L'Expertise dans le projet du Code d'Instruction criminelle,
*texte contenu dans le rapport présenté par M. BOVIER-
LAPIERRE le 3 décembre 1895, à la Chambre des Députés.*

SECTION III. — DE L'EXPERTISE

Art. 61. — Le juge d'instruction désigne, au besoin, sur la liste annuelle dressée suivant l'article 68, un ou plusieurs experts qu'il charge des opérations qui lui paraissent nécessaires à la découverte de la vérité.

Art. 62. — L'inculpé peut choisir sur ladite liste un expert qui a le droit d'assister à toutes les opérations, de réclamer des experts désignés par le juge d'instruction, toutes mesures utiles à la manifestation de la vérité, et qui consigne ses observations, soit au pied du procès-verbal, soit à la suite du rapport.

S'il y a plusieurs inculpés, ils doivent se concerter pour faire cette désignation.

Ce choix doit être fait « vingt-quatre heures » au plus tard après l'avis qui est donné à l'inculpé de la désignation du premier expert.

Art. 63. — Le juge d'instruction statue, sauf recours à la chambre du conseil, sur tous les incidents qui s'élèvent au cours de l'expertise.

Il peut, en tout état de cause, adjoindre un ou plusieurs experts à ceux précédemment désignés.

Art. 64. — Tout expert prête, devant le juge d'instruction, serment de remplir sa mission en honneur et conscience.

Art. 65. — Les rapports d'experts doivent être tenus à la disposition des parties quarante-huit heures après leur dépôt.

Art. 66. — Si les circonstances l'exigent, le juge d'instruction peut ordonner qu'il soit procédé à une expertise d'urgence, sans en aviser l'inculpé, et par tels experts qu'il juge utile de choisir, même en dehors de la liste annuelle.

Les motifs d'urgence sont mentionnés dans l'ordonnance.

Dans ce cas, le juge d'instruction donne immédiatement avis à l'inculpé qu'il a été procédé à une expertise, et celui-ci a le droit,

après la communication du rapport, de choisir sur la liste annuelle un expert qui examine le travail des experts commis et présente ses demandes et observations.

Art. 67. — Si l'expertise a été achevée avant la mise en cause ou l'arrestation de l'inculpé, il est procédé immédiatement après la mise en cause ou l'arrestation comme il est dit au paragraphe 3 de l'article précédent.

Art. 68. — La liste des experts qui exercent devant les tribunaux est dressée chaque année pour l'année suivante par les cours d'appel, sur l'avis des facultés, des tribunaux civils et des chambres et tribunaux de commerce, suivant les formes fixées par un règlement d'administration publique. Néanmoins, la chambre du conseil peut, lorsque les circonstances l'exigent, autoriser la désignation d'experts qui ne figurent pas sur les listes annuelles.

ANNEXE III

Projet Cruppi, *adopté par la Chambre des députés, le 30 juin 1899.*

Article premier. — La liste des experts admis à pratiquer les expertises en matière criminelle et correctionnelle est dressée chaque année pour l'année suivante par les Cours d'appel, le Procureur général entendu, sur l'avis des Tribunaux de première instance.

Les experts sont classés par catégories sur cette liste, qui ne comprend pas de membres de droit, à l'exception de ceux qui sont institués par l'article 2.

Art. 2. — La liste des médecins et chimistes admis à pratiquer les expertises médico-légales et chimico-légales devant les Tribunaux est dressée chaque année, pour l'année suivante, par les Cours d'appel, le Procureur général entendu, sur la proposition des tribunaux civils, des facultés et écoles de médecine, de pharmacie et de sciences.

Les professeurs et chargés de cours desdites Facultés, les

médecins, chirurgiens, accoucheurs et pharmaciens des hôpitaux, dans les villes où siègent les Facultés et Écoles de médecine en plein exercice, les médecins d'hospices et asiles publics d'aliénés feront partie de droit de cette liste ; ils y seront, autant que possible, classés par catégories, suivant leurs spécialités.

Art. 3. — Le juge ou la juridiction compétente désigne, sur la liste annuelle dressée en conformité des articles précédents, un expert, ou plusieurs s'il y a lieu à des recherches scientifiques distinctes.

La désignation dudit ou desdits experts est immédiatement notifiée à l'inculpé, qui a le droit de choisir sur la liste annuelle qui lui est communiquée, un nombre égal d'experts.

Cette désignation doit être faite dans le délai de trois jours à dater de la notification.

Dans le cas où l'inculpé n'a pas répondu dans le délai, le juge nomme un second expert, comme il est dit à l'article 6. (1)

Dans le cas où une opération urgente d'expertise est prescrite par le président de la Cour d'assises, l'accusé exerce séance tenante, s'il le juge utile, son droit de choisir un expert.

S'il y a plusieurs inculpés, ils doivent se concerter pour faire cette désignation.

Art. 4. — Les experts, désignés au paragraphe 2 de l'article 2, ne peuvent être choisis que si cette mesure, qui doit être justifiée par la gravité de l'affaire, est autorisée par ordonnance motivée du président du tribunal ou du président de la juridiction saisie.

Lesdites ordonnances ne sont susceptibles d'aucun recours.

Art. 5. — Si l'auteur du crime ou du délit est inconnu, si le prévenu est en fuite, l'expertise ordonnée doit être confiée au moins à deux experts, choisis sur la liste annuelle.

Art. 6. — Il ne peut être procédé aux opérations par un seul expert, que dans le cas où l'inculpé renonce formellement à l'expertise contradictoire et accepte l'expert désigné par le juge.

Art. 7. — Les experts, désignés conformément aux dispositions ci-dessus, jouissent des mêmes droits et prérogatives. Ils procèdent ensemble à toutes les opérations, et leurs conclusions sont prises dans un rapport commun, après avoir été discutées contradictoirement.

(1) Erreur matérielle, c'est l'art. 5 qui est visé.

Art. 8. — Si les experts sont d'avis opposé, ils désignent un tiers expert chargé de les départager.

A défaut d'entente, cette désignation est faite par le président du tribunal ou le président de la juridiction saisie.

Art. 9. — Nonobstant les termes des articles précédents, le procureur de la République et le juge d'instruction peuvent, dans les cas d'extrême urgence, notamment s'ils se sont transportés sur les lieux pour constater un flagrant délit, ou si les indices sont sur le point de disparaître, commettre à titre provisoire un seul expert ou un homme de l'art non inscrit sur la liste annuelle.

L'expert provisoire procède aux premières constatations, assure, s'il y a lieu, la conservation des pièces à expertiser, et dresse du tout un procès-verbal sommaire qui est visé par le juge ou le procureur de la République.

Ce procès-verbal est transmis, avec tous autres documents, aux experts qui sont immédiatement désignés, conformément aux dispositions ci-dessus, à moins que ces premières constatations soient jugées suffisantes d'un commun accord, par le magistrat instructeur et l'inculpé.

Art. 10. — Les frais d'expertise, résultant de la présente loi, seront passés en frais de justice criminelle.

Art. 11. — Les articles 43, 44 et 59 du Code d'instruction criminelle, sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire à la présente loi.

DISPOSITION ADDITIONNELLE

Les dispositions de la présente loi, relativement au droit de l'inculpé de choisir les experts en nombre égal à ceux de l'accusation, sont applicables au Code de justice militaire.

ANNEXE IV

Conclusions et projet de M. Ducor, dans son rapport à la Société de médecine pratique.

Votre Commission, convaincue de la nécessité d'une réforme des expertises médico-légales, estime que cette réforme doit être basée sur le développement général de l'enseignement médico-

légal, en rapport avec les nécessités de la pratique et vous propose :

1^o De faire auprès des autorités universitaires et des différentes administrations intéressées les démarches nécessaires pour faire aboutir cette réforme urgente de l'enseignement médico-légal ;

2^o D'appeler l'attention des pouvoirs législatifs et judiciaires sur le projet qu'elle a formulé dans les articles suivants :

Art. 1^{er}. — La liste des médecins admis à pratiquer les expertises médico-légales devant chacun des Tribunaux et chacune des Cours d'appel comprend les docteurs en médecine français, jouissant de leurs droits civils et politiques, domiciliés soit dans l'arrondissement du Tribunal, soit dans le ressort de la Cour d'appel.

Art. 2. — Les experts désignés par le juge d'instruction et par l'inculpé jouissent des mêmes droits et prérogatives. Ils procèdent ensemble à toutes les opérations, et leurs conclusions sont prises dans un rapport commun, après avoir été discutées contradictoirement.

Art. 3. — Lorsqu'il y a lieu à un rapport d'expert, le juge d'instruction désigne sur la liste dressée en conformité de l'article premier, un ou plusieurs experts qu'il charge des opérations qui lui paraissent nécessaires à la découverte de la vérité.

La désignation desdits experts est immédiatement notifiée à l'inculpé qui a le droit, à tout instant de la procédure, de choisir, sur la liste qui lui est communiquée, un nombre égal d'experts.

S'il y a plusieurs inculpés, ils doivent se concerter pour faire cette désignation.

L'expert ou les experts désignés pourront exceptionnellement être pris sur la liste d'un autre tribunal.

Art. 4. — Dans les cas d'extrême urgence, ainsi que dans les cas où le coupable est inconnu ou en fuite, ou bien s'il refuse de faire usage de son droit, le juge d'instruction peut néanmoins ordonner une expertise, mais il doit la confier au moins à deux experts.

L'expertise ne sera pratiquée par un seul expert, que s'il y a urgence absolue, et en même temps, impossibilité d'obtenir le concours d'un deuxième expert.

Les motifs de l'urgence sont mentionnés dans l'ordonnance.

Si l'expertise a été ordonnée avant la mise en cause ou l'arrestation de l'inculpé, celui-ci a le droit, après la communication du

rapport, de choisir un expert qui examine le travail des experts commis et présente ses observations et ses réquisitions.

Art. 5. — Si les experts émettent deux conclusions directement opposées, le juge ou l'inculpé auront la faculté d'en référer à un tiers-arbitre désigné par les experts.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera la méthode à suivre pour tout expert requis de pratiquer une autopsie ou de rédiger un rapport sur un cas criminel.

Art. 7. — Sont abrogées toutes les dispositions des lois, décrets et règlements contraires à la présente loi.

ANNEXE V

Conclusions de M. Brouardel reprises par M. Motet, *dans son rapport à la Société de médecine légale.*

1^o Le projet de réforme des expertises médico-légales, tel qu'il est soumis aux délibérations de la Chambre, est incomplet. Il se borne à établir le principe des expertises contradictoires, sans se préoccuper de la compétence des experts et des moyens de la constater.

2^o Les intérêts de la société et ceux des accusés ne seront sauvegardés que si la réforme répond aux nécessités suivantes :

a) Instruction spéciale des experts par un enseignement professionnel approprié.

b) Preuve de cette instruction fournie par un diplôme délivré par le Ministre de l'Instruction publique, après examen par les professeurs des Facultés de médecine (diplôme spécial pour les médecins experts et pour les chimistes experts).

c) Choix des experts par les procureurs de la République et les juges d'instruction, sur une liste dressée par les Cours d'appel sur présentation des Facultés de médecine et des tribunaux.

d) Relèvement des tarifs d'honoraires. Les tarifs actuels sont reconnus par tous insuffisants ; ils le seraient encore davantage

quand on aurait imposé aux candidats experts des épreuves de scolarité plus onéreuses, et aux experts eux-mêmes des modifications dans leurs modes opératoires permettant le contrôle de leurs recherches.

e) Création d'une Commission scientifique médico-légale supérieure, analogue au tribunal des superarbitres de Berlin, permettant de juger scientifiquement des questions d'ordre exclusivement scientifique, et qui auraient donné lieu à des contestations entre les experts.



BIBLIOGRAPHIE

- BROUARDEL. — Les expertises médico-légales : la conduite du médecin légiste à l'audience ; le rapport ; la visite. (*Revue de Médecine légale et de Jurisprudence médicale*, 1898, pp. 61 et 193.)
- CAMOIN DE VENCE. — Expertise médico-légale : législation étrangère. (*Revue pénitentiaire*, 1897, p. 1186.)
- CHAUSSIER. — Antécédents parlementaires de la loi Cruppi. (*Anthropologie criminelle*, 1899, p. 569.)
- CONSTANT (Ch.). — L'article 317 du Code de procédure civile et l'expertise médico-légale. (*Annales d'Hygiène*, 1894, tome XXXI, p. 72.)
- DALLOZ. — *Répertoire de Jurisprudence et Supplément* : V^o Expertise.
- DELASSUS. — L'enseignement et la pratique de la médecine légale. (*Journal des Sciences médicales*, juillet 1891.)
- DESMAZES. — Histoire de la médecine légale en France, 1880.
- DUBRAC. — Jurisprudence médicale et pharmaceutique.
- DUCOR. — Sur la réforme des expertises médico-légales ; rapport à la Société de Médecine pratique. (*Revue de Médecine légale*, 1900, p. 5.)
- DUVERGER. — Manuel des juges d'instruction.
- EYSSAUTIER. — Projet de loi sur l'instruction criminelle. (*Revue pratique de Droit français*, 1883, p. 5.)
- FODÉRÉ. — Médecine légale, 1813.
- FAUSTIN-HÉLIE. — Instruction criminelle.
Journal officiel.
- LACASSAGNE. — Les médecins experts et les erreurs judiciaires. (*Anthropologie criminelle*, 1897, p. 5.)
- LECHOPIÉ et FLOQUET. — La nouvelle législation médicale. Paris, 1894.
- LEREDU. — Réforme des expertises médico-légales. (*Revue pénitentiaire*, année 1889, p. 585.)

LOYE (Paul). — L'enseignement de la médecine légale en Allemagne et en Autriche-Hongrie. (*Annales d'Hygiène*, tome XXI, pp. 45 et 296.)

MORACHE. — L'expertise en médecine légale et le choix des experts. (*Journal de Médecine de Bordeaux*, 28 janvier 1900 et suivants.)

MOTET. — Examen du projet de loi de M. Cruppi sur la réforme des expertises médico-légales : rapport à la Société de Médecine légale. (*Revue de Médecine légale*, 1900, p. 269.)

MUYART DE VOUGLANS. — Institutes au Droit criminel, 1757.

ORTOLAN. — Débuts de la médecine légale en Europe. (*Revue de Législation*, 1872, p. 71.)

Pandectes françaises : V^o Expertise.

RAVARY. — Les expertises médico-légales : leur histoire ; leur réforme (Thèse de médecine de Paris, 1901.)

SERPILLON. — Code criminel, 1767.

TOURDES et METZQUER. — Médecine légale.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
I. — Utilité de l'expertise médico-légale ; ses applications.	5
II. — Intérêt d'une bonne organisation	10
III. — Principes et plan.....	14
 CHAPITRE PREMIER. — Historique	17
SECTION I. — Période ancienne et romaine.....	18
SECTION II. — Période du moyen-âge et du droit canon.....	21
§ I. — L'expertise sous Charlemagne.....	21
§ II. — L'expertise au XI ^e siècle jusqu'à la Caroline (1532).	22
SECTION III. — Période scientifique	29
§ I. — La période scientifique en Allemagne et en Italie.	29
§ II. — Période scientifique en France jusqu'à l'Ordon-	
nance de 1670.....	32
§ III. — Organisation de l'expertise dans l'Ordonnance de	
1670.....	35
I. — Choix des experts.....	37
II. — Procédure de l'expertise	42
§ IV. — Droit intermédiaire.....	47
 CHAPITRE II. — Organisation actuelle. — Ses défauts	50
SECTION I. — Organisation actuelle.....	51
§ I. — Choix des experts.	51
§ II. — Procédure de l'expertise.....	54

I. — Nomination des experts.....	54
A) — Cas de nomination.....	55
B) — Autorités pouvant ordonner une expertise.....	57
C) — Forme et sanction du droit de réquisition ; nombre des experts.....	59
II. — Du Serment.....	63
III. — Mission des experts.....	66
A) Détermination de la mission par l'autorité.....	66
B) Présence des parties aux opérations.....	67
C) Opérations des experts.....	68
D) Rapport : sa force probante.....	69
E) Les débats.....	71
IV. — Tarif des experts.....	72
SECTION II. — Défauts de l'organisation actuelle.....	73
§ I. — Incapacité des experts due aux choix défectueux..	74
I. — Insuffisance de l'enseignement médico-légal	75
II. — Choix des experts défectueux.....	80
§ II. — Défauts de la procédure contraires à l'impartialité de l'expert et de l'expertise, ainsi qu'aux intérêts de l'expert.....	82
I. — Défauts contraires aux intérêts de l'inculpé.....	83
A) Nomination des experts par les autorités seules.	83
B) Le droit de contrôle de l'inculpé est nul.....	86
II. — Défauts contraires aux intérêts de la partie civile.	87
III. — Défauts contraires aux intérêts des parties indis- tinctement.....	88
A) La procédure n'assure pas à l'expert de bonnes conditions pour les opérations.....	89
B) De ces mauvaises conditions, il résulte de l'ex- pertise est souvent incomplète, quelquefois inexacte et qu'elle ne peut pas être vérifiée....	92
C) Le rapport n'est soumis à aucune règle obligatoire.	94
D) Le contrôle tardif de l'inculpé peut être cause d'une mauvaise interprétation de l'expertise aux débats.....	95
IV. — Défauts contraires aux intérêts de l'expert.....	97
A) Réquisition forcée.....	97
B) Assimilation des experts aux témoins.....	100
C) L'absence de contrôle nuit à la considération de l'expert.....	101
D) Honoraires insuffisants.....	102

CHAPITRE III. — **Organisation rationnelle d'une bonne expertise** 103

SECTION I. — **Choix des experts** 104

§ I. — **Connaissances qu'il faut exiger des experts**..... 104

§ II. — **Moyens de fournir à la justice des auxiliaires capables** 108

I. — **Création d'un enseignement spécial et d'un diplôme conférant le titre d'expert**..... 108

II. — **Admission sur la liste de certains membres inscrits de droit** 112

III. — **Extension donnée à l'enseignement ordinaire de la médecine légale** 113

SECTION II. — **Procédure de l'expertise**..... 114

§ I. — **Impartialité de l'expert**..... 114

§ II. — **Impartialité de l'expertise** 116

I. — **Pluralité des experts** 117

II. — **Nomination des experts en nombre égal par l'autorité et par l'inculpé**..... 119

III. — **Création d'une commission de superarbitres** 121

IV. — **Droit de contrôle accordé à la partie civile**..... 122

V. — **Réglementation des opérations et du rapport** 122

A) **Méthode exigée pour les opérations**.. 123

B) **Conditions matérielles**..... 123

C) **Présence du magistrat**..... 124

D) **Rédaction d'un procès-verbal**..... 124

E) **Méthode exigée dans le rapport**..... 126

F) **Communication d'un rapport unique à l'autorité**.. 127

§ III. — **Réformes favorables aux intérêts de l'expert** 128

I. — **Suppression du droit de réquisition**..... 128

II. — **Suppression du serment prêté par les experts en qualité de témoins**..... 128

III. — **Augmentation du tarif des experts**..... 129

CHAPITRE IV. — **Etude critique des principaux projets sur la réforme de l'expertise légale**..... 131

SECTION I. — **Organisation de l'expertise dans le divers projets**. 135

§ I. — **Organisation de l'expertise dans le projet de réforme du Code d'instruction criminelle**..... 135

I. — Choix des experts.....	136
II. — Procédure de l'expertise.....	136
A) Nomination des experts.....	137
B) Serment.....	138
C) Mission des experts.....	139
§ II. — Projet de loi voté par la Chambre des députés sur l'initiative de M. Cruppi.....	141
I. — Choix des experts.....	142
II. — Procédure de l'expertise.....	143
A) Fonctionnement normal de l'expertise.....	144
B) Exceptions.....	145
C) Organisation d'un arbitrage.....	147
§ III. — Projet présenté par M. Ducor à la Société de médecine pratique.....	148
I. — Choix des experts.....	148
II. — Procédure de l'expertise.....	150
§ IV. — Système adopté par la Société de Médecine légale.	151
I. — Choix des experts.....	152
II. — Procédure.....	153
SECTION II. — Dispositions des divers projets réalisant dans la législation positive les règles admises dans notre organisation rationnelle.....	155
§ I. — Choix des experts.....	156
§ II. — Procédure de l'expertise.....	157
CONCLUSIONS.....	160
ANNEXES.....	167
ANNEXE I. — Décret du 21 novembre 1893, relatif : 1° aux condi- tions suivant lesquelles peut être conféré le titre d'expert devant les tribunaux ; 2° à la révision des tarifs du 18 juin 1811, en ce qui concerne les honoraires, vacations et frais de transport et de séjour des médecins.....	167
ANNEXE II. — L'expertise dans le projet du Code d'Instruction criminelle, texte contenu dans le rapport pré- senté à la Chambre des députés par M. Bovier- Lapierre le 3 décembre 1895.....	169

ANNEXE III. — Projet Cruppi, adopté par la Chambre des députés, le 30 juin 1899	170
ANNEXE IV. — Conclusions et projet de M. Ducor, dans son rapport à la Société de médecine pratique.....	172
ANNEXE V. — Conclusions de M. Brouardel reprises par M. Motet, dans son rapport à la Société de médecine légale	174
BIBLIOGRAPHIE.....	177

VU :

Le Professeur, Président de la Thèse,

EDMOND VILLEY.

VU :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen :

E. ZEVORT.

